

CAHIER EXPLICATIF DES CRÉDITS 2022-2023

PARTIE 1

Fiches explicatives Renseignements généraux

**MINISTÈRE DE L'IMMIGRATION,
DE LA FRANCISATION ET
DE L'INTÉGRATION**

ÉTUDE DES CRÉDITS 2022-2023

Ministère de l'Immigration, de la Francisation et de l'Intégration

CAHIER EXPLICATIF TABLE DES MATIÈRES

PARTIE 1

CRÉDITS 2022-2023 FICHES EXPLICATIVES

1. En bref	FE1
2. Crédits 2022-2023	FE2
3. Définition des programmes	FE3
4. Objectifs généraux et mode d'intervention par secteur	FE4

RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX

G01. Liste des voyages hors Québec pour l'année financière 2021-2022 : a) les endroits et dates de départ et de retour; b) la copie des programmes et rapports de mission; c) les personnes rencontrées; d) le coût (avec une ventilation par poste : frais de déplacement, d'hébergement, de repas, autres frais, etc.); e) les noms des ministres, députés, des membres du personnel de cabinet, des fonctionnaires concernés (avec leur titre) et des autres participants (avec leur titre) regroupés par mission; f) pour les organismes, les noms et les titres des dirigeants et fonctionnaires concernés et autres participants; g) la liste des ententes signées ou annoncées, le cas échéant; - les détails de ces ententes; - les résultats obtenus à ce jour; h) les investissements annoncés, le cas échéant, ainsi que le nombre d'emplois estimé; i) la description de la nature du voyage incluant, le cas échéant, le nom du ou des événements concernés; j) les points de presse tenus lors de ces missions et leurs coûts; k) toute consigne sanitaire encadrant le retour de ces missions; l) le montant dépensé pour l'achat de crédits carbone visant à compenser les émissions de gaz à effet de serre générées par le voyage.	RG1
G02. Pour chacun des voyages faits en avion ou en hélicoptère par chaque membre du Conseil des ministres, des membres des cabinets ministériels au Québec et des dirigeants d'organismes pour 2021-2022 : a) les raisons du déplacement; b) l'itinéraire et les dates du départ et/ou du retour; c) les coûts ventilés; d) le cas échéant, tout autre coût ventilé par poste : frais d'hébergement, frais de repas, autres frais, etc.; e) pour les organismes, les noms et les titres des dirigeants et des fonctionnaires concernés et autres participants.	RG2

G03. Liste des dépenses en publicité (incluant celles sur Internet), en articles promotionnels et en commandites pour chaque ministère (y compris le cabinet ministériel) et organisme. Fournir la liste détaillée de ces dépenses en indiquant : a) la ventilation des sommes dépensées pour 2021-2022, et les prévisions pour 2022-2023; b) les noms des firmes de publicité retenues; c) la liste des contrats octroyés en indiquant le coût et le mode d’octroi pour chacun (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié); d) les noms des fournisseurs, incluant les contrats de photographes; e) le but visé par chaque dépense; f) dans le cas d’une commandite, la raison et le nom de l’organisme bénéficiaire; g) le coût total et ventilé pour les communiqués de presse.	RG3
G04. Liste des dépenses pour l’organisation et la tenue de conférences de presse, d’événements médiatiques, ou autres événements (sommets, congrès, conférences, etc.) séparément : Par le cabinet ministériel : a) les sommes dépensées en 2021-2022 et les prévisions pour 2022-2023, ventilées par type d’événement; b) le but visé par chaque dépense; c) le nombre total et liste d’événements, ventilé par type d’événement; d) si l’événement s’est tenu virtuellement. Par le ministère ou l’organisme : e) les sommes dépensées en 2021-2022 et les prévisions pour 2022-2023, ventilées par type d’événement; f) le but visé par chaque dépense; g) le nombre total et liste d’événements, ventilé par type d’événement; h) si l’événement s’est tenu virtuellement. Par un professionnel ou par une firme externe : i) les sommes dépensées en 2021-2022 et les prévisions pour 2022-2023, ventilées par type d’événement; j) le nom du professionnel ou de la firme de publicité; k) la liste des contrats octroyés en indiquant le coût et le mode d’octroi du contrat (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié); l) la liste et les noms des fournisseurs et consultants, s’il y a lieu, incluant les contrats de photographies, des vidéos, etc.; m) le but visé par chaque dépense; n) le nombre total et liste d’événements, ventilé par type d’événement; o) si l’événement s’est tenu virtuellement.	RG4
G05. La liste des dépenses en formation de communication : Organisée par le ministère ou l’organisme : a) les sommes dépensées en 2021-2022 et les prévisions pour 2022-2023, ventilées par type d’événement; b) le but recherché par chaque dépense; c) nombre total et liste des formations ventilée par catégorie. Données par un professionnel ou une firme externe : d) les sommes dépensées en 2021-2022 et les prévisions pour 2022-2023; e) le nom de la ou des firmes de publicité ou de communications; f) le mode d’octroi du contrat (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié); g) la liste et les noms des fournisseurs ou/et des consultants, s’il y a lieu; h) le but visé par chaque dépense; i) nombre total et liste des formations ventilée par catégorie.	RG5

G06. Liste ventilée par bénéficiaire et par mode d'octroi (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié) de tous les contrats octroyés par un ministère ou un organisme, y compris le cabinet ministériel en 2021-2022, en indiquant : a) les noms du professionnel ou de la firme; b) les noms de tous les sous-traitants associés au contrat, leur mandat et le résultat (rapport ou document final); c) le détail des travaux ou services effectués (but visé); d) la date d'octroi du contrat; e) le coût total, y compris les avenants et/ou suppléments; f) l'échéancier; g) dans le cas d'un octroi par soumission, fournir le nom des soumissionnaires et le montant des soumissions. Lorsque le contrat est octroyé par le cabinet ministériel, l'indiquer.	RG6
G07. Liste détaillée de tous les appels d'offres publics du ministère ou de l'organisme, en indiquant : a) la liste des soumissions et le montant de chacune; b) la grille d'évaluation des soumissions; c) le soumissionnaire retenu et la justification de ce choix; d) le délai entre la publication de l'appel d'offres et l'octroi du contrat; e) le cas échéant, les appels d'offres annulés en cours de route et la raison de l'annulation.	RG7
G08. Pour chaque ministère et organisme (y compris les agences, sociétés d'État, établissements, bureaux, organismes de l'état, comités, conseils, etc.), fournir pour 2021-2022 : a) liste de toutes les ressources œuvrant au sein d'un ministère ou d'un organisme et qui ne sont pas des employés du gouvernement; b) le total des coûts reliés à ces consultants, ventilé par catégories (incluant la masse salariale); c) le sommaire de tout contrat octroyé pour l'embauche de ces consultants; d) le nom de chaque consultant et la firme par laquelle il est employé; e) une description de son mandat; f) la date de début de son contrat; g) la date prévue de fin de son contrat; h) sa rémunération annuelle.	RG8
G09. Pour chaque projet de développement informatique ou de modernisation des systèmes informatiques initié pour l'exercice financier 2021-2022, au sein du ministère ou d'un organisme, d'une société ou d'une entreprise relevant du ministère, indiquer : a) le nom du projet; b) la nature du projet; c) l'échéancier initial (et revu s'il y a lieu); d) le montant initialement prévu pour l'ensemble du projet; e) les plus récentes évaluations du coût du projet; f) les coûts engendrés jusqu'à maintenant par le projet, au total et ventilés par année financière; g) l'estimation des coûts restant à déboursier pour compléter la réalisation du projet; h) les firmes ou OSBL associés au développement du projet, incluant tous les sous-traitants associés au projet, les sommes qui leur ont été versées jusqu'à ce jour, le détail de tout contrat octroyé en précisant le mode d'octroi, le montant et les dates; i) le pourcentage de réalisation jusqu'à ce jour; j) le nombre d'employés (ETC) affectés à ce projet; k) le nombre de consultants externes intégrés ou œuvrant au sein du ministère ou d'un organisme, d'une société ou d'une entreprise relevant du ministère :	RG9

- la valeur totale et ventilée des contrats ou ententes entre le ministère ou l'organisme et les firmes externes pour ces consultants; l) indiquer si l'étude d'opportunité évaluant les possibilités qu'offre le logiciel libre a été réalisée, comme l'exige la Politique cadre sur la gestion des ressources informationnelles des organismes publics; m) nombre et liste des pénalités appliquées à des sous-traitants dans le domaine des TI en 2021-2022.	
G10. De façon séparée et distincte, pour le cabinet ministériel et le bureau de circonscription, pour la Direction générale du ministère (bureau du sous-ministre, des sous-ministres adjoints et associés) et pour les organismes sous l'autorité du ministre, le montant, pour 2021-2022, ventilé par mois, de chacune des dépenses suivantes : a) la photocopie; b) le mobilier de bureau; c) l'ameublement; d) la décoration et l'embellissement, incluant les œuvres d'art et les frais pour l'entretien des plantes; e) le distributeur d'eau de source; f) le remboursement des frais de transport; g) le remboursement des frais d'hébergement; h) le remboursement des frais de repas; i) le remboursement des frais d'alcool et de fêtes; j) l'ensemble des dépenses applicables à la participation à des congrès, des colloques et toute session de type perfectionnement ou ressourcement : I. a) au Québec; II. b) à l'extérieur du Québec.	RG10
G11. De façon séparée et distincte, pour le cabinet ministériel, pour la Direction générale du ministère (bureau du sous-ministre, des sous-ministres adjoints et associés) et pour les organismes sous l'autorité du ministre, le montant pour 2021-2022, ventilé par mois, de chaque dépense liée à la téléphonie : a) le nombre de téléphones cellulaires utilisés, ainsi que la marque et le modèle de chaque appareil; b) le nombre de tablettes électroniques utilisées ainsi que la marque et le modèle de chaque appareil; c) les coûts d'acquisition des appareils; d) le coût d'utilisation des appareils; e) le coût des contrats téléphoniques; f) les noms des fournisseurs; g) le nombre de minutes utilisées; h) le coût des frais d'itinérance et la proportion de ceux-ci qui ont été assumés respectivement par le cabinet, le ministère ou l'organisme; i) le coût lié aux dépassements des forfaits de données et la proportion de ceux-ci qui ont été assumés respectivement par le cabinet, le ministère ou l'organisme ; j) les coûts de résiliation, s'il y a lieu; k) le nombre d'ordinateurs portables utilisés ainsi que la marque et le modèle de chaque appareil.	RG11
G12a. Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) pour l'année 2021-2022 ainsi que les prévisions pour 2022-2023 : a) le nombre et la répartition, par tranches d'âge, du personnel masculin et féminin, des personnes handicapées, anglophones, autochtones et des communautés culturelles pour chaque catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.) de 35 ans et plus;	RG12a

G12b. Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) pour l'année 2021-2022 ainsi que les prévisions pour 2022-2023 : b) le nombre et la répartition, par tranches d'âge, du personnel masculin et féminin, des personnes handicapées, anglophones, autochtones et des communautés culturelles pour chaque catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.) de 35 ans et moins;	RG12b
G12c. Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) pour l'année 2021-2022 ainsi que les prévisions pour 2022-2023 : c) le nombre total de jours de maladie pris par le personnel;	RG12c
G12d. Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) pour l'année 2021-2022 ainsi que les prévisions pour 2022-2023 : d) le nombre de personnes ayant dans leur réserve de congé de maladie moins de 10 jours, de 10 à 50 jours, de 50 à 100 jours et 100 jours et plus, et leur valeur estimée, par catégorie d'emploi;	RG12d
G12e. Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) pour l'année 2021-2022 ainsi que les prévisions pour 2022-2023 : e) le nombre d'heures supplémentaires travaillées par le personnel et la répartition de la rémunération de ces heures supplémentaires (argent, vacances, etc.) : – le coût moyen par employé, selon la classe de travail.	RG12e
G12f. Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) pour l'année 2021-2022 ainsi que les prévisions pour 2022-2023 : f) le nombre total de jours de vacances pris par le personnel;	RG12f
G12g. Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) pour l'année 2021-2022 ainsi que les prévisions pour 2022-2023 : g) le nombre de personnes ayant dans leur réserve de jours de vacances moins de 10 jours, de 10 à 50 jours, de 50 à 100 jours et 100 jours et plus, et leur valeur estimée, par catégorie d'emploi;	RG12g
G12h. Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) pour l'année 2021-2022 ainsi que les prévisions pour 2022-2023 : i) le nombre de personnes et la répartition par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, contractuels, etc.) qui reçoivent une rémunération du ministère ou d'un organisme relevant du ministère, et qui reçoivent également une prestation de retraite d'un régime de retraite du secteur public, parapublic ou des réseaux de la santé et de l'éducation, soit les commissions scolaires, les cégeps, les établissements universitaires, les agences régionales et les établissements hospitaliers;	RG12h

G12i. Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) pour l'année 2021-2022 ainsi que les prévisions pour 2022-2023 : j) l'évolution des effectifs réguliers par catégorie d'emploi (cadres supérieurs et intermédiaires, professionnels, techniciens, personnel de bureau, ouvriers et agents de la paix, etc.) et par leur territoire habituel de travail (centre principal de direction et chacune des régions);	RG12i
G12j. Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) pour l'année 2021-2022 ainsi que les prévisions pour 2022-2023 : k) l'évolution du nombre d'employés bénéficiant d'un traitement additionnel en raison de la complexité de la tâche à accomplir;	RG12j
G12k. Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) pour l'année 2021-2022 ainsi que les prévisions pour 2022-2023 : l) le nombre d'employés bénéficiant d'un traitement supérieur à celui normalement prévu pour la tâche qu'ils ont accomplie;	RG12k
G12l. Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) pour l'année 2021-2022 ainsi que les prévisions pour 2022-2023 : m) le nombre de postes par catégories d'emploi et par leur territoire habituel de travail (le centre principal de direction et chacune des régions);	RG12l
G12m. Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) pour les trois dernières années ainsi que les prévisions pour 2022-2023 : n) le niveau des effectifs pour chacune des catégories d'emploi pour chacun des cinq prochains exercices budgétaires;	RG12m
G12n. Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) pour l'année 2021-2022 ainsi que les prévisions pour 2022-2023 : o) le nombre d'employés permanents et temporaires;	RG12n
G12o. Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) pour l'année 2021-2022 ainsi que les prévisions pour 2022-2023 : p) le nombre de départs volontaires, ventilé par raisons du départ;	RG12o
G12p. Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) pour l'année 2021-2022 ainsi que les prévisions pour 2022-2023 : q) le nombre de postes abolis ventilé par corps d'emploi;	RG12p
G12q. Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) pour l'année 2021-2022 ainsi que les prévisions pour 2022-2023 : r) L'effectif autorisé par le SCT en vertu de la loi 15 sur le contrôle des effectifs;	RG12q

G12r. Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) pour l'année 2021-2022 ainsi que les prévisions pour 2022-2023 : s) le nombre de postes vacants et le nombre d'ETC non comblés, ventilé par région.	RG12r
G13a. Pour chaque ministère et organismes, par direction, pour l'année 2021-2022 et les prévisions pour l'année 2021-2022 de : a) le nombre de départs à la retraite, incluant le total et la ventilation des indemnités versées ou estimées;	RG13a
G13b. Pour chaque ministère et organismes, par direction, pour l'année 2021-2022 et les prévisions pour l'année 2021-2022 de : b) le nombre de remplacements effectués en application du plus récent Plan de gestion des ressources humaines;	RG13b
G13c. Pour chaque ministère et organismes, par direction, pour l'année 2021-2022 et les prévisions pour l'année 2021-2022 de : d) le nombre de retraités de la fonction publique ou parapublique engagés pour un ou des contrats.	RG13c
G14. Liste des baux pour les espaces occupés par les ministères et organismes en 2021-2022 en indiquant pour chacun d'eux : a) l'emplacement de la location; b) la superficie totale pour chaque local loué; c) la superficie totale réellement occupée; d) la superficie inoccupée; e) le coût de location au mètre carré; f) le coût total de ladite location; g) les coûts d'aménagement, de rénovations réalisées depuis le 1^{er} avril 2018, la nature des travaux et le ou les bureaux visés; h) la durée du bail; i) propriétaire de l'espace loué; j) les noms des sous-locataires et les revenus liés à des sous-locations, le cas échéant; k) s'il s'agit d'un renouvellement de bail ou d'un bail concernant une nouvelle adresse; l) en cas de résiliation de bail en cours d'année, les coûts de résiliation.	RG14
G15. Concernant les actifs immobiliers excédentaires du ministère ou de l'organisme en 2021-2022, fournir : a) La liste des actifs excédentaires inoccupés; b) La valeur estimée de ceux-ci; c) Les coûts d'entretien annuel; d) Le nombre de pieds carrés de ceux-ci.	RG15
G16. Pour la direction générale du ministère et la haute direction des organismes publics, fournir le détail et la ventilation des coûts, pour 2021-2022, du déménagement, de l'aménagement, de la rénovation et autres travaux effectués dans les espaces occupés, incluant : a) les dates des travaux; b) les coûts; c) le nom de la ou des firmes ayant effectué les travaux.	RG16

G17. Liste du personnel de cabinet de chaque membre du Conseil des ministres durant l'année 2021-2022, en indiquant pour chaque individu : a) la date de l'entrée en fonction et la date de départ, le cas échéant; b) le titre de la fonction; c) l'adresse du port d'attache; d) le traitement annuel ou, selon le cas, les honoraires versés; e) la prime de départ versée, le cas échéant; f) le montant total et la ventilation des primes ou bonis reçus; g) la liste du personnel politique, incluant le personnel de soutien, qui fait partie de la fonction publique et de quelle masse salariale il relève; h) la description de tâches; i) le montant détaillé des salaires, des honoraires et des contrats donnés par le cabinet pour 2021-2021; j) le nombre total d'employés au cabinet; k) la masse salariale totale par cabinet; l) le nom des employés bénéficiant d'un traitement supérieur à celui prévu pour la fonction occupée; m) s'il a ou non signé les directives du premier ministre intitulées : Directive sur la transparence et l'éthique relativement à l'exercice des fonctions du personnel des cabinets de ministre et Directive concernant les règles applicables lors de la cessation d'exercice de certaines fonctions pour l'État.	RG17
G18. Liste des sommes d'argent versées en 2021-2022, par mois, à même le budget discrétionnaire du ministre, du ministre délégué, du ministère ou de l'organisme, en indiquant : a) le nom de l'organisme concerné ou de la personne; b) la circonscription électorale; c) le montant attribué; d) le détail du projet visé et le but poursuivi par le ministère ou l'organisme.	RG18
G19. Liste du personnel hors structure, par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.), rémunéré par le ministère, mais qui n'occupe aucun poste dans ce ministère : a) le nom de la personne; b) le poste occupé; c) le salaire de base et les bonis, le cas échéant; d) l'assignation initiale et l'assignation actuelle; e) la date de l'assignation hors structure; f) la date de la fin de l'assignation, s'il y a lieu; g) les prévisions pour 2022-2023.	RG19
G20. Liste du personnel en disponibilité par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.), en indiquant : a) le poste initial; b) le salaire; c) le poste actuel, s'il y a lieu; d) la date de la mise en disponibilité; e) les prévisions pour 2022-2023.	RG20
G21. Pour chaque ministère et organisme public (y compris les agences, sociétés, établissements, institutions, etc.), fournir pour 2021-2022, le nombre d'occasionnels mis à pied dont le ministère ou l'organisme a mis fin à l'emploi ou dont le contrat n'a pas été renouvelé, en précisant la ou les raisons et en ventilant : a) par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, personnel de soutien, fonctionnaires, etc.); b) par catégorie d'âge; c) prévisions pour 2022-2023.	RG21

G22. Liste du personnel rémunéré par le ministère et affecté à d'autres organismes publics, parapublics, parapublics non gouvernementaux et autres, en indiquant : a) le nom de la personne; b) le poste occupé et le nom de l'organisme; c) le salaire de base et les bonis, le cas échéant; d) l'assignation initiale; e) l'assignation actuelle; f) la date de l'assignation hors structure; g) la date de la fin de l'assignation (s'il y a lieu).	RG22
G23. Liste de tous les abonnements aux journaux, aux revues mensuelles, aux publications (format papier ou électronique), aux sites spécialisés de recherche sur Internet (Eureka, etc.) du ministère et des organismes publics en 2021-2022, en précisant pour chaque abonnement : a) le coût de chacun; b) le fournisseur; c) la nature du service. Ventiler le montant total par catégorie.	RG23
G24. Les sommes déboursées par le cabinet ministériel, le ministère ou les organismes publics pour l'achat de billets de saison, de billets de spectacles ou d'événements sportifs et culturels, les billets d'événements et de conférences organisées par les chambres de commerce, pour la réservation de loges et les frais payés afin de devenir membre d'un club privé ou autre.	RG24
G25. Pour chaque site Internet du ministère ou de l'organisme public (incluant les événements ponctuels), fournir, et ce depuis l'existence du site : a) le nom du site Web; b) le nom de la firme ou du professionnel, des personnes qui ont conçu le site; c) les coûts de construction du site; d) les coûts d'hébergement, d'entretien et de mise à jour; e) les coûts de modernisation ou de refonte (en spécifiant combien de fois le site a été refait et les raisons du changement); f) la fréquence journalière, hebdomadaire et mensuelle des visites ventilée par section et/ou page du site (nombre de « hits »); g) la fréquence moyenne de mise à jour; h) le responsable du contenu sur le site; i) les noms de domaines réservés; j) les coûts liés à la réservation de noms de domaines.	RG25
G26. Pour 2021-2022, les dépenses effectuées par ministère pour les tournées, les visites ou rencontres ministérielles et sous ministérielles dans les régions du Québec, en précisant : a) les régions et les villes visitées; b) les personnes et organismes rencontrés; c) pour les organismes, les noms et les titres des dirigeants et des fonctionnaires concernés et autres participants; d) les raisons du déplacement; e) l'itinéraire et les dates du départ et/ou du retour; f) les coûts ventilés; g) le cas échéant, tout autre coût ventilé par poste : frais d'hébergement, frais de repas, autres frais, etc.	RG26

G27. La liste exhaustive de tous les mandats et dossiers et de toutes les activités confiées à chaque adjoint parlementaire des membres du Conseil des ministres pour 2021-2022 : a) le détail des mandats; a) le coût (déplacements, etc.); c) le nombre de ressources affectées; d) le nombre de rencontres; e) le nombre d’ETC affecté à chaque mandat en indiquant leur fonction et leur titre. f) l’objet; g) les dates.	RG27
G28. Liste des entités administratives créées, fusionnées, scindées ou abolies sous la responsabilité du ministère en précisant les coûts de transition et les coûts de formation.	RG28
G29. Le détail des crédits périmés et reportés pour chaque ministère et organisme par année budgétaire, et ce, pour l’année financière 2021-2022 et les prévisions pour 2022-2023.	RG29
G30. L’inventaire complet des services tarifés que le ministère et les organismes gouvernementaux qui relèvent du ministère offrent aux citoyens et les tarifs qu’ils exigent. Le coût unitaire de chacun de ceux-ci. La liste de tous les revenus autonomes (tarifs, permis, droits, redevances, etc.) du ministère et des organismes gouvernementaux qui relèvent du ministère pour les trois dernières années et les projections pour l’année 2022-2023.	RG30
G31. Pour chaque ministère et organisme, une copie du plan de réduction des dépenses de fonctionnement pour 2021-2022 demandé par le Secrétariat du Conseil du Trésor, et confirmé par le gouvernement en janvier 2022 pour 2022-2023.	RG31
G32. Pour chaque ministère et organisme public, les sommes reçues en 2021-2022, ainsi que les prévisions pour 2022-2023 et 2023-2024, en provenance du gouvernement fédéral ou d’un autre gouvernement. Indiquer de façon ventilée pour chaque programme, entente ou autre, les sommes reçues, la ou les dates des versements et à quelles fins elles ont été consacrées par le ministère ou l’organisme.	RG32
G33. Pour chaque ministère et organisme (y compris les agences, sociétés d’État, établissements, bureaux, organismes de l’état, comités, conseils, institutions, etc.), fournir pour l’année financière 2021-2022, en ventilant par catégorie d’emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.), le montant total des primes au rendement et des bonis.	RG33
G34. Pour chaque cabinet ministériel, fournir pour l’année financière 2021-2022 le montant total des primes au rendement et des bonis versés au personnel de cabinet.	RG34
G35 Pour chaque ministère et organisme (y compris les agences, sociétés d’État, établissements, bureaux, organismes de l’état, comités, conseils, institutions, etc.), fournir pour l’année financière 2021-2022, en ventilant par catégorie d’emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.), le montant total des primes de départ (allocations de transition), incluant les montants versés pour bris de contrat.	RG35
G36. Pour chaque ministère et organisme dont les agences, sociétés d’État, établissements, bureaux, organismes de l’État, comités, conseils, institutions, etc., fournir pour l’année financière 2021-2022 le montant total et la ventilation par catégorie d’emploi des augmentations de salaire.	RG36

G37. Pour 2021-2022, le nombre de cadres, de dirigeants de la fonction publique incluant les sous-ministres, à qui les salaires sont versés sans qu'aucune fonction ou tâche leur soit assignée. Pour chaque personne : a) fournir la liste des noms, des fonctions précédentes occupées et la date de cessation des fonctions; b) fournir la liste des salaires versés et préciser le montant total dépensé par le ministère ou l'organisme.	RG37
G38. La liste exhaustive des programmes ministériels existants à la fin de l'année financière 2021-2022 et qui n'ont pas été reconduits intégralement en 2022-2023. Pour chacun de ces programmes existants en 2021-2022, donner le coût de reconduction intégral et la dépense prévue aux crédits 2022-2023, en incluant les programmes qui ont été abolis et pour lesquels la dépense sera nulle.	RG38
G39. Indiquer les nouvelles initiatives ou toutes majorations apportées à un programme existant, les montants en cause ainsi que les mesures prises pour dégager les sommes nécessaires à leur financement.	RG39
G40. Concernant les dépenses en informatique, pour chacun des ministères et organismes (incluant les agences, sociétés, établissements, institutions ou autres) : a) la dépense totale (opération et capital); b) les grands dossiers en cours; c) le nombre d'employés attitrés aux dossiers informatiques; d) préciser le nombre en équivalent ETC et comparaison entre le nombre de ressources internes et externes dans le domaine des TI; e) le nombre de consultants externes attitrés aux dossiers informatiques.	RG40
G41. Pour chaque ministère et organisme (y compris les agences, sociétés d'État, établissements, bureaux, organismes de l'état, comités, conseils, etc.), fournir pour 2021-2022, le montant total de la masse salariale en ventilant par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.).	RG41
G42. Pour chaque ministère et organisme (y compris les agences, sociétés d'État, établissements, bureaux, organismes de l'état, comités, conseils, etc.), fournir pour 2021-2022 le taux d'absentéisme en ventilant par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.).	RG42
G43. Pour chaque ministère et organisme public incluant les cabinets ministériels et membres du conseil des ministres, le nombre total de personnes ayant bénéficié du paiement de cotisation à une association (ordre ou corporation) professionnelle en vertu de la Directive concernant le paiement par le gouvernement de cotisations à des associations (6-79) du Conseil du trésor ou de toute autre directive permettant un remboursement de ces cotisations, ventilé par association, ordre ou corporation professionnelle en indiquant : a) la dépense totale relative au paiement des cotisations; b) la liste des associations, ordres ou corporations professionnels auxquels le gouvernement du Québec a versé un paiement pour cotisation; c) la liste des employés, cadres, dirigeants, ministres et juges ayant bénéficié de cet avantage.	RG43
G44. Pour tout sondage ou enquête d'opinion réalisés par le ministère ou l'organisme, indiquer : a) La date; b) La nature; c) Les questions posées; d) Les réponses; e) La firme retenue; f) Les coûts.	RG44

G45. Pour toutes dépenses publicitaires réalisées par le ministère ou l'organisme, indiquer : a) Le pourcentage de ces dépenses réalisées au sein de médias communautaires et le montant; b) Le pourcentage de ces dépenses réalisées sur Internet et les médias sociaux et le montant.	RG45
G46. Tout montant dépensé par le ministère ou l'organisme en 2021-2022 pour l'achat de crédits carbone visant à compenser les émissions de gaz à effet de serre produites dans le cadre des activités du ministère ou de l'organisme.	RG46
G47. Au sujet du transfert d'emplois gouvernementaux en région : a) Fournir tout scénario et étude réalisée par le ministère ou l'organisme ainsi que toute action réalisée en 2021-2022; b) Nombre d'emplois gouvernementaux au sein du ministère ou de l'organisme qui ont été transféré en région en 2021-2022 en précisant la région d'origine et la région de destination; c) Nombre d'emplois transférés en région depuis le 1er octobre 2018.	RG47
G48. Toutes sommes dépensées et actions réalisées par le ministère ou l'organisme dans le cadre du Rapport final de la Commission spéciale sur les droits des enfants et la protection de la jeunesse.	RG48
G49. Toutes sommes dépensées et actions réalisées par le ministère ou l'organisme visant la protection des renseignements personnels en 2021-2022.	RG49
G50. Toutes sommes dépensées et action réalisée par le ministère ou l'organisme en 2021-2022 au sujet du plan d'action gouvernemental de contribution à l'occupation et à la vitalité des territoires 2018-2022.	RG50
G51. Au sujet des mesures de télétravail ou de travail à distance, en 2021-2022, au sein du ministère ou de l'organisme : a) Nombre d'employés au total en ayant bénéficié b) Nombre d'employés en bénéficiant toujours au 31 mars 2021; c) Proportion de l'effectif total du ministère ou de l'organisme en ayant bénéficié;	RG51
G52. Sommes dépensées par le ministère ou l'organisme en 2021-2022 en matière de remboursement aux employés pour l'achat de matériel requis pour le télétravail.	RG52
G53. Nombre d'employés ayant été absent du travail pour cause de quarantaine liée à la COVID-19 ou en retrait préventif lié à la COVID-19 au sein du ministère ou de l'organisme en 2021-2022 ainsi que l'estimation des coûts en découlant.	RG53
G54. Concernant toute mesures de soutien aux employés en matière de santé mentale, au sein du ministère ou de l'organisme en 2021-2022 : a) Les sommes dépensées; b) Le nombre de demandes au Programme d'aide aux employés (PAE) c) Les sommes dépensées spécifiquement en ressources externes en la matière.	RG54
G55. Concernant l'entretien ménager et la désinfection des locaux du ministère ou de l'organisme en 2021-2022, fournir : a) Le total des sommes dépensées; b) Le nom des fournisseurs retenus; c) La liste des contrats.	RG55

G56. Coût total de mise en place de mesures découlant des visites de la CNESST dans les locaux du ministère ou de l'organisme ainsi qu'une liste des recommandations effectuées.	RG56
G57. Liste ventilée par bénéficiaire et par mode d'octroi (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié) de tous les contrats octroyés par un ministère ou un organisme en 2021-2022 et qui ont fait l'objet d'une autorisation du sous-ministre, comme il est prévu à l'article 17 de la Loi sur les contrats des organismes publics, en indiquant : a) le nombre d'autorisations; b) le nom du professionnel ou de la firme faisant l'objet de cet octroi; c) le nom de tous les sous-traitants associés au contrat et faisant l'objet de cet octroi; d) le montant accordé; e) les motifs de la demande;	RG57
G58. Nombre de demandes d'accès à l'information par ministère et organisme en 2021-2022 : a) le montant total facturé et récolté découlant des demandes d'accès à l'information; b) le nombre de refus (avec mention de la raison ou de l'article); c) le nombre de demandes ayant été traitées dans un délai de 20 jours; d) le nombre de demandes ayant été traitées dans un délai de 30 jours.	RG58
G59. La liste des personnes et le mandat des comités formés par le Conseil exécutif, les ministères et organismes ainsi que les honoraires versés à ces personnes.	RG59
G60. Veuillez indiquer les montants qui ont été alloués à la rémunération des stages depuis 2016. a) Nombre de stagiaires reçus; b) Heures de stages effectués; c) Rémunération totale déboursée.	RG60
G61. Indiquer le montant des dépenses supplémentaires entraînées par la pandémie de Covid-19, pour 2020 et 2021.	RG61
G62. Indiquer les dépenses encourues en vue de l'implantation du nouveau régime de dotation découlant de l'adoption du projet de loi 60.	RG62
G63. Indiquer le montant des amendes perçues en vertu de l'application des lois dont votre ministère est responsable de l'application. Ventiler par loi et articles, depuis 5 ans.	RG63
NR37. Toutes sommes dépensées et actions réalisées par le ministère ou l'organisme au sujet de la reconnaissance des acquis et des compétences des personnes immigrantes en 2021-2022.	RG64
NR45. Toutes sommes dépensées et actions réalisées par le ministère ou l'organisme en 2021-2022 au sujet de la stratégie d'action en matière d'immigration, de participation et d'inclusion 2016-2021 : « Ensemble, nous sommes le Québec ».	RG65

QUESTIONS NON RÉPONDUES

NR1. Liste des dépenses de publicité effectuées spécifiquement sur Internet (Facebook, Amazon, etc.) en indiquant : a) la ventilation des sommes dépensées pour 2021-2022, et les prévisions pour 2022-2023; b) les noms des firmes de publicité retenues; c) la liste des contrats octroyés en indiquant le coût et le mode d’octroi pour chacun (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié); d) les noms des fournisseurs, incluant les contrats de photographes; e) le but visé par chaque dépense; f) le rapport statistique sur la portée et la clientèle visée. Lorsque le contrat est conclu par l’intermédiaire d’une firme de publicité, détailler les publicités effectuées sur Internet.	Répondue par la réponse à la question RG3
NR2. La liste des dépenses en formation de communication organisée pour le personnel politique, les membres du conseil exécutif ou les députés en indiquant : a) les sommes dépensées pour l’exercice financier 2021-2022 et les prévisions pour 2022-2023; b) le but visé par chaque dépense; c) la nature de la formation; d) les personnes ou la firme qui ont donné la formation; e) les personnes qui ont reçu la formation ainsi que le titre de leur fonction.	Répondue par la réponse à la question RG5
NR3. Pour chaque projet de développement informatique en infonuagique, au sein du ministère ou d’un organisme, d’une société ou d’une entreprise relevant du ministère, indiquer : a) le nom du projet; c) l’échéancier initial (et revu s’il y a lieu); d) le montant initialement prévu pour l’ensemble du projet; e) les plus récentes évaluations du coût du projet; f) les coûts engendrés jusqu’à maintenant par le projet, au total et ventilés par année financière; g) l’estimation des coûts restant à déboursier pour compléter la réalisation du projet; h) les firmes ou OSBL associés au développement du projet, incluant tous les sous-traitants associés au projet, les sommes qui leur ont été versées jusqu’à ce jour, le détail de tout contrat octroyé en précisant le mode d’octroi, le montant et les dates; i) le pourcentage de réalisation jusqu’à ce jour; j) le nombre d’employés (ETC) affectés à ce projet; k) le nombre de consultants externes intégrés ou œuvrant au sein du ministère ou d’un organisme, d’une société ou d’une entreprise relevant du ministère : - la valeur totale et ventilée des contrats ou ententes entre le ministère ou l’organisme et les firmes externes pour ces consultants. l) indiquer si l’étude d’opportunité évaluant les possibilités qu’offre le logiciel libre a été réalisée, comme l’exige la Politique-cadre sur la gestion des ressources informationnelles des organismes publics.	Répondue par la réponse à la question RG9
NR4. Pour chaque ministère et organisme public, et ce par direction : c) le nombre de départs à la retraite prévus pour 2021-2022 et les indemnités de retraite qui seront versées.	Répondue par la réponse à la question RG13a

NR5. Portrait des actifs excédentaires, ratio location propriété et nouveau pied-carrés en propriété.	Répondue par la réponse à la question RG15
NR6. De façon séparée et distincte, pour le cabinet ministériel, les bureaux de circonscription des ministres, fournir le détail et la ventilation des coûts, pour 2021-2022, du déménagement, de l'aménagement, de la rénovation et autres travaux effectués dans les espaces occupés, incluant : a) les dates des travaux; b) les coûts; c) le nom de la ou des firmes ayant effectué les travaux.	Répondue par la réponse à la question RG16
NR7. Pour chaque ministère et organisme depuis cinq ans, fournir le nombre de postes abolis par catégorie d'emploi, leur port d'attache (par exemple dans un bureau régional) ainsi que les prévisions pour 2022-2023.	Répondue par la réponse à la question RG12p
NR8. Pour chaque ministère et organisme, liste des bureaux régionaux et de l'effectif étant rattaché, par catégorie d'emploi, à chacun de ces bureaux. Présenter l'évolution depuis cinq ans, ainsi que les prévisions pour 2022-2023, par mission.	Répondue par la réponse à la question RG12i
NR9. Liste de tous les abonnements aux journaux, aux revues mensuelles, aux publications (format papier ou électronique), aux sites spécialisés de recherche sur Internet (Eureka, etc.) du cabinet ministériel en 2021-2022, en précisant pour chaque abonnement : a) le coût de chacun; b) le fournisseur; c) la nature du service. Ventiler le montant total par catégorie.	Répondue par la réponse à la question RG23
NR10. Nominations, pour 2021-2022, de mandataires, d'émissaires, de négociateurs, de médiateurs, de commissaires, d'experts, d'enquêteurs et sans en restreindre la portée : a) la liste; b) le nom de la personne; c) les mandats de chacune de ces personnes; d) le détail des contrats octroyés pour chaque mandat; e) le résultat du travail effectué; f) les échéances prévues; g) les sommes impliquées.	Répondue par la réponse à la question RG6
NR11. Toutes sommes dépensées et actions réalisées par le ministère ou l'organisme en 2021-2022 au sujet du Rapport de la Commission spéciale sur les droits des enfants et de la protection de la jeunesse.	Répondue par la réponse à la question RG48
NR12. Nombre de mises à pieds et de non-renouvellement de contrats découlant de la pandémie de la COVID-19, au sein du ministère ou de l'organisme, en 2021-2022.	Répondue par la réponse à la question RG21
NR13. Sommes dépensées par le ministère ou l'organisme en 2021-2022 au sujet de l'acquisition de matériel pour fins de télétravail (Tablettes, cellulaires, aménagement de bureau, remboursement de frais d'internet, etc.)	Répondue par la réponse à la question RG6
NR14. Sommes dépensées par le ministère ou l'organisme en 2021-2022 en matière de sécurité informatique en spécifiant précisément les sommes dépensées en frais de consultants en sécurité informatique.	Répondue par la réponse à la question RG6

NR15. Sommes dépensées par le ministère ou l'organisme en 2021-2022 pour l'acquisition de services de vidéo-conférence (ZOOM, Teams, etc.) : a) Liste des contrats; b) Nom du fournisseur; c) Montant déboursé.	Répondue par la réponse à la question RG6
NR16. Concernant l'achat de matériel de protection individuel par le ministère ou l'organisme en 2021-2022 : a) Total des dépenses réalisées; b) Type de matériel de protection acquis (gants, gels, visières, etc.); c) Liste des fournisseurs retenus; d) Coûts d'installation; e) Liste des contrats accordés et montants déboursés; f) Si les contrats ont été accordés de gré à gré, en fournir le motif;	Répondue par la réponse à la question RG6
NR17. Liste ventilée par bénéficiaire et par mode d'octroi (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié) de tous les contrats octroyés par un cabinet ministériel en 2021-2022, en indiquant, pour chaque contrat : a) les noms du professionnel ou de la firme; b) les noms de tous les sous-traitants associés au contrat; c) leur mandat et le résultat (rapport ou document final); c) le coût; d) l'échéancier; e) dans le cas d'un octroi par soumission, les noms des soumissionnaires et le montant des soumissions.	Répondue par la réponse à la question RG6
NR18. Nombre de postes ouverts pour les années financières 2021-2022 et 2022-2023 ; et nombre de postes comblés pour chaque catégorie d'emploi présente au sein du ministère.	Répondue par la réponse à la question RG121
NR19. Indiquer le montant et la proportion des acquisitions de marchés publics de votre ministère depuis 5 ans. Ventiler en biens et services.	Répondue par la réponse à la question RG6
NR20. Indiquer les dépenses encourues au titre de tout « Programme d'aide aux employés » (PAE) depuis 5 ans.	Répondue par la réponse à la question RG54
NR21. Indiquer la superficie et les dépenses encourues relativement aux locaux physiques utilisés par votre ministère, depuis 5 ans.	Répondue par la réponse à la question 14
NR22. La liste des ententes et leur nature, signées en 2021-2022 entre le ministère ou l'organisme et le gouvernement fédéral ou d'autres provinces canadiennes, dont la signature a été permise à la suite d'une autorisation obtenue en vertu des articles 3.11, 3.12 ou 3.12.1 de la Loi sur le ministère du Conseil exécutif ou d'une exclusion obtenue en vertu du premier alinéa de l'article 3.13 de cette même loi.	Répondue par le Secrétariat du Québec aux relations canadiennes
NR23. Pour 2021-2022, le nombre de cadres, de dirigeants de la fonction publique incluant les sous-ministres, ayant été déplacés de leurs fonctions. Pour chaque personne : a) fournir la liste des noms, des fonctions précédentes occupées et la date de cessation des fonctions; b) fournir la liste des salaires versés.	Répondue par le ministère du Conseil exécutif

NR24. Nombre d'employés ou ETC affectés au Plan Nord en 2021-2022 et prévisions pour 2022-2023.	Répondue par la Société du Plan Nord
NR25. Ventilation du budget du ministère consacré au Plan Nord pour 2021-2022 et prévisions pour 2022-2023.	Répondue par la Société du Plan Nord
NR26. Nombre d'employés ou ETC affectés à la Stratégie maritime pour 2021-2022 et prévisions pour 2022-2023.	Répondue par le ministère des Transports
NR27. Ventilation du budget du ministère consacrée à la Stratégie maritime pour 2021-2022 et prévisions pour 2022-2023.	Répondue par le ministère des Transports
NR28. Liste des aides financières accordées en vertu de programmes financés par le Fonds d'électrification et de changements climatiques.	Répondue par le ministère de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques
NR29. Liste des aides financières accordées en vertu de programmes financés par le Fonds des ressources naturelles/Fonds Énergie.	Répondue par le ministère de l'Énergie et des Ressources naturelles pour tous les ministères et organismes
NR30. Liste des aides financières accordées en vertu de programmes financés par le Fonds du Plan Nord.	Répondue par la Société du Plan Nord
NR31. Pour chacune des cinq années, les sommes allouées à l'externe pour tout type de service juridique et préciser la raison pour laquelle les services ont été traités à l'externe ainsi que les professionnels qui ont donné ces services.	Répondue par le ministère de la Justice
NR32. Toutes sommes dépensées et actions réalisées par le ministère ou l'organisme dans le cadre de la Politique jeunesse du Québec en 2021-2022.	Répondue par le Secrétariat à la jeunesse
NR33. Toutes sommes dépensées et actions réalisées par le ministère ou l'organisme dans le cadre du Plan d'action interministériel en santé mentale 2022-2026.	Répondue par le ministère de la Santé et des Services sociaux
NR34. Toutes sommes dépensées et actions réalisées par le ministère ou l'organisme dans le cadre du Plan d'action interministériel en itinérance 2021-2026.	Répondue par le ministère de la Santé et des Services sociaux
NR35. Toutes sommes dépensées et actions réalisées par le ministère ou l'organisme dans le cadre du Plan d'action gouvernemental en matière d'action communautaire (PAGAC).	Répondue par le ministère du Travail, de l'Emploi et de la Solidarité sociale

NR36. Toutes sommes dépensées et actions réalisées par le ministère ou l'organisme dans le cadre l'application du rapport « Le racisme au Québec, tolérance zéro » du Groupe d'action contre le racisme.	Répondue par le Bureau de coordination de la lutte contre le racisme
NR37. Toutes sommes dépensées et actions réalisées par le ministère ou l'organisme au sujet de la reconnaissance des acquis et des compétences des personnes immigrantes en 2021-2022.	Répondue par la réponse à la question RG64
NR38. Toutes sommes dépensées et actions réalisées par le ministère ou l'organisme dans le cadre de la Politique culturelle du Québec en 2021-2022.	Répondue par le ministère de la Culture et des Communications
NR39. Toutes sommes dépensées et actions réalisées par le ministère ou l'organisme en 2021-2022 au sujet des recommandations de l'Enquête nationale sur les femmes et les filles autochtones disparues et assassinées.	Répondue par le Secrétariat aux affaires autochtones
NR40. Toutes sommes dépensées et actions réalisées par le ministère ou l'organisme en 2021-2022 au sujet des recommandations du rapport de la Commission d'enquête sur les relations entre les Autochtones et certains services publics au Québec (Rapport Viens).	Répondue par le Secrétariat aux affaires autochtones
NR41. Toutes sommes dépensées et actions réalisées par le ministère ou l'organisme en 2021-2022 au sujet du plan d'action gouvernemental pour le développement social et culturel des Premières Nations et des Inuits 2017-2022 « Faire plus, faire mieux ».	Répondue par le Secrétariat aux affaires autochtones
NR42. Toutes sommes dépensées et actions réalisées par le ministère ou l'organisme en 2021-2022 au sujet du plan d'action interministériel en dépendance 2018-2028, « Prévenir, réduire et traiter ».	Répondue par le ministère de la Santé et des Services sociaux
NR43. Toutes sommes dépensées et actions réalisées par le ministère ou l'organisme en 2021-2022 au sujet du Plan d'action interministériel 2017-2021 de la Politique gouvernementale de prévention en santé.	Répondue par le ministère de la Santé et des Services sociaux
NR44. Toutes sommes dépensées et actions réalisées par le ministère ou l'organisme en 2021-2022 au sujet du plan d'action gouvernemental en matière de violence conjugale 2018-2023 : « Contre la violence conjugale, Agissons ».	Répondue par le Secrétariat à la condition féminine
NR45. Toutes sommes dépensées et actions réalisées par le ministère ou l'organisme en 2021-2022 au sujet de la stratégie d'action en matière d'immigration, de participation et d'inclusion 2016-2021 : « Ensemble, nous sommes le Québec ».	Répondue par la réponse à la question RG65
NR46. Toutes sommes dépensées et actions réalisées par le ministère ou l'organisme en 2021-2022 au sujet de la Stratégie nationale sur la main-d'œuvre 2018-2023.	Répondue par le ministère du Travail, de l'Emploi et de la Solidarité sociale
NR47. Toutes sommes dépensées et actions réalisées par le ministère ou l'organisme en 2021-2022 au sujet du Plan d'action pour la main d'œuvre.	Répondue par le ministère du Travail, de l'Emploi et de la Solidarité sociale

NR48. Toutes sommes dépensées et actions réalisées par le ministère ou l'organisme en 2021-2022 au sujet du Plan d'action 2018-2023 : « Un Québec pour tous les âges ».	Répondue par le ministère de la Santé et des Services sociaux
NR49. Toutes sommes dépensées et actions réalisées par le ministère ou l'organisme en 2021-2022 au sujet du Plan d'action gouvernemental en matière d'allègement réglementaire et administratif 2020-2025.	Répondue par le ministère de l'Économie et de l'Innovation
NR50. Toutes sommes dépensées et actions réalisées par le ministère ou l'organisme en 2021-2022 au sujet du Plan d'agriculture durable 2020-2030.	Répondue par le ministère de l'Agriculture et de l'Alimentation du Québec
NR51. Toutes sommes dépensées et actions réalisées par le ministère ou l'organisme en 2021-2022 au sujet de la Politique bioalimentaire 2018-2025.	Répondue par le ministère de l'Agriculture et de l'Alimentation du Québec
NR52. Toutes sommes dépensées et actions réalisées par le ministère ou l'organisme en 2021-2022 au sujet de la Stratégie nationale d'achats d'aliments québécois.	Répondue par le ministère de l'Agriculture et de l'Alimentation du Québec
NR53. Toutes sommes dépensées et actions réalisées par le ministère ou l'organisme en 2021-2022 au sujet du Plan d'action gouvernemental en économie sociale 2020-2025.	Répondue par le ministère de l'Économie et de l'Innovation
NR54. Toutes sommes dépensées et actions réalisées par le ministère ou l'organisme en 2021-2022 au sujet du Plan d'action pour la croissance et les technologies propres 2018-2023.	Répondue par le ministère de l'Économie et de l'Innovation
NR55. Toutes sommes dépensées et actions réalisées par le ministère ou l'organisme en 2021-2022 au sujet du Plan d'action gouvernemental en entrepreneuriat – Oser entreprendre 2017-2022.	Répondue par le ministère de l'Économie et de l'Innovation
NR56. Toutes sommes dépensées et actions réalisées par le ministère ou l'organisme en 2021-2022 au sujet de la Stratégie québécoise de la recherche et de l'innovation 2017-2022.	Répondue par le ministère de l'Économie et de l'Innovation
NR57. Toutes sommes dépensées et actions réalisées par le ministère ou l'organisme en 2021-2022 au sujet de la Stratégie québécoise des sciences de la vie 2017-2027.	Répondue par le ministère de l'Économie et de l'Innovation
NR58. Toutes sommes dépensées et actions réalisées par le ministère ou l'organisme en 2021-2022 au sujet de la Stratégie québécoise de l'aérospatiale 2016-2026.	Répondue par le ministère de l'Économie et de l'Innovation

NR59. Toutes sommes dépensées et actions réalisées par le ministère ou l'organisme en 2021-2022 au sujet du Plan d'action en économie numérique 2016-2021.	Répondue par le ministère de l'Économie et de l'Innovation
NR60. Toutes sommes dépensées et actions réalisées par le ministère ou l'organisme en 2021-2022 au sujet de la Stratégie maritime 2015-2030.	Répondue par le ministère des Transports
NR61. Toutes sommes dépensées et actions réalisées par le ministère ou l'organisme en 2021-2022 au sujet de la Stratégie québécoise de développement de l'aluminium 2015-2025.	Répondue par le ministère de l'Économie et de l'Innovation
NR62. Toutes sommes dépensées et actions réalisées par le ministère ou l'organisme en 2021-2022 au sujet de la Stratégie de développement de l'industrie québécoise des produits forestiers 2018-2023.	Répondue par le ministère des Forêts, de la Faune et des Parcs
NR63. Toutes sommes dépensées et actions réalisées par le ministère ou l'organisme en 2021-2022 au sujet de la vision internationale du Québec et du Plan d'action pour la relance des exportations.	Répondue par le ministère de l'Économie et de l'Innovation et par le ministère des Relations internationales et de la Francophonie
NR64. Toutes sommes dépensées et actions réalisées par le ministère ou l'organisme en 2021-2022 au sujet du Plan pour une économie verte 2020-2030.	Répondue par le ministère de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques
NR65. Toutes sommes dépensées et actions réalisées par le ministère ou l'organisme en 2021-2022 au sujet de la Stratégie gouvernementale de développement durable 2015-2020.	Répondue par le ministère de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques
NR66. Toutes sommes dépensées et actions réalisées par le ministère ou l'organisme en 2021-2022 au sujet de la Stratégie québécoise de l'eau 2018-2030.	Répondue par le ministère de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques
NR67. Toutes sommes dépensées et actions réalisées par le ministère ou l'organisme en 2021-2022 au sujet du Plan directeur en transition, innovation et efficacité énergétique du Québec.	Répondue par le ministère de l'Énergie et des Ressources naturelles
NR68. Toutes sommes dépensées et actions réalisées par le ministère ou l'organisme en 2021-2022 au sujet du Plan d'action spécifique pour prévenir les situations de violence conjugale à haut risque de dangerosité et d'accroître la sécurité des victimes.	Répondue par le Secrétariat à la condition féminine

NR69. Toutes sommes dépensées et actions réalisées par le ministère ou l'organisme en 2021-2022 au sujet du Plan d'action pour contrer les impacts sur les femmes en contexte de pandémie.	Répondue par le Secrétariat à la condition féminine
NR70. Toutes sommes dépensées et actions réalisées par le ministère ou l'organisme en 2021-2022 au sujet du Rapport de la Commission spéciale sur l'exploitation sexuelle des mineurs.	Répondue par le ministère de la Sécurité publique
NR71. Toutes sommes dépensées et actions réalisées par le ministère ou l'organisme en 2021-2022 au sujet du Rapport du Comité d'experts sur l'accompagnement des victimes d'agressions sexuelles et de violence conjugale « Rebâtir la confiance ».	Répondue par le Secrétariat à la condition féminine
NR72. Coût total des primes COVID-19 accordées au sein du ministère ou de l'organisme, montant individuel de ces primes et nombre d'employés qui en ont bénéficié en 2021-2022 et le montant des primes qui n'ont toujours pas été versées.	Répondue par le ministère de la Santé et des Services sociaux
NR73. Liste détaillée de tous les contrats accordés en vertu des articles 118 et 123 de la Loi sur la santé publique, en indiquant : a) le nom du professionnel ou de la firme; b) les noms de tous les sous-traitants associés au contrat, leur mandat et le résultat (rapport ou document final); c) le coût; d) l'état de prestation des services; e) l'échéancier.	Répondue par le ministère de la Santé et des Services sociaux
NR74. Liste des aides financières accordées en vertu de programmes financés par le Fonds vert.	Répondue par le ministère de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques
NR75. Fournir le budget concernant la dotation de véhicules au sein du ministère ou de l'organisme, ventilée par région et incluant : a) nombre total de véhicules; b) le nombre de véhicules hybrides rechargeables; c) le nombre de véhicules électriques.	Répondue par le ministère des Transports
NR76. Fournir les dépenses allouées à la consultation avec les Autochtones. a) Fournir la liste des projets du ministère ayant inclus une consultation des représentants autochtones.	Répondue par le Secrétariat aux affaires autochtones
NR77. Fournir le budget réservé à la réalisation d'analyses différenciées selon les sexes (ADS+). Donner le budget de ces analyses en ETC ou le montant des contrats octroyés.	Répondue par le Secrétariat à la condition féminine
NR78. Indiquer les dépenses encourues par votre ministère dans le cadre des missions prévues au Plan national de sécurité civile (PNSC) du gouvernement du Québec dans lesquelles le ministère est impliqué depuis 5 ans.	Répondue par le ministère de la Sécurité publique
NR79. Indiquer les dépenses encourues pour le soutien législatif apporté par votre ministère dans le développement et l'étude des différentes législations adoptées au cours de la présente législature.	Répondue par le ministère de la Justice

NR80. Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) pour l'année 2021-2022 ainsi que les prévisions pour 2022-2023 : h) le nombre de plaintes pour harcèlement psychologique.	Semble non pertinente à l'exercice d'étude des crédits
NR81. Pour chaque ministère et organisme, liste de tous les rapports (d'évaluation, de vérification, d'enquête ou autres), études, avis, analyses, etc., produits par le ministère ou commandés à un organisme ou une firme externe en 2021-2022 en indiquant pour chacun : a) le sujet ; b) la ou les raisons pour lesquelles il a été produit ou commandé ; c) les coûts reliés à sa réalisation ; d) le nom de l'organisme ou de la firme externe, s'il y a lieu. Préciser, pour chacun, s'il découle d'une demande du ministre ou du cabinet ministériel.	Semble non pertinente à l'exercice d'étude des crédits
NR82. La liste de toute rencontre d'accueil de dignitaires étrangers en visite au Québec, de rencontres diplomatiques ou de sommets gouvernementaux, de grandes rencontres politiques et de négociations importantes, de toute nature, auxquelles a pris part le ministère ou organisme. Pour chaque rencontre, indiquer la date, la nature, et le lieu de la rencontre.	Semble non pertinente à l'exercice d'étude des crédits
NR83. Pour chaque rencontre d'accueil de dignitaires étrangers en visite au Québec, pour chaque rencontre diplomatique et sommet gouvernemental, pour chaque grande rencontre politique et négociation importante de toute nature auxquels prend part le gouvernement du Québec, indiquer : a) La date ; b) La nature ; c) Les participants ; d) Si l'événement a eu lieu sur le territoire de la Capitale-Nationale, conformément à l'article 4 de la Charte de la Ville de Québec, capitale nationale du Québec.	Semble non pertinente à l'exercice d'étude des crédits
NR84. Tout portrait de l'empreinte carbone du ministère ou l'organisme réalisé en 2021-2022.	Semble non pertinente à l'exercice d'étude des crédits
NR85. Toutes action, note ou analyse réalisée par le ministère ou l'organisme en 2021-2022 au sujet de la conciliation travail-famille.	Semble non pertinente à l'exercice d'étude des crédits
NR86. Toute action, note, ou analyse réalisée par le ministère ou l'organisme en 2021-2022 en application de l'analyse différenciée selon les sexes (ADS)	Semble non pertinente à l'exercice d'étude des crédits
NR87. Toute action, note ou analyse réalisée par le ministère ou l'organisme en 2021-2022 au sujet de l'électrification des transports.	Semble non pertinente à l'exercice d'étude des crédits
NR88. Toute action, note ou analyse réalisée par le ministère ou l'organisme en 2021-2022 au sujet de la rétention des travailleurs d'expérience.	Semble non pertinente à l'exercice d'étude des crédits

NR89. Fournir chaque avis reçu par le ministère ou l'organisme de la part de la Direction nationale de la Santé publique, l'Institut national de santé publique du Québec (INSPQ) ou, en lien avec la pandémie de la COVID-19.	Semble non pertinente à l'exercice d'étude des crédits
NR90. Nombre de plaintes reçues par le ministère ou l'organisme en 2021-2022 en lien avec la pandémie de COVID-19. (Préciser le nombre de plaintes provenant des employés et le nombre de plaintes provenant du public)	Semble non pertinente à l'exercice d'étude des crédits
NR91. Consignes et directives données aux employés des cabinets ministériels en lien avec la pandémie de COVID-19 et leur présence au bureau en 2021-2022.	Semble non pertinente à l'exercice d'étude des crédits
NR92. Pour la préparation des projets de loi, des politiques, des stratégies ou des consultations gouvernementales, indiquer, pour chaque type, si une entente de confidentialité a été requise par le ministère ou le cabinet auprès des partenaires. Le cas échéant, pour chacun des types visés, fournir la liste des partenaires engagés ainsi que ladite entente.	Semble non pertinente à l'exercice d'étude des crédits
NR93. Pour le ministère et chacun de ses organismes, en 2021-2022, indiquer le nombre de divulgations d'actes répréhensibles reçues, le nombre d'enquêtes (débutées, en cours ou terminées), ainsi que le nombre de divulgations fondées, y compris celles ayant mené à des mesures correctives. Préciser, pour chaque divulgation, la catégorie d'actes répréhensibles visée à l'article 4 de la Loi facilitant la divulgation d'actes répréhensibles à l'égard des organismes publics (2016, chapitre 34).	Semble non pertinente à l'exercice d'étude des crédits

PARTIE 2

RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L’OPPOSITION OFFICIELLE	
1. Liste de toutes les formations (incluant les formations continues et celles menant à l’obtention d’une certification ou d’un diplôme), conférences, ateliers, journées d’activités, activités de développement, sommets, congrès ou autres activités auxquels ont participé les employés du ministère et des organismes qui en relèvent au cours de l’année 2021-2022. Indiquer : a) le lieu ; b) le coût ; c) la ou les dates de participation ; d) le nombre de participants ; e) le nom de la personne ou de l’organisme ayant offert l’activité ; f) le nom de la formation ou de l’activité.	RP1
2. Nombre et pourcentage d’employés occasionnels par secteur au ministère et dans chaque organisme qui en relève en 2020-2021 et 2021-2022. Préciser pour chaque secteur et pour chaque année le nombre et le pourcentage d’employés devenus permanents.	RP2
3. Copie et détail des demandes d’optimisation reçues par le ministère ou organismes qui en relèvent concernant les efforts budgétaires demandés par le président du Conseil du Trésor pour 2021-2022 et 2022-2023.	RP3
4. Liste et copie de tous les sondages effectués par le ministère et par chaque organisme qui en relèvent en 2021-2022, en indiquant les coûts, le sujet et, le cas échéant, la firme retenue pour le réaliser.	RP4
5. Liste de tous les frais de traduction et des documents traduits pour le ministère et chacun de ses organismes en 2021-2022. Fournir la liste des contrats octroyés, le nom des firmes retenues et les coûts.	RP5
6. Liste et détail de tous les mandats donnés à la Société immobilière du Québec par le ministère et par chaque organisme qui en relève pour la location, l’achat, la rénovation, la décoration et autres travaux réalisés en 2021-2022.	RP6
7. Pour le ministère et chacun des organismes qui en relèvent, indiquer pour 2021-2022 : a) la liste de tous les concours et tirages réalisés ; b) les prix remis aux gagnants des concours et des tirages, ainsi que la valeur de ces prix ; c) l’objectif visé par la tenue de chacun des concours ; d) la liste des concours qui ont pris fin.	RP7
8. Pour le ministère et chacun des organismes qui en relèvent, concernant les campagnes de publicité et de sensibilisation, fournir pour 2021-2022 et pour chacune : a) le nom de la campagne ; b) les coûts ventilés par poste de dépenses ; c) le nom de la (des) firme(s) ou du (des) professionnel(s) retenu(s) pour la réaliser ; d) le plan média, soit les dates de diffusion de la campagne ; e) les objectifs visés par chaque campagne.	RP8

9. Pour le ministère et chacun des organismes qui en relèvent, la liste des programmes de financement ou de subvention, le montant global attribué au programme, la direction du ministère ou l'organisme qui en a la gestion, en indiquant pour chacun, pour 2021-2022 : a) le nom et la nature des projets qui ont obtenu un financement ou une subvention ; b) le nom du ou des organismes bénéficiaires ; c) le montant qui leur a été accordé ; d) fournir également la liste des projets qui ont été rejetés pour chaque programme.	RP9
10. Pour le ministère et chacun des organismes qui en relèvent, indiquer pour 2021-2022 : a) le nombre d'employés et le nom des employés affectés aux communications et/ou affaires publiques ; b) le montant dépensé par la direction, département ou division des communications et/ou affaires publiques ; c) le montant total des sommes investies en veille médiatique en 2021-2022 au sein de la direction des communications. Fournir le nom du ou des fournisseurs de services et le détail des factures payées ; d) le montant total des sommes investies en veille médiatique en 2021-2022 au sein du cabinet du ministre. Fournir le nom du ou des fournisseurs de services et le détail des factures payées.	RP10
11. Pour le ministère et chacun des organismes qui en relèvent, le total et la ventilation des créances et/ou amendes à recouvrer pour 2021-2022, l'âge de ces créances (ventilé par année) et les moyens entrepris pour les recouvrer.	RP11
12. Nombre d'employés de la direction des relations avec la clientèle en 2021-2022, ventilé par corps d'emploi. Fournir une ventilation mensuelle des effectifs.	RP12
13. La liste de toutes les missions de recrutement/sélection en 2021-2022, pour chacune : a) la ou les villes visitées dans le cadre de la mission ; b) les dates ; c) les fonctionnaires/personnel politique présents ; d) le coût total, ventilé par poste de dépense.	RP13
14. Liste de toutes les activités, formations, colloques ou conférences auxquels les employés (employés locaux et fonctionnaires) des différents bureaux d'immigration du Québec à l'étranger ont pris part en 2021-2022. Ventilation des coûts rattachés à ces événements.	RP14
15. Indiquer la somme dépensée en 2021-2022 (et les prévisions pour 2022-2023) par votre ministère et ses organismes pour l'informatique et les technologies de l'information. Préciser s'il s'agit d'achats de logiciels, de matériel ou de services professionnels (interne, externe ou du CSPQ).	RP15
16. Pour chacun des Services d'immigration du Québec à l'étranger et pour chacun des pays desservis par ces services, indiquer pour 2021-2022 : a) le nombre de demandes d'immigration reçues. Ventilation par pays d'origine ; b) le nombre de certificats de sélection émis. Ventilation par pays et par catégorie d'immigration ; c) le nombre d'immigrants admis au Québec. Ventilation par pays et par catégorie d'immigration ; d) le nombre d'immigrants admis qui déclarent connaître le français. Ventilation par pays et par catégorie d'immigration.	RP16

17. Répartition des immigrants établis au Québec selon la région d'établissement, pour 2021, en indiquant le pays de naissance, le type d'immigrant et leur occupation au Québec. Prévisions pour 2022.	RP17
18. Le nombre de demandes d'immigration traitées (immigration permanente et immigration temporaire), incluant le nombre de certificats émis (certificat de sélection du Québec — CSQ, ou certificat d'acceptation du Québec — CAQ) et le nombre de rejets, pour chacun des programmes d'immigration pour 2021, ventilé par mois. Fournir les cibles de sélection pour l'année 2022.	RP18
19. Le nombre de personnes attitrées au suivi et au traitement des dossiers de demande d'immigration dans le programme régulier des travailleurs qualifiés du Québec (PRTQ). Fournir la ventilation mensuelle des effectifs.	RP19
20. Le nombre de travailleurs temporaires admis au Québec, par secteur d'emploi pour 2021. Fournir les prévisions concernant 2022, par secteur d'emploi. Ventiler notamment, par région administrative, région d'origine du travailleur temporaire, par type de travail (saisonnier vs contrat, avec ou sans étude d'impact).	RP20
21. Le nombre d'étudiants étrangers admis au Québec, par domaine d'études, par pays d'origine et par région administrative d'établissement. Fournir des prévisions pour 2022-2023.	RP21
22. Les délais de traitement moyen des demandes de certificats de sélection pour la catégorie des travailleurs qualifiés, par pays ou territoire.	RP22
23. Le nombre de requérants principaux pour chacune des catégories d'immigration, incluant les immigrants-investisseurs, en 2021-2022.	RP23
24. Nombre d'immigrants, ventilé par la provenance et par profession en 2021 et prévisions pour 2022. Indiquer en pourcentage de l'ensemble des immigrants admis.	RP24
25. Ventilation du nombre de réfugiés sélectionnés à l'étranger, par pays, par langue d'origine pour 2021 et fournir les prévisions pour 2022.	RP25
26. Temps d'attente moyen pour chaque réfugié selon la provenance et le nombre total de réfugiés pour 2021.	RP26
27. Nombre de réfugiés parrainés accueillis pour l'année civile 2021, par pays d'origine et par ville de destination. Ventiler entre parrainage privé et parrainage de l'État.	RP27
28. Nombre de demandeurs d'asile en 2021, par pays d'origine.	RP28
29. Concernant le programme des « Immigrants investisseurs », fournir les investissements économiques provenant de ce programme, ventilés par secteur d'activité. Fournir aussi la provenance des immigrants investisseurs admis au Québec en 2021-2022.	RP29
30. Nombre de certificats de sélection émis par le Québec pour les gens d'affaires en 2021-2022. Spécifiez le nombre de CSQ ayant été émis suite à une décision favorable obtenue en révision de demande administrative.	RP30

31. Taux de présence pour 2021 des immigrants admis au Québec. Ventiler selon l'année d'admission, la catégorie d'immigrant et la connaissance du français. Fournir également le taux de présence par région administrative et par catégorie d'immigration, ventilé par : a) immigration économique ; a. investisseurs b. entrepreneurs c. travailleurs autonomes d. travailleurs qualifiés i. Programme régulier ii. PEQ b) Réfugiés c) Regroupement familial	RP31
32. Soldes migratoires (solde international, solde interprovincial, solde total) du Québec entre 2011 et 2021.	RP32
33. Le taux de chômage et taux d'emploi des immigrants, pour chaque région administrative et selon la durée de résidence. Ventiler aussi par pays d'origine de la personne immigrante.	RP33
34. Les revenus découlant des droits exigibles relatifs aux demandes de certificat de sélection pour chacune des catégories d'immigration.	RP34
35. Concernant les remboursements des droits exigibles relatifs aux demandes de certificat de sélection suite à l'adoption du projet de loi 9, <i>Loi visant à accroître la prospérité socio-économique du Québec et à répondre adéquatement aux besoins du marché du travail par une intégration réussie des personnes immigrantes</i> , le nombre de dossiers ayant obtenu un remboursement complet des droits exigibles, le montant total des remboursements effectués et le pourcentage de remboursement restant à être effectué.	RP35
36. Délai de traitement moyen des demandes de CAQ pour la catégorie des étudiants étrangers.	RP36
37. Délai de traitement moyen des demandes de CAQ pour la catégorie des travailleurs étrangers temporaires, ventilé par secteur d'activité.	RP37
38. Ventilation détaillée des dépenses pour 2021-2022, et prévisions pour 2022-2023 pour chaque BIQ à l'étranger. Effectif par catégorie, traitement annuel (inclure les primes et bonis) du directeur ou de la directrice du BIQ ou du chef du bureau et du personnel-cadre, pour chaque BIQ.	RP38
39. Liste des nominations ou des nouvelles affectations pour chaque BIQ à l'étranger en 2021-2022, en indiquant, pour chacune : a) le nom de la personne ; b) la date de l'entrée en fonction ; c) les fonctions antérieures ; d) la durée du contrat ou de l'engagement, s'il y a lieu ; e) le titre de la fonction.	RP39
40. Le nombre de demandes de révision administrative de dossiers d'immigration, le nombre de révisions qui ont donné lieu à l'acceptation du dossier et le nombre de révisions où la décision de refus a été maintenue.	RP40
41. Concernant l'encadrement des consultants : la liste des consultants reconnus par le MIDI, le nombre de personnes ayant passé l'examen sur les règles québécoises en matière d'immigration, le taux de succès à cet examen et le nombre présentant l'attestation de leur connaissance du français.	RP41

42.	Coût de la mise en place et du maintien du registre concernant les consultants en immigration pour 2021-2022.	RP42
43.	Nombre de nouveaux arrivants qui ont participé en 2021-2022 à des activités d'accueil et d'intégration offertes par les organismes financés par le programme Réussir l'intégration.	RP43
44.	Concernant le parcours personnalisé, fournir la liste des partenaires du gouvernement ventilée par région administrative. Aussi fournir le budget associé à la mise en place du parcours personnalisé et le montant octroyé pour chacun des partenaires. Finalement, fournir le mécanisme de référencement auprès des organismes et les critères applicables.	RP44
45.	Liste des organismes communautaires, des instances régionales, des municipalités ainsi que des institutions collégiales et universitaires qui ont été financés dans le cadre des programmes PRInt, PMD, PSM et PILI, et ventilation des montants accordés à chacun pour l'année 2021-2022.	RP45
46.	Liste des ententes avec tous les organismes, à l'étranger, pour offrir un programme de francisation ; ventilation des dépenses engendrées par ce programme et crédits alloués en 2021-2022.	RP46
47.	Liste des programmes en vigueur en 2021-2022 sous la responsabilité du secteur Participation et Inclusion. Pour chacun de ces programmes, notamment pour les suivants : <i>Réussir l'intégration</i> , <i>Mobilisation-Diversité (jusqu'au 30 juin 2020)</i> , <i>Programme d'appui aux collectivités</i> , <i>Soutien à la mission</i> , <i>Accès aux ordres professionnels</i> et <i>Programme d'aide financière pour l'intégration linguistique des immigrants (PAFILI)</i> , indiquer : a) crédits accordés en 2021-2022 ; b) prévisions pour 2022-2023 ; c) nombre de personnes rejointes ; d) frais d'administration pour chaque programme e) mesures de reddition de comptes et de contrôle de qualité (nombre de visites, rapports, sondages, etc.) et améliorations apportées à la suite de l'analyse des mesures.	RP47
48.	Copie des ententes signées en 2021-2022 avec Investissement Québec ainsi qu'avec d'autres associations, organismes ou institutions au Québec, incluant Québec International et Montréal International.	RP48
49.	Ventilation, par entente et par programme conjoint, des sommes transférées par le MIFI à chacun des autres ministères et organismes pour l'année 2021-2022. Préciser l'objectif du transfert.	RP49
50.	Ventilation détaillée de l'effectif du ministère pour le suivi des ententes de service d'accueil et d'intégration et pour la formation linguistique en 2021-2022 avec le lieu de travail habituel de chaque employé.	RP50
51.	Nombre d'immigrants par classe de francisation et nombre total de classes de francisation pour l'année 2021-2022.	RP51
52.	Ventilation détaillée des dépenses effectuées par type de cours de francisation pour les années civiles en 2021-2022. Nombre de classes, par session (temps complet et temps partiel) et nombre de participants uniques, incluant pour le service de francisation en ligne en autoformation et avec tuteur, pour chacune de ces années.	RP52

53. Délais moyens d'attente pour être admis à des cours de francisation et pour commencer un cours de français, temps complet et temps partiel, en 2021-2022 : a) par centre régional ; b) pour tout le Québec.	RP53
54. Liste de l'offre de service du MIFI pour des cours de français de niveau avancé pour les personnes immigrantes. Crédits alloués pour ces cours en 2021-2022.	RP54
55. Liste des actions visant la promotion active des cours de français et de leur importance pour une intégration réussie en 2021-2022.	RP55
56. État de réalisation ou d'avancement des mesures pour renforcer l'action du Québec en matière d'intégration des immigrants.	RP56
57. Liste des actions entreprises afin de promouvoir l'accès à l'emploi pour les immigrants en région et montants ventilés par mesure pour 2021-2022.	RP57
58. État d'avancement de la mise en place du projet « Qualification Québec » mené actuellement par Qualifications Québec (Q2) Montants investi pour l'année 2021-2022. Fournir une copie de tout document (analyse, étude ou autre) disponible concernant la mise en place du projet « Qualification Québec » mené actuellement par Qualifications Québec (Q2).	RP58
59. Nombre de rencontres auxquelles le ministre (ou un membre de son cabinet) a pris part concernant la mise en place du projet « Qualification Québec » mené actuellement par Qualifications Québec (Q2). Pour chaque rencontre, fournir le lieu et la date.	RP59
60. Suivi détaillé de tout projet visant à favoriser et à promouvoir la régionalisation de l'immigration.	RP60
61. Le nombre de délivrances d'évaluations comparatives des études effectuées hors du Québec pour l'année 2021-2022, ainsi que le délai de traitement et la proportion de celles-ci réalisée avant l'octroi d'un certificat de sélection du Québec.	RP61
62. Pour 2021-2022, veuillez fournir les informations suivantes : a) le nombre d'immigrants de 17 ans et plus, selon la catégorie d'immigration, ayant déclaré connaître le français à leur arrivée, ainsi que leur niveau de connaissance du français (selon l'échelle québécoise des niveaux de compétence) ; b) parmi ceux-ci, le nombre s'étant inscrit à des cours de francisation en ligne avant leur arrivée ; c) parmi ceux-ci, le nombre s'étant inscrit et le nombre ayant complété un cours de francisation dans la première, la deuxième, la troisième, ou la quatrième année ; d) le nombre d'immigrants de 16 ans et moins, selon la catégorie d'immigration et par tranche d'âge, ayant déclaré connaître le français à leur arrivée, ainsi que leur niveau de connaissance du français (selon l'échelle québécoise des niveaux de compétence).	RP62
63. La liste des entreprises au Québec qui offrent des cours de francisation en milieu de travail et qui sont soutenues financièrement pour le faire par le ministère ou par le gouvernement en 2021-2022.	RP63
64. Taux de décrochage des cours de francisation en 2021-2022 par région administrative :	RP64

65. Concernant le programme de l'expérience québécoise visant à faciliter l'accès à la résidence permanente aux travailleurs temporaires spécialisés et aux étudiants étrangers diplômés présents au Québec : nombre de CSQ émis grâce à ce programme ventilé selon le volet étudiant étranger et travailleur temporaire par année civile depuis sa création et le nombre de demandes refusées, liste des actions entreprises en 2021-2022, ventilation des crédits alloués en 2021-2022 et prévisions pour 2022-2023. Fournir une ventilation mensuelle.	RP65
66. Liste des actions entreprises pour faciliter l'accès des personnes immigrantes aux professions et métiers réglementés en 2021-2022. Ventilation des crédits alloués en 2021-2022 et prévisions pour 2022-2023.	RP66
67. Le nombre d'actions intentées en justice par le Ministère ou à l'encontre du Ministère en 2021-2022. Coûts liés à ces actions.	RP67
68. Le taux de participation aux « Journées Québec » et indiquer, pour chacune : a) le coût ; b) le nom de tous les fonctionnaires présents et leur fonction ; c) le nom des employés participants ; d) le nombre de candidats rencontrés ; e) le nombre d'immigrants temporaires ou permanents ayant reçu éventuellement un CAQ ou un CSQ grâce à l'activité ; et qui ont été admis au Québec ; f) le nombre de demandes d'immigration temporaire ou permanente découlant de l'activité ; g) les organismes accompagnateurs ; h) les pays visités.	RP68
69. Au sujet de la mise en œuvre de la nouvelle Stratégie d'action en matière d'immigration, de participation et d'inclusion 2016-2021 <i>Ensemble, nous sommes le Québec</i> , toute ventilation, des budgets prévus pour l'année 2021-2022.	RP69
70. Les coûts de fonctionnement liés au portail informatique Mon projet Québec, et ce jusqu'à la fermeture complète du portail.	RP70
71. Les coûts de fonctionnement de la plateforme ARRIMA. De plus, fournir le nombre d'effectifs dédiés à l'opération de la plateforme ARRIMA.	RP71
72. Nombre de rencontres auxquelles la ministre (ou un membre de son cabinet) a pris part avec ses homologues fédéraux concernant l'accélération de l'octroi de permis de travail pour les demandeurs d'asile par le gouvernement fédéral. Pour chaque rencontre, fournir le lieu, la date et le compte-rendu le cas échéant.	RP72
73. Nombre de rencontres auxquelles la ministre (ou un membre de son cabinet) a pris part avec ses homologues fédéraux concernant la réduction des délais avant l'obtention d'une réponse à une demande d'asile. Pour chaque rencontre, fournir le lieu, la date et les comptes-rendus le cas échéant.	RP73
74. Nombre de rencontres auxquelles la ministre (ou un membre de son cabinet) a pris part avec ses homologues fédéraux concernant la migration irrégulière. Pour chacune des rencontres, fournir le lieu, la date et les comptes-rendus le cas échéant.	RP74
75. Les coûts de remboursement de toute erreur informatique, liés Mon Projet Québec, ventilés, depuis la création de ce portail et jusqu'à la fermeture du portail.	RP75

76. Le nombre de problèmes techniques/, informatiques ou autres, depuis la mise en place de la plateforme ARRIMA.	RP76
77. Le nombre de CSQ émis par l'entremise de la plateforme ARRIMA, ventilé, notamment, en fonction d'un désir de s'installer en région ; connaissance du français ; par profession ; niveau de scolarité ; par sexe ; par pays d'origine ; toute autre ventilation pertinente.	RP77
78. Sommes versées au Québec en vertu de l'accord Canada-Québec par le gouvernement fédéral en 2021-2022. Fournir le bilan des sommes versés au Québec en vertu de l'Accord et fournir une ventilation des fonds par ministère et organisme. Fournir la prévision pour 2022-2023.	RP78
79. La liste des programmes de francisation et intégration, dont tous les ministères et organismes du Québec bénéficiaire d'un transfert sont responsables, et la dépense relative (projets spécifiques détaillés) à chacun de ces programmes en fonction des montants transférés, en 2021-2022.	RP79
80. Concernant le cours Objectif intégration en 2021-2022 : a) coût total ; b) nombre total de participants ; c) organismes qui ont donné le cours, nombre de séances et nombre de participants pour chacun ; d) montant total des allocations de présence versées aux participants.	RP80
81. Concernant la mise en place de bureaux régionaux d'immigration, fournir le nombre d'employés assignés à chacun des bureaux, en précisant la région et en ventilant l'activité de l'employé (agent d'aide à l'intégration, adjoint administratif, etc.) Fournir également le nombre de personnes immigrantes ayant obtenu un suivi grâce à ces bureaux régionaux, en ventilant ce nombre par bureau. Finalement, fournir la liste des bureaux régionaux en fournissant notamment la région et l'adresse de chacun d'eux.	RP81
82. Concernant l'attestation d'apprentissage des valeurs démocratiques et des valeurs québécoises exprimées par la Charte des droits et libertés de la personne, fournir : a) le nombre de personnes s'étant soumises à l'examen ; b) le pourcentage de réussite ; c) le nombre de personnes ayant obtenu une attestation, en ventilant par programme d'immigration (investisseur, PRTQ, etc.) ; d) les coûts totaux de mise en place du test ; e) les coûts totaux d'administration du test ; f) le nombre de ressources humaines nécessaires à sa mise en place (ETC) ; g) le nombre de ressources humaines nécessaires à son administration.	RP82
83. Fournir tout analyse, document ou note réalisés au sujet de la performance du programme de l'expérience québécoise. Fournir les coûts liés à ces analyses, notes ou documents, en fournissant également les ressources humaines nécessaires à leur réalisation (ETC). Finalement, fournir la date des demandes d'analyses, note ou document, ainsi que la date de livraison de celles-ci.	RP83
84. Dans le cadre du PEQ, fournir le taux de chômage des personnes ayant obtenu un CSQ grâce à ce programme, en spécifiant la catégorie et le type d'emplois. Spécifier également si la personne immigrante a profité du PEQ travailleur étranger ou celui pour les étudiants étrangers. Finalement, spécifier l'année d'obtention du CSQ et le cas échéant la résidence permanente.	RP84
85. Ventilation des montants accordés au Bureau d'intégration des nouveaux arrivants à Montréal (BINAM) au cours des trois dernières années, ainsi que les prévisions pour 2022-2023.	RP85

86. Tout note, document ou compte-rendu d'enquête qui fait état des enquêtes menées par le MIFI sur des « allégations sérieuses » de fraude dans le programme de parrainage des réfugiés par des organismes reconnus, le nombre d'organisations visées, la valeur monétaire des fraudes alléguées, et les correctifs recommandés.	RP86
87. Tout note, document ou projet d'arrêté ministériel concernant la levée de la suspension du programme de parrainage des réfugiés par des organismes reconnus, décrétée en octobre dernier, et les démarches à entreprendre pour respecter les cibles du plan pluriannuel en matière d'accueil de réfugiés parrainés compte tenu de l'impact du moratoire.	RP87
88. Le nombre de documents transmis par des candidats aux différents programmes d'immigration qui ont été déclarés perdus par le personnel du MIFI avant d'être numérisés et versés dans ARRIMA.	RP88
89. Concernant l'accès à l'information : a) Nombre d'effectifs supplémentaires affectés au traitement des demandes d'accès à l'information en 2021-2022. b) Nombre de demandes d'accès à l'information reçues en 2021-2022 c) Nombre de demandes d'accès répondues dans le délai prescrit par la Loi en 2021-2022.	RP89
90. Quelles mesures additionnelles le MIFI entend-il mettre en place en 2022 pour répondre à la recrudescence des migrants irréguliers qui entrent au Québec par le chemin Roxham. Quelles ressources humaines et financières additionnelles seront déployées en matière d'hébergement, d'accueil et de vérifications médicales ?	RP90
91. Combien de réfugiés afghans se sont installés en sol québécois en 2021-2022 ? Quelle est la cible que se donne le MIFI pour l'an prochain ?	RP91
92. Quelles mesures additionnelles le MIFI entend-il mettre en place en 2022 pour répondre à la demande anticipée de réfugiés ukrainiens ? Quelles ressources humaines et financières additionnelles seront déployées en matière d'accueil et de traitement des dossiers de réunification familiale ? Quelles sont les cibles pour 2022 à l'égard des plafonds d'admission des différentes sous-catégories de réfugiés, des délais de traitement des dossiers pour l'admission et pour la réunification familiale ?	RP92
93. Combien de personnes ont été sélectionnées en 2021-2022 dans le cadre des trois projets-pilotes pour travailleurs qualifiés (préposés, intelligence artificielle, transformation alimentaire), et quelles sont les cibles pour 2022-2023 ?	RP93

RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS
REQUIS PAR LE DEUXIÈME GROUPE D'OPPOSITION

1. Le financement en francisation du MIFI, par programme, ventilé par année, pour les 5 dernières années ainsi que les prévisions pour 2022-2023.	RP94
2. Liste des rapports et études faits en 2021-2022 portant sur le rapatriement des pouvoirs en immigration.	RP95
3. Listes des rapports et études faits en 2021-2022 portant sur la régionalisation de l'immigration.	RP96
4. Le nombre de Certification de sélection du Québec (CSQ) et de Certificat d'acceptation du Québec (CAQ) qui ont été délivrés, ventilé par année, durant les 5 dernières années et les prévisions pour 2022-2023.	RP97
5. Dans le cadre du Programme de parrainage collectif : a. Tableau détaillé/bilan détaillé de toutes les opérations effectuées, travaux effectués, des mesures mises en place dans le cadre du programme, le nombre de dossiers traités, le nombre de dossiers rejetés, le nombre de dossiers en attente, le délai moyen d'attente. Ajouter les prévisions pour 2022-2023.	RP98
6. Dans le cadre du programme Arrima : a. Tableau détaillé/bilan détaillé de toutes les opérations effectuées, travaux effectués, des mesures mises en place dans le cadre du programme, le nombre de dossiers traités, le nombre de dossiers rejetés, le nombre de dossiers en attente, le délai moyen d'attente. Ajouter les prévisions pour 2022-2023.	RP99
7. Le nombre de travailleurs étrangers temporaires reçu au Québec durant les 10 dernières années, par année, par région.	RP100
8. Le nombre de permis octroyé à des travailleurs étrangers temporaires, ventilé par année, pour les 10 dernières années et l'entreprise à laquelle ils sont liés.	RP101
9. Le nombre de cas de maltraitance et le nombre de plainte déposés par des travailleurs étrangers temporaires, par année, par région, pour les 5 dernières années.	RP102
10. Le nombre de demandeur d'asile au Québec, ventilé par année, pour les 5 dernières années, par région.	RP103
11. Le nombre de réfugiés et leur lieu de résidence, par région, ventilé par année, pour les 5 dernières années et les prévisions pour 2022-2023.	RP104
12. Dresser la liste des organismes communautaires qui reçoivent du financement du ministère et le montant de ces subventions dans le cadre des programmes PRINT, PMD, PSM et PILI, ventilé par année, pour les 5 dernières années et les prévisions pour 2022-2023.	RP105
13. Les statistiques d'accueil des réfugiés pris en charge par l'État (RPCE) et les réfugiés parrainés (RPSP) admis selon leur lieu d'établissement et leur origine, ventilé par année, pour les 5 dernières années et les prévisions pour 2022-2023.	RP106
14. Fournir le nombre de dossiers qui ont été traités depuis le jugement de la Cour de février 2019 obligeant le MIDI à poursuivre l'examen des 18 000 dossiers.	RP107

15. Le coût que représentent le programme de parrainage collectif par rapport à l'ensemble des autres programme, ventilé par catégorie (organismes de 2 à 5), par région.	RP108
16. Entre 2015 et 2021, combien de personnes ont suivi les cours de francisation? Parmi ces personnes, quel est le pourcentage d'individus qui a au moins atteint le niveau 7 de l' <i>Échelle québécoise des niveaux de compétence en français</i> ?	RP109
17. Le nombre d'étudiantes et d'étudiants internationaux qui sont restés au Québec après leurs études, par région et par années pour les 5 dernières années et les prévisions pour les années 2022-2023.	RP110
18. Détailler et ventiler par année le nombre de fonctionnaires affecté au traitement des dossiers d'immigration, ventilé par année, pour les 5 dernières années et les prévisions pour 2022-2023.	RP111
19. Fournir les redditions de comptes détaillés des trois <i>Ententes pour favoriser l'intégration et la francisation des personnes immigrantes</i> conclues avec le MEES, le MSSS et le MTESS. Veuillez ventiler les sommes dépensées et les résultats atteints.	RP112
20. Déclarations d'intérêt actives (tous les programmes permanents confondus) a. Le nombre et les caractéristiques des personnes avec une déclaration d'intérêt active, ventilé par : i. Groupes d'âge ii. Sexe iii. Langue maternelle iv. Connaissance du français v. Pays d'origine vi. Niveau de scolarité vii. Domaine de formation viii. Classification d'occupation (0, A, B, C, D) ix. Résidant au Québec/Résidant à l'étranger x. Région/ville de destination xi. Requérant/dépendants xii. Conjointes xiii. Enfants d'âge scolaire (primaire ou secondaire) xiv. Avec une offre d'emploi validée b. Le nombre de déclarations d'intérêt actives qui datent de plus d'un an c. Le nombre de déclarations d'intérêt reçues annuellement depuis l'ouverture d'Arrima, ventilé par le PEQ et le PRTQ. d. Le nombre de déclarations d'intérêt expirées et retirées depuis l'ouverture d'Arrima, par année. e. Le nombre d'invitations de soumettre une demande d'immigration émises par année depuis l'ouverture d'Arrima et le nombre et pourcentage des invitation visant des personnes résidant déjà au Québec	RP113

21. Demandes d’immigration reçues à la suite d’une invitation. f. Le nombre de demandes d’immigration reçues à la suite des invitations depuis l’ouverture d’Arrima ventilé par : i. Année ii. Groupes d’âge iii. Sexe iv. Langue maternelle v. Connaissance du français vi. Pays d’origine vii. Niveau de scolarité viii. Domaine de formation ix. Classification d’occupation (0, A, B, C, D) x. Résidant au Québec/Résidant à l’étranger xi. Région/ville de destination xii. Requérant/dépendants xiii. Conjoint xiv. Enfants d’âge scolaire (primaire ou secondaire) xv. Avec une offre d’emploi validée	RP114
22. Portail employeurs (depuis sa mise en application) g. Le nombre de personnes invitées à faire une demande d’immigration, et le nombre ayant obtenu un CSQ à la suite d’une démarche déclenchée dans le Portail employeurs (requérant principal et dépendants) h. Le nombre de personnes avec une Déclaration d’intérêt active qui ont obtenu un permis de séjour temporaire à la suite d’une démarche déclenchée dans le Portail employeurs i. Le nombre d’employeurs qui se sont inscrits du Portail	RP115

RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS
REQUIS PAR LE TROISIÈME GROUPE D'OPPOSITION

1. Indiquer la somme dépensée en 2021-2022 (et les prévisions pour 2021-2022) par votre ministère et ses organismes pour l'informatique et les technologies de l'information. Préciser s'il s'agit d'achats de logiciels, de matériel ou de services professionnels (interne, externe ou du CSPQ).	RP116
2. Pour chacune des cinq dernières années, indiquer le nombre de demandes d'accès à l'information transmises au cabinet ministériel pour approbation.	RP117
3. Le nombre de demandes d'immigration traitées (immigration permanente et immigration temporaire), Incluant le nombre de certificats (certificat de sélection du Québec – CSQ, ou certificat d'acceptation du Québec – CAQ) émis et le nombre de rejets, pour chacun des programmes d'immigration au cours de l'année civile 2021-2022 et pour les trois années précédentes. Fournir les cibles de sélection pour l'année 2022.	RP118
4. La ventilation détaillée provenant du transfert fédéral en matière d'immigration, d'intégration et de francisation en 2021-2022, et prévisions pour 2022-2023.	RP119
5. Le nombre d'employés du ministère de l'Immigration, ventilé par régions, depuis les cinq dernières années, et prévisions pour 2022-2023.	RP120
6. La proportion des ressortissants étrangers invités dans le système Arrima ayant pris connaissance du Québec comme destination de choix pour immigrer grâce aux activités de promotion et d'attraction du Québec à l'international.	RP121
7. La ventilation détaillée des sommes dépensées dans l'implantation du système Arrima en 2021-2022, et les prévisions pour 2022-2023.	RP122
8. Le nombre de problèmes techniques survenus depuis l'implantation du système Arrima ainsi que la ventilation détaillée des sommes injectées pour résoudre ces problèmes en 2021-2022.	RP123
9. Le nombre de personnes dans la file d'attente virtuelle du système Arrima, mensuellement, en 2021-2022.	RP124
10. Le nombre de connexions infructueuses au système Arrima pour les usagers, mensuellement, en 2021-2022.	RP125
11. Le nombre de travailleurs temporaires admis au Québec pour les cinq dernières années, par secteur d'emploi. Prévisions pour l'année civile 2022.	RP126
12. Le nombre de travailleurs temporaires admis au Québec pour les cinq dernières années, par pays d'origine.	RP127
13. Le nombre de travailleurs temporaires admis au Québec pour les cinq dernières années, par région administrative d'établissement.	RP128
14. Le nombre d'étudiants étrangers admis au Québec pour les cinq dernières années, par domaine d'études. Prévisions pour l'année civile 2022.	RP129
15. Le nombre d'étudiants étrangers admis au Québec pour les cinq dernières années, par pays d'origine.	RP130
16. Le nombre d'étudiants étrangers admis au Québec pour les cinq dernières années, par région administrative d'établissement.	RP131

17. Les délais de traitement des demandes de certificats de sélection pour la catégorie des travailleurs qualifiés, par pays ou territoire pour les cinq dernières années civiles.	RP132
18. Les délais de traitement des demandes de CAQ pour la catégorie des étudiants étrangers, pour l'année civile 2021-2022 et pour les trois années précédentes.	RP133
19. La liste des seuils d'immigration pour chaque programme pour 2021-2022, et les prévisions pour 2022-2023.	RP134
20. Le résultat des consultations sur « La planification de l'immigration au Québec pour la période 2021-2023 » ainsi que le nom des experts consultés.	RP135
21. Pour chaque année depuis 2010, le nombre de personnes sélectionnées dans le cadre du PEQ, selon les volets « étudiants » et « travailleurs », ayant des enfants d'âge scolaire pendant leur séjour préalable au Québec à statut temporaire.	RP136
22. Pour chaque année depuis 2010, le nombre de personnes sélectionnées dans le cadre du PEQ selon les programmes et sous-programmes suivants, et, dans chaque cas, le pourcentage du total de personnes sélectionnées (CSQ émis) la même année : A. Étudiants étrangers; B. Programme de mobilité internationale (PMI); C. Programme de travailleurs étrangers temporaires (PTET); I. Agriculture; II. Aides familiaux résidents; III. Autres titulaires du PTET; i. Autres professions spécialisées; ii. Autres professions peu spécialisées; iii. Autres occupations.	RP137
23. Pour chaque année depuis 2010, le nombre de personnes sélectionnées dans le cadre du PEQ – travailleurs, pour le PMI et le PTET, ventilé selon le niveau d'emploi (0, A, B, C ou D, selon la CNP), par région.	RP138
24. Pour chaque année depuis 2010, le nombre de personnes sélectionnées dans le cadre du PEQ – étudiants étrangers, ventilé selon le programme d'études, le diplôme obtenu, et par institution d'enseignement.	RP139
25. Pour les cinq dernières années, pour chaque région, le nombre de Certificats d'acceptation du Québec (CAQ) émis pour études par niveau, par programme d'études et par institution d'enseignement.	RP140
26. Depuis les modifications aux critères d'admissibilité aux services de francisation et d'intégration, le nombre de personnes inscrites à ces services, par région : • à statut temporaire; • arrivées depuis moins de 5 ans; • arrivées depuis plus de 5 ans; • par catégorie d'admission (économique, familiale, humanitaire); • ayant déjà obtenu la citoyenneté canadienne.	RP141
27. Nombre de cas de fraude recensés dans le système d'immigration dans le cadre du PEQ, selon le volet (travailleurs ou étudiants), en 2021-2022.	RP142
28. Nombre de cas de fraude dans le système d'immigration dans le cadre du PEQ, selon le volet (travailleurs ou étudiants), soumis à une enquête de l'Unité permanente anticorruption (UPAC) en 2021-2022.	RP143

29.	Nombre de cas de fraude dans le système d'immigration dans le cadre du PEQ, selon le volet (travailleurs ou étudiants), en lien avec l'attestation du niveau requis de connaissance du français.	RP144
30.	Nombre de cas de fraude dans le système d'immigration dans le cadre du PEQ – étudiants étrangers, en lien la fréquentation scolaire des étudiants étrangers inscrits dans les établissements scolaires et l'authenticité des compétences acquises par les candidats à l'immigration.	RP145
31.	Liste des mesures entreprises pour enrayer les cas de fraude dans le système d'immigration dans le cadre du PEQ, selon le volet (travailleurs ou étudiants), et montant, ventilé par mesure, pour 2021-2022. Prévisions pour 2022-2023.	RP146
32.	Le nombre d'entrevues de sélection pour l'émission de CSQ dans la catégorie économique réalisées pour les cinq dernières années civiles. Fournir une ventilation par pays, ainsi que le nombre de sélections sur dossier pour l'émission de CSQ, ventilation par pays pour les cinq dernières années civiles.	RP147
33.	Le nombre de demandes en attente dans le cadre du programme Regroupement familial, et le nombre de demandes excédant les délais de traitement pour ce même programme en 2021-2022.	RP148
34.	Ventilation détaillée des dépenses pour 2020-2021 et 2021-2022, et prévisions pour 2022 2023, pour chaque BIQ à l'étranger. Effectif par catégorie, traitement annuel (inclure les primes et bonis) du directeur ou de la directrice du BIQ ou du chef du bureau et du personnel cadre, pour chaque BIQ.	RP149
35.	Liste des nominations ou des nouvelles affectations pour chaque BIQ à l'étranger en 2020 2021 et en 2021-2022, en indiquant, pour chacune : a. le nom de la personne; b. la date de l'entrée en fonction; c. les fonctions antérieures; d. la durée du contrat ou de l'engagement, s'il y a lieu; e. le titre de la fonction.	RP150
36.	Le nombre de demandes de révision administrative de dossiers d'immigration, le nombre de révisions qui ont donné lieu à l'acceptation du dossier et le nombre de révisions où la décision de refus a été maintenue pour les cinq dernières années civiles.	RP151
37.	Concernant l'encadrement des consultants : la liste des consultants reconnus par le MIFI au titre de son nouveau règlement, le nombre de personnes ayant passé l'examen sur les règles québécoises en matière d'immigration et le taux de succès à cet examen en 2020 2021 et en 2021-2022, et le nombre présentant l'attestation de leur connaissance du français.	RP152
38.	Copie des contrats accordés pour la réalisation d'activités de prospection et de promotion de l'immigration à l'étranger en 2020 2021 et en 2021-2022 (pour tous les programmes d'immigration). Ventilation des crédits alloués en 2020 2021 et en 2021-2022 et prévisions pour 2022-2023, par pays, pour les activités de prospection et de promotion de l'immigration. Copie des notes, études, analyses et de tout le matériel produit par ou pour le MIFI en 2021-2022 concernant les activités de promotion et de prospection de l'immigration.	RP153

39. Ventilation annuelle, par secteur d'activité économique, des investissements au Programme « Immigrants investisseurs » pour les trois dernières années. Ventilation par pays d'origine des immigrants investisseurs admis au Québec pour les cinq dernières années. Indiquer le montant d'argent qui est actuellement en attente de placement. Indiquer le montant qui est disponible au titre de la promotion du Programme investisseurs, au 1 ^{er} avril 2022.	RP154
40. Pour tous les programmes du ministère, donner le détail des crédits existants en 2020 2021 qui n'ont pas été reconduits en 2021-2022, en incluant les programmes qui ont été abolis.	RP155
41. Par programme, donner le niveau des crédits demandés au Conseil du trésor pour l'année 2021-2022.	RP156
42. Nombre de nouveaux arrivants, pour les cinq dernières années, qui ont participé à des activités d'accueil et d'intégration offertes par les organismes financés par le programme Réussir l'intégration.	RP157
43. Liste des ententes avec tous les organismes, à l'étranger, pour offrir un programme de francisation; ventilation des dépenses engendrées par ce programme et crédits alloués en 2020 2021 et en 2021-2022. Fournir les prévisions pour 2022-2023.	RP158
44. Répartition des immigrants établis au Québec selon la région d'établissement, depuis 2011 2012, en indiquant le pays de naissance, le type d'immigrant et leur occupation au Québec.	RP159
45. Liste des programmes en vigueur en 2021-2022 sous la responsabilité du secteur Participation et Inclusion. Pour chacun de ces programmes, notamment pour les suivants : <i>Réussir l'intégration</i> , <i>Mobilisation-Diversité</i> , <i>Soutien à la mission</i> , <i>Accès aux ordres professionnels</i> et <i>Programme d'aide financière pour l'intégration linguistique des immigrants</i> (PAFIL), indiquer : a. Crédits accordés en 2020 2021 et en 2021-2022; b. Prévisions pour 2022-2023; c. Nombre de personnes rejointes; d. Frais d'administration pour chaque programme e. Mesures de reddition de comptes et de contrôle de qualité (nombre de visites, rapports, sondages, etc.) et améliorations apportées à la suite de l'analyse des mesures.	RP160
46. Ventilation détaillée des dépenses effectuées par type de cours de francisation pour les cinq dernières années; fournir les prévisions pour 2022-2023. Nombre de classes par session (temps complet et temps partiel) et nombre de participants uniques, incluant pour le service de francisation en ligne en autoformation et avec tuteur, pour chacune de ces années.	RP161
47. Copie des ententes signées entre 2011-2012 et 2021-2022 avec Investissement Québec ainsi qu'avec d'autres associations, organismes ou institutions au Québec, incluant Québec International et Montréal International.	RP162
48. Bilan et degré de réalisation des ententes pour favoriser l'intégration et la francisation des immigrants, pour les cinq dernières années, avec les ministères sectoriels suivants : Santé et Services sociaux, Travail, Emploi et Solidarité sociale et Éducation et Loisir, Enseignement supérieur et Recherche.	RP163
49. Ventilation, par entente et par programme conjoint, des sommes transférées par le MIFI à chacun des autres ministères et organismes pour chaque année depuis 2011-2012. Fournir les prévisions pour 2022-2023.	RP164

50.	Ventilation détaillée de l'effectif du ministère pour le suivi des ententes de service d'accueil et d'intégration et pour la formation linguistique en 2021-2022 et pour les quatre années précédentes, avec le lieu de travail habituel de chaque employé.	RP165
51.	Nombre d'immigrants par classe de francisation et nombre total de classes de francisation par année, depuis 2011-2012. Fournir les prévisions pour 2022-2023.	RP166
52.	Délais moyens d'attente pour être admis à des cours de francisation et pour commencer un cours de français, temps complet et temps partiel, pour les trois dernières années : a. Par centre régional; b. Pour tout le Québec.	RP167
53.	Nombre d'immigrants ne parlant pas français et ne s'inscrivant pas au cours de francisation pour les cinq dernières années.	RP168
54.	La moyenne des frais liés aux cours de francisation pour 2021-2022 et les prévisions pour 2022-2023.	RP169
55.	Nombre d'immigrants parlant déjà le français admis au Québec depuis les cinq dernières années, et les prévisions d'admission pour 2022-2023.	RP170
56.	Proportion de personnes immigrantes ayant déclaré ne pas connaître le français à l'admission qui participent à l'offre gouvernementale de cours de français au cours des trois années suivant leur admission.	RP171
57.	Résultats de l'enquête pour connaître les besoins spécifiques des clientèles immigrantes qui utilisent peu les services de francisation.	RP172
58.	Liste de l'offre de service du MIFI pour des cours de français de niveau avancé pour les personnes immigrantes. Crédits alloués pour ces cours.	RP173
59.	Liste des actions visant la promotion active des cours de français et de leur importance pour une intégration réussie.	RP174
60.	État de réalisation ou d'avancement des mesures pour renforcer l'action du Québec en matière d'intégration des immigrants.	RP175
61.	Liste des actions entreprises afin de promouvoir l'accès à l'emploi pour les immigrants en région et montants ventilés, par mesure, pour 2021-2022. Prévisions pour 2022-2023.	RP176
62.	Liste des actions entreprises pour améliorer la sélection des personnes immigrantes afin qu'elles répondent aux besoins du marché du travail au Québec, par région, et montants ventilés par mesure, pour 2021-2022. Prévisions pour 2022-2023.	RP177
63.	Liste des actions entreprises pour soutenir les travailleurs immigrants sur le marché du travail, par région, et montants ventilés par mesure, pour 2021-2022. Prévisions pour 2022-2023.	RP178
64.	Liste des actions entreprises afin de contrer la pénurie de main-d'œuvre au Québec grâce à l'embauche de personnes immigrantes, par région, et montants ventilés par mesure, pour 2021-2022. Prévisions pour 2022-2023.	RP179
65.	Liste des actions entreprises afin d'offrir une plus grande capacité d'attraction, de rétention et d'accueil aux immigrants en région et montants ventilés, par mesure, pour 2021-2022. Prévisions pour 2022-2023.	RP180

66.	Proportion des personnes immigrantes qui se destinent à s'établir hors des régions administratives de Laval, de la Montérégie et de Montréal au moment de leur sélection par le Québec.	RP181
67.	Liste des organismes situés hors des régions de Laval, de la Montérégie et de Montréal financés pour contribuer à la rétention de personnes immigrantes en région.	RP182
68.	Ventilation détaillée du financement octroyé aux organismes situés hors des régions de Laval, de la Montérégie et de Montréal financés pour contribuer à la rétention de personnes immigrantes en région pour 2021-2022. Prévisions pour 2022-2023.	RP183
69.	Nombre d'immigrants qui s'installent hors des régions de Laval, de la Montérégie et de Montréal à la suite d'un accompagnement offert par un organisme financé pour contribuer à la rétention de personnes immigrantes en région pour 2021-2022.	RP184
70.	Écart entre le taux d'emploi des personnes immigrantes qui s'installent hors des régions de Laval, de la Montérégie et de Montréal et celui des personnes qui s'installent dans ces mêmes régions.	RP185
71.	État d'avancement de la mise en place d'un guichet unique de reconnaissance des acquis et des compétences. Le nombre de rencontres auxquelles la ministre (ou un membre de son cabinet) a pris part concernant ce sujet et les dates de celles-ci.	RP186
72.	État d'avancement du projet pilote de reconnaissance intensive des acquis mené actuellement par Qualification Montréal. Montants investis pour l'année 2021-2022 et prévisions pour l'année 2022-2023. Nombre de personnes qui ont bénéficié de ce projet pilote en 2020-2021 et en 2021-2022.	RP187
73.	État d'avancement de la mise en place du projet « Qualification Québec » mené actuellement par Qualification Montréal. Montants investis pour l'année 2020-2021 et prévisions pour l'année 2022-2023.	RP188
74.	Nombre de rencontres auxquelles le ministre (ou un membre de son cabinet) a pris part concernant la mise en place du projet « Qualification Québec » mené actuellement par Qualification Montréal. Pour chaque rencontre, fournir le lieu et la date.	RP189
75.	Fournir une copie de tout document (analyses, études ou autres) disponible concernant la mise en place du projet « Qualification Québec » mené actuellement par Qualification Montréal.	RP190
76.	État d'avancement de la négociation avec la Tunisie, le Maroc, l'Algérie, la Suisse ou tout autre pays pour la signature d'ententes de reconnaissance réciproque des compétences professionnelles. Le nombre de rencontres auxquelles la ministre (ou un membre de son cabinet) a pris part concernant ce sujet et les dates de celles-ci.	RP191
77.	Ventilation détaillée des activités du Programme d'aide à l'intégration des immigrants et des minorités visibles en emploi (PRIIME). Montants investis et nombre de bénéficiaires pour les cinq dernières années. Fournir les prévisions pour 2022-2023.	RP192
78.	État de la situation et suivi détaillé des différents programmes d'embauche des minorités par l'État québécois.	RP193

79.	Suivi détaillé de tout projet visant à favoriser et à promouvoir la régionalisation de l'immigration.	RP194
80.	Nombre d'immigrants, ventilé par la provenance et par profession, depuis 2010. Indiquer en pourcentage de l'ensemble des immigrants admis.	RP195
81.	Ventilation du nombre de réfugiés sélectionnés à l'étranger par pays, par langue d'origine, pour les cinq dernières années civiles et fournir les prévisions pour 2022.	RP196
82.	Temps d'attente moyen pour chaque réfugié selon la provenance et le nombre total de réfugiés pour les cinq dernières années civiles et fournir les prévisions pour 2022.	RP197
83.	Coût de la mise en place et du maintien du registre concernant les consultants en immigration pour les trois dernières années, et les prévisions pour 2022-2023.	RP198
84.	Suivi détaillé des travaux du MIFI pour les trois dernières années pour la reconnaissance des compétences acquises à l'étranger par les personnes immigrantes. Plan d'action et toute autre mesure pertinente envisagés pour l'exercice 2022-2023.	RP199
85.	Le nombre de délivrances d'évaluation comparative des études effectuées hors du Québec pour les cinq dernières années, incluant l'exercice 2021-2022, ainsi que le délai de traitement.	RP200
86.	Bilan des travaux réalisés en marge de l'entente entre le Québec et la France en matière de reconnaissance mutuelle des qualifications professionnelles : liste des programmes reconnus, des ententes signées et des ententes en négociation.	RP201
87.	Copie des ententes signées en 2021-2022 dans le cadre du programme de francisation des milieux de travail. Copie du rapport final et des évaluations des programmes, incluant les recommandations.	RP202
88.	Détails et état de l'implantation du programme de soutien à la promotion des programmes gouvernementaux.	RP203
89.	Concernant le programme de l'expérience québécoise visant à faciliter l'accès à la résidence permanente aux travailleurs temporaires spécialisés et aux étudiants étrangers diplômés présents au Québec : nombre de CSQ émis grâce à ce programme, ventilé selon les volets étudiant étranger et travailleur temporaire, par année civile depuis sa création, et le nombre de demandes refusées, la liste des actions entreprises en 2021-2022 et les prévisions pour 2022-2023; ventilation des crédits alloués en 2021-2022 et prévisions pour 2022-2023.	RP204
90.	Concernant le projet IPOP pour l'intégration en emploi de personnes formées à l'étranger référées par un ordre professionnel : liste des actions entreprises pour les trois dernières années, et le nombre de personnes qui ont obtenu, pour les trois dernières années, un emploi au Québec dans leur profession dans le cadre de ce projet. Ventilation par année.	RP205
91.	Liste des actions entreprises pour faciliter l'accès des personnes immigrantes aux professions et métiers réglementés en 2021-2022 et prévisions pour 2022-2023. Ventilation des crédits alloués en 2021-2022 et prévisions pour 2022-2023.	RP206
92.	Le nombre d'actions intentées en justice par le Ministère ces cinq dernières années.	RP207

93. Depuis 2007-2008, la ventilation, par année, du nombre de personnes ayant obtenu un CSQ, au titre du Programme Investisseurs, à la suite d'une décision favorable obtenue en révision de demande administrative, après qu'on leur ait refusé dans un premier temps.	RP208
94. Liste de toutes les rencontres (table ronde, comité, etc.) effectuées dans le cadre de la consultation pour la rédaction du document « Vers une nouvelle politique en matière d'immigration », préciser : a. les organismes et experts rencontrés; b. les dates; c. les ordres du jour; d. les documents utilisés; e. les procès-verbaux; f. la ventilation des dépenses sous la responsabilité du ministère; g. les coûts engagés par ces rencontres.	RP209
95. Au sujet du Comité interministériel sur la reconnaissance des acquis et des compétences des personnes immigrantes formées à l'étranger, fournir toutes les dates de rencontres, les noms des personnes présentes par ministère, les rapports préliminaires et les résultats du comité. Fournir un échéancier pour le dépôt du rapport et des recommandations.	RP210
96. État d'avancement de l'établissement d'un cadre légal commun sur la reconnaissance des acquis et l'obtention de stages professionnels couvrant les universités et les ordres professionnels.	RP211
97. Le taux de participation aux « Journées Québec » et indiquer, pour chacune : a. le coût; b. le nom de tous les fonctionnaires présents et leur fonction; c. le nom des employés participants; d. le nombre de candidats rencontrés; e. le nombre d'immigrants temporaires ou permanents ayant reçu éventuellement un CAQ ou un CSQ grâce à l'activité; et qui ont été admis au Québec; f. le nombre de demandes d'immigration temporaire ou permanente découlant de l'activité; g. les organismes accompagnateurs; h. les pays visités.	RP212
98. Pour les cinq dernières années, le taux de chômage des immigrants, pour chaque région administrative et selon la durée de résidence.	RP213
99. Pour les cinq dernières années, le taux de chômage des immigrants, par pays ou par région d'origine et par sexe.	RP214
100. Liste détaillée et montants récupérés lors de la fermeture des bureaux régionaux. Indiquer le nombre de pertes d'emplois.	RP215
101. Ventilation des montants dépensés pour la réouverture des bureaux régionaux en 2021 2022. Prévisions pour 2022-2023.	RP216
102. Au sujet de l'Opération réfugiés syriens, fournir les montants supplémentaires que le MIFI et les autres ministères et organismes ont réinvestis en 2021-2022 et les montants prévus en 2022-2023.	RP217
103. Nombre de réfugiés syriens accueillis pour les cinq dernières années. Prévisions pour 2022 2023.	RP218
104. Nombre total de réfugiés syriens accueillis au Québec depuis 2011.	RP219

105. Nombre de réfugiés parrainés par le privé accueillis pour l'année civile 2021-2022, par pays d'origine et par ville de destination.	RP220
106. Nombre de réfugiés parrainés par l'État accueillis pour l'année civile 2021-2022, par pays d'origine et par ville de destination.	RP221
107. Nombre de demandeurs d'asile pour chacune des cinq dernières années civiles ainsi que l'année en cours, par pays d'origine.	RP222
108. Nombre de demandeurs d'asile ayant franchi la frontière par le chemin Roxham à Lacolle pour chacune des cinq dernières années civiles ainsi que l'année en cours. Fournir les chiffres par mois. Indiquer le pays d'origine.	RP223
109. Villes du Québec où se sont installés les réfugiés syriens et le nombre de réfugiés par ville pour 2021-2022. Prévisions pour 2022-2023.	RP224
110. Nombre de réfugiés syriens ayant réussi un cours de francisation.	RP225
111. Nombre de réfugiés syriens s'étant inscrit à un cours de francisation.	RP226
112. Taux de chômage pour les réfugiés syriens admis au Québec, pour chacune des dix dernières années.	RP227
113. Taux de présence des réfugiés syriens admis au Québec pour chacune des dix dernières années.	RP228
114. Au sujet de la mise en œuvre de la Stratégie d'action en matière d'immigration, de participation et d'inclusion 2016-2022 <i>Ensemble, nous sommes le Québec</i> , toute ventilation, même si préliminaire, des montants prévus dans les crédits 2021-2022.	RP229
115. Pour le Plan d'action 2021-2023 du MIFI dans le cadre de la Stratégie gouvernementale pour assurer l'occupation et la vitalité des territoires 2018-2023, toute ventilation, même si préliminaire, des montants prévus dans les crédits 2021-2022.	RP230
116. Montants investis par année et montant total concernant le portail informatique <i>Mon projet Québec</i> depuis son approbation jusqu'à ce jour. Nom des firmes de consultants ayant eu des contrats, s'il y a lieu, et copies des contrats.	RP231
117. État de situation de la mise en œuvre du plan d'action gouvernemental pour lutter contre la radicalisation adopté en juin 2015. Indiquer les sommes allouées aux actions et initiatives qui découlent de cette mise en œuvre. Pour chaque initiative, décrire l'objectif recherché, indiquer les sommes allouées, les bénéficiaires, les mesures de suivi et de contrôle applicables.	RP232
118. État de situation sur les activités du comité de liaison avec la communauté musulmane annoncé en novembre 2014.	RP233
119. État de situation des activités du Centre de prévention à la radicalisation depuis sa création. a. Indiquer les membres de la direction et les administrateurs, si applicable; b. Indiquer les sommes allouées pour le fonctionnement et les initiatives du centre; c. Faire un portrait des résultats des interventions du centre, notamment le nombre de cas traités et leur suivi par le centre.	RP234

120. Indiquer les mesures et les sommes engagées par votre ministère/organisme en 2021-2022 pour prévenir et lutter contre les violences sexuelles dans les communautés autochtones.	RP235
121. Nombre d'enfants qui résident ou sont nés au Québec et dont les parents ont un statut de résident temporaire ou sont en attente d'une décision sur leur statut.	RP236
122. Pour les cinq dernières années, nombre d'immigrants reçus ayant quitté le Québec au cours de la première année, deuxième année et troisième année, respectivement, suivant leur arrivée.	RP237
123. Taux de présence pour l'année civile 2021-2022 des immigrants admis au Québec de 2005 à 2022, selon l'année d'admission.	RP238
124. Taux de présence pour l'année civile 2020-2021 des immigrants admis au Québec de 2005 à 2022, selon la catégorie d'immigrant.	RP239
125. Taux de présence pour l'année civile 2020-2021 des immigrants admis au Québec de 2005 à 2022, selon la connaissance du français.	RP240
126. Soldes migratoires (solde international, solde interprovincial, solde total) du Québec entre 2011 et 2022.	RP241
127. Liste des organismes communautaires, des instances régionales, des municipalités ainsi que des institutions collégiales et universitaires qui ont été financés dans le cadre des programmes PRInt, PMD, PSM et PILI, et ventilation des montants accordés à chacun pour l'année 2021-2022.	RP242
128. Pour chacune des trois dernières années, fournir une copie des 3 <i>Ententes pour favoriser l'intégration et la francisation des personnes immigrantes</i> conclues avec les ministères suivants : Travail, Emploi et Solidarité sociale, Éducation, Enseignement supérieur, et Santé et Service sociaux. Fournir une ventilation des montants dépensés et accordés, par ministère.	RP243
129. Fournir une copie du rapport et des recommandations en lien avec la consultation menée par Arlindo Viera, un consultant externe mandaté par le MIFI, qui a effectué, à l'été 2017, une tournée de consultation visant à obtenir les avis d'une quinzaine d'organismes au sujet d'éventuelles améliorations pouvant être apportées au Programme Réussir l'intégration (PRInt) et à l'outil de reddition de comptes Ceri-GES.	RP244
130. Nombre d'évaluations de reconnaissance des acquis et compétences (RAC) ayant été effectuées avant l'attribution d'un certificat de sélection du Québec.	RP245
131. Ventilation des sommes dépensées pour la campagne de sensibilisation au caractère pluriel de la société québécoise et à l'apport de la diversité à la prospérité pour le compte du MIFI réalisée par l'agence Brad.	RP246
132. Nombre de rencontres auxquelles le ministre (ou un membre de son cabinet) a pris part avec ses homologues fédéraux concernant l'accélération de l'octroi de permis de travail pour les demandeurs d'asile par le gouvernement fédéral. Pour chaque rencontre, fournir le lieu et la date.	RP247
133. Nombre de rencontres auxquelles le ministre (ou un membre de son cabinet) a pris part avec ses homologues fédéraux concernant la réduction des délais avant l'obtention d'une réponse à une demande d'asile. Pour chaque rencontre, fournir le lieu et la date.	RP248

134. Nombre de rencontres auxquelles le ministre (ou un membre de son cabinet) a pris part avec ses homologues fédéraux concernant les passages irréguliers par le chemin Roxham à Lacolle. Pour chaque rencontre, fournir le lieu, la date et les sujets abordés.	RP249
135. Fournir une copie de tous les questionnaires, mémoires individuels et mémoires des OBNL déposés dans le cadre du forum « Valoriser la diversité et lutte contre la discrimination systémique ».	RP250
136. Ventilation détaillée des dépenses du forum « Valorisation de la diversité et la lutte à la discrimination systémique ».	RP251
137. Taux de présence au Québec des étudiants ayant obtenu une des 250 exemptions de droits de scolarité remises par le premier ministre du Québec lors du Sommet de la francophonie à Madagascar en 2016. Fournir le nombre d'étudiants ayant complété au moins une session au Québec après l'obtention d'une exemption de droits de scolarité.	RP252
138. Taux de présence au Québec des étudiants ayant obtenu une des 42 bourses pour la formation collégiale et technique remises par le premier ministre du Québec lors du Sommet de la francophonie à Madagascar en 2016. Fournir le nombre d'étudiants ayant complété au moins une session au Québec après l'obtention d'une bourse.	RP253
139. Nombre de visas, ainsi que le nombre de refus, émis par Immigration Canada aux étudiants ayant reçu l'une des 42 bourses pour la formation collégiale et technique ou l'une des 250 exemptions de droits de scolarité remises par le premier ministre du Québec lors du Sommet de la francophonie à Madagascar en 2016. Pour les refus, fournir une ventilation par pays de provenance et par raison évoquée.	RP254

1. EN BREF

Le budget de dépenses 2022-2023 du portefeuille « Immigration, Francisation et Intégration » totalise 645,8 M\$. Ce montant comprend une provision de 168,7 M\$ pour les sommes réservées aux autres ministères du gouvernement qui offrent des services d'accueil, de francisation et d'intégration aux personnes immigrantes, soit le ministère de l'Éducation du Québec, le ministère de l'Enseignement supérieur, le ministère de la Santé et des Services sociaux et le ministère du Travail, de l'Emploi et de la Solidarité sociale.

Le budget attribué au Ministère permet de réaliser les mesures qui permettront non seulement de mieux accompagner les personnes immigrantes tout au long de leur parcours visant à réaliser leur projet de vie, mais aussi de mieux soutenir les collectivités et les employeurs afin de répondre aux besoins du Québec.

Au budget de dépenses 2022-2023 s'ajoute un recours au fonds de suppléance de 15,7 M\$ annoncé dans le Discours sur le budget 2022-2023. Les sommes attribuées au ministère de l'Immigration, de la Francisation et de l'Intégration permettront de mettre en place des mesures pour accroître l'appui offert pour l'apprentissage du français, accélérer le traitement des demandes d'immigration et bonifier le soutien aux organismes partenaires.

2. PORTEFEUILLE « IMMIGRATION, FRANCISATION ET INTÉGRATION »

Programme	2022-2023			2021-2022		%
	Budget de dépenses	Moins : Dépenses ne nécessitant pas de crédit	Plus : Budget d'investissements	Crédits	Crédits	
	(000 \$)	(000 \$)	(000 \$)	(000 \$)	(000 \$)	
1. Direction et soutien aux activités du Ministère	66 255,2	5 520,0	7 698,2	68 433,4	67 499,3	1,4% ¹
2. Immigration, francisation et intégration	579 589,9	-	-	579 589,9	461 338,4	25,6% ²
	645 845,1	5 520,0	7 698,2	648 023,3	528 837,7	22,5%
Moins :Crédits permanents				9,6	9,6	-
Crédits à voter				648 013,7	528 828,1	22,5%

VENTILATION PAR SUPERCATÉGORIES DU PORTEFEUILLE

Budget de dépenses	2022-2023 (000 \$)	2021-2022 (000 \$)	%
Rémunération	121 504,9	115 245,4	5,4%
Fonctionnement	291 823,0	251 419,5	16,1%
Transfert	232 517,2	156 102,2	49,0%
Total	645 845,1	522 767,1	23,5%

Budget d'investissements	2022-2023 (000 \$)	2021-2022 (000 \$)	%
Immobilisations tangibles	400,0	30,0	1233,3%
Immobilisations en ressources informationnelles	7 212,2	11 474,6	(37,1%)
Prêts, placements, avances et autres	86,0	86,0	-
Total	7 698,2	11 590,6	(33,6%)

¹ L'augmentation des crédits destinés au programme Direction et soutien aux activités du Ministère s'explique notamment par l'octroi des crédits supplémentaires au Ministère afin d'accroître ses actions consacrées à mieux reconnaître les compétences des personnes immigrantes.

² L'augmentation des crédits destinés au programme Immigration, francisation et intégration s'explique par des crédits supplémentaires octroyés qui permettront notamment de bonifier ses mesures en matière de francisation et d'intégration des personnes immigrantes. À cet effet, le Ministère continuera d'accroître ses actions consacrées à mieux reconnaître les compétences des personnes immigrantes, favoriser davantage l'immigration en région et en fonction des besoins du marché du travail, poursuivre les efforts d'intégration, bonifier les services de francisation ainsi que favoriser l'attraction et la rétention d'étudiants étrangers.

VENTILATION PAR MINISTÈRE

Budget de dépenses	2022-2023 (000 \$)	2021-2022 (000 \$)	%
Ministère	645 845,1	522 767,1	23,5%
Total	645 845,1	522 767,1	23,5%

Budget d'investissements	2022-2023 (000 \$)	2021-2022 (000 \$)	%
Ministère	7 698,2	11 590,6	(33,6%)
Total	7 698,2	11 590,6	(33,6%)

PROGRAMME 1 : DIRECTION ET SOUTIEN AUX ACTIVITÉS DU MINISTÈRE

2022-2023				2021-2022	%	
Éléments	Budget de dépenses	Moins : Dépenses ne nécessitant pas de crédit	Plus : Budget d'investissements	Crédits	Crédits	
	(000 \$)	(000 \$)	(000 \$)	(000 \$)	(000 \$)	
1 Direction et administration	66 255,2	5 520,0	7 698,2	68 433,4	67 499,3	1,4%
Moins : Crédits permanents Loi sur l'exécutif, (RLRQ, chapitre E-18)				9,6	9,6	-
Crédits à voter				68 423,8	67 489,7	1,4%

Ventilation par supercatégories

Budget de dépenses	Éléments	2022-2023 (000 \$)	2021-2022 (000 \$)	%
1				
Rémunération	32 650,1	32 650,1	30 232,7	8,0%
Fonctionnement	33 357,6	33 357,6	30 948,5	7,8%
Transfert	247,5	247,5	247,5	-
Total	66 255,2	66 255,2	61 428,7	7,9%

Budget d'investissements	2022-2023 (000 \$)	2021-2022 (000 \$)	%
Immobilisations tangibles	400,0	30,0	1233,3%
Immobilisations en ressources informationnelles	7 212,2	11 474,6	(37,1%)
Prêts, placements et avances	86,0	86,0	-
TOTAL	7 698,2	11 590,6	(33,6%)

PROGRAMME 2 : IMMIGRATION, FRANCISATION ET INTÉGRATION

2022-2023				2021-2022	%	
Éléments	Budget de dépenses	Moins : Dépenses ne nécessitant pas de crédit	Plus : Budget d'investissements	Crédits	Crédits	
	(000 \$)	(000 \$)	(000 \$)	(000 \$)	(000 \$)	
1 Services de francisation	186 561,7	-	-	186 561,7	168 166,8	10,9%
2 Intégration	119 564,3	-	-	119 564,3	106 846,8	11,9%
3 Immigration et reconnaissance des compétences	90 794,7	-	-	90 794,7	11 327,9	701,5%
4 Planification de l'immigration et affaires extérieures	13 919,7	-	-	13 919,7	9 247,4	50,5%
Sous-total	410 840,4	-	-	410 840,4	295 588,9	39,0%
5 Provision pour augmenter, avec l'approbation du Conseil du trésor, tout crédit pour la réalisation d'activités soutenant l'intégration et la francisation des immigrants	168 749,5	-	-	168 749,5	165 749,5	1,8%
Crédits à voter	579 589,9	-	-	579 589,9	461 338,4	25,6%

Ventilation par supercatégories

Budget de dépenses	Éléments					2022-2023	2021-2022	%
	1	2	3	4	5	(000 \$)	(000 \$)	
Rémunération	58 460,4	15 906,7	10 180,3	4 307,4	-	88 854,8	85 012,7	4,5%
Fonctionnement	42 997,1	10 712,1	29 994,4	6 012,3	168 749,5	258 465,4	220 471,0	17,2%
Transfert	85 104,2	92 945,5	50 620,0	3 600,0	-	232 269,7	155 854,7	49,0%
Total	186 561,7	119 564,3	90 794,7	13 919,7	168 749,5	579 589,9	461 338,4	25,6%

CRÉDIT AU NET

Programme 2 – Immigration, francisation et intégration Sélection des immigrants	2022-2023 (000 \$)	2021-2022 (000 \$)	%
Revenus prévus associés au crédit au net	45 822,2	41 223,0	11,2%
Crédit au net prévu	41 322,2	36 723,0	12,5%

Les revenus associés à ce crédit au net proviennent de la tarification de l’analyse des dossiers relatifs à la sélection des immigrants.

Lorsque ces revenus dépassent 4 500 000 \$, le crédit de ce programme peut être augmenté d’un montant équivalent aux revenus compris entre 4 500 000 \$ et 49 000 000 \$ et d’un montant équivalent à 50 % des revenus qui excèdent 49 000 000 \$.

CRÉDITS DE TRANSFERT

	2022-2023 (000 \$)	2021-2022 (000 \$)	%
Programme 1 – Direction et soutien aux activités du Ministère			
Autres crédits de transfert	247,5	247,5	-
Programme 2 – Immigration, francisation et intégration			
Programme d’accompagnement et de soutien à l’intégration	60 429,4	57 029,4	6,0%
Programme d’aide à la reconnaissance des compétences	1 370,0	2 370,0	(42,2%)
Programme d’aide financière pour la formation d’appoint en reconnaissance des compétences	47 250,0	-	-
Programme d’aide financière pour l’intégration linguistique des immigrants	83 104,2	69 739,2	19,2%
Programme d’appui aux collectivités	26 313,0	15 913,0	65,4%
Programme d’appui aux régions en recrutement international	500,0	500,0	-
Programme Interconnexion	800,0	2 800,0	(71,4%)
Programme Soutien à la mission	5 403,1	5 403,1	-
Autres crédits de transfert	7 100,0	2 100,0	238,1%
Total du programme 2	232 269,7	155 854,7	49,0%
Total du portefeuille	232 517,2	156 102,2	49,0%

VENTILATION PAR BÉNÉFICIAIRES

	2022-2023 (000 \$)	2021-2022 (000 \$)	%
Municipalités	9 300,0	4 115,1	126,0%
Organismes à but non lucratif	81 131,2	70 516,1	15,1%
Personnes	142 086,0	81 471,0	74,4%
Total du portefeuille	232 517,2	156 102,2	49,0%

VENTILATION PAR CATÉGORIES DE DÉPENSES

	2022-2023 (000 \$)	2021-2022 (000 \$)	%
Support	232 517,2	156 102,2	49,0%
Total du portefeuille	232 517,2	156 102,2	49,0%

3. DÉFINITION DES PROGRAMMES

Programme 1
Direction et soutien aux activités du Ministère

En 2022-2023, le budget de dépenses de ce programme totalise un montant de 66,3 M\$ afin d’assurer la gestion de la direction du Ministère et des services centraux en matière de planification, de coordination et de soutien à la gestion. En outre, il comprend les sommes investies en technologies de l’information et l’amortissement des systèmes informatiques.

Programme 2
Immigration, francisation, intégration

En 2022-2023, le budget de dépenses de ce programme totalise un montant de 579,6 M\$ et vise à assurer une sélection de l’immigration en adéquation avec les besoins du Québec et de ses régions, afin que l’immigration contribue pleinement à la prospérité du Québec. Dans ce contexte, il favorise aussi une société francophone qui vise la pleine participation des personnes immigrantes et des minorités ethnoculturelles et d’une intégration réussite dans la société québécoise.

Les éléments 1 à 4 de ce programme constituent les activités assumées par le ministère de l’Immigration, de la Francisation et de l’Intégration alors que l’élément 5 représente une provision pour la réalisation d’activités soutenant l’accueil, la francisation et l’intégration des personnes immigrantes effectuées par d’autres ministères.

4. OBJECTIFS GÉNÉRAUX ET MODES D'INTERVENTION PAR SECTEUR

HAUTE DIRECTION

Bureau du sous-ministre

- Soutenir et conseiller le sous-ministre dans la réalisation de la mission du Ministère et de la vision ministérielle;
- Soutenir et conseiller le sous-ministre dans la mise en œuvre des priorités organisationnelles;
- Coordonner certains grands dossiers stratégiques;
- Soutenir le sous-ministre en matière de gestion des ressources humaines (travaux relatifs aux réorganisations administratives, révision des descriptions d'emploi des titulaires d'un emploi supérieur, préparation des attentes annuelles, etc.);
- Favoriser le développement d'une culture organisationnelle fondée sur les valeurs et l'éthique;
- Coordonner le fonctionnement et la gestion du Bureau du sous-ministre (gestion des ressources, maintien des mécanismes de collaboration avec l'ensemble des unités);
- Favoriser la performance organisationnelle en accentuant la gestion axée sur les résultats et la valorisation de cette culture, dont le suivi des objectifs et des indicateurs de la planification stratégique et de la Déclaration de services à la clientèle (responsable de la Direction de la planification stratégique et de la reddition de comptes);
- Réaliser des mandats spéciaux ad hoc.

Secrétariat général

- Soutenir et conseiller le sous-ministre dans la réalisation de la mission du Ministère et dans la gestion des affaires ministérielles courantes;
- Soutenir la gouvernance du Ministère et agir comme interface entre le politique et l'administratif;
- Assurer un lien constant et harmonieux avec le Cabinet ministériel et l'appuyer dans ses activités quotidiennes et parlementaires;
- Voir à la préparation, à la tenue et au suivi des réunions officielles du Comité de direction (CD) et des rencontres du Conseil de direction avec le ministre;
- Proposer des positionnements stratégiques en cohérence avec les approches développées par les unités du Ministère;
- Coordonner la réalisation des mandats du Cabinet, du sous-ministériat et de tout autre mandat à portée ministérielle;
- Gérer les interfaces avec les organismes centraux dans le contexte de présentation de dossiers pour approbation au Conseil des ministres, au Conseil du trésor et d'autres mandats ministériels confiés par le ministère du Conseil exécutif (MCE);
- Assurer la coordination des auditions à diverses Commissions parlementaires (préparation de l'étude des crédits, préparation des auditions du Ministère);
- Gérer, à titre de responsable de l'accès à l'information, l'accès aux documents du Ministère et assurer la protection des renseignements personnels;
- Coordonner la gestion des plaintes, veiller à l'application de la Politique ministérielle de gestion des plaintes et assurer les liens avec le Protecteur du citoyen et autres organismes gouvernementaux.

Direction de l'audit interne

- Procurer au Ministère une assurance indépendante et objective sur le degré de maîtrise de ses opérations, apporter des conseils pour les améliorer et contribuer à créer de la valeur ajoutée;
- Aider le Ministère à atteindre ses objectifs en évaluant les processus de gouvernance, de gestion intégrée des risques et de contrôle interne, et en faisant des propositions pour renforcer leur efficacité.

Direction générale des ressources humaines

- Soutenir, accompagner et conseiller les autorités et les gestionnaires du Ministère en matière de planification et gestion de la main-d'œuvre, de développement des compétences et de l'organisation, de relations professionnelles et de santé des personnes au travail;
- Élaborer les politiques et programmes en lien avec ces domaines;
- Conseiller les gestionnaires et répondre aux questions des membres du personnel, tout en assurant la réalisation des activités qui y sont associées.

Direction générale de l'administration

- Faire évoluer l'organisation, les politiques et les pratiques administratives en fonction des changements aux environnements politiques, internationaux, financiers, technologiques et opérationnels, par son rôle stratégique de conseil auprès de l'organisation;
- Offrir un service de première ligne à la clientèle en réponse aux demandes de renseignements et de suivis de dossier, par téléphone, par courriel et par courrier;
- Fournir un service-conseil stratégique et une expertise auprès des autorités dans les orientations, les stratégies et la prise de décision dans les domaines budgétaires et financiers et assurer les liaisons et les négociations auprès du Conseil du trésor et du ministère des Finances;
- Assurer une expertise stratégique et promouvoir auprès de l'ensemble des gestionnaires l'utilisation efficace et efficiente des ressources budgétaires et financières;
- Services-conseils et accompagnement dans l'application du cadre normatif et des règles internes en gestion contractuelle et élaboration et diffusion de procédures, de gabarits, de modalités ou de tout autre outil de gestion afin d'uniformiser les pratiques en gestion contractuelle;
- Gestion et contrôle des acquisitions de biens, de services et d'approvisionnements et de l'aménagement et des mesures d'urgences des places d'affaires du MIFI;
- Assurer les opérations comptables et offrir l'expertise et le rôle-conseil en matière de ressources financières et SAGIR ainsi que des transactions de contrats et d'achats;
- Diriger les activités et les travaux liés aux opérations financières tant au niveau des dépenses que de l'encaissement des revenus et le paiement des factures.

Direction des communications

- Développer et mettre en œuvre les stratégies de communication pour soutenir les grandes orientations du Ministère en matière de communications externes et internes, de promotion et de relations de presse;
- Jouer un rôle-conseil, d'accompagnement et de soutien dans la réalisation des activités et des projets d'information, d'affaires publiques, de communications numériques, graphiques et de conseils linguistiques, destinés aux clientèles externes et internes du Ministère. La Direction des communications est également responsable de faire respecter la politique linguistique du Ministère;
- Favoriser l'intégration et l'uniformité des communications gouvernementales. La direction des communications s'assure que les stratégies et les messages qu'elle véhicule sont cohérents avec les orientations du Secrétariat de la communication gouvernementale (SCG). De plus, elle veille à ce qu'ils soient diffusés dans le respect du Programme d'identification

visuelle du gouvernement du Québec et des orientations privilégiées en matière de communications numériques.

Direction des affaires juridiques

- Rédiger des lois et règlements sous la responsabilité du Ministère, ainsi que réviser ou rédiger certains autres actes juridiques tels que les contrats, les ententes, les décrets ou les arrêtés ministériels;
- Conseiller le Ministère, verbalement ou par écrit, sur toute question de droit qui le concerne, que ce soit en droit de l'immigration, en droit administratif ou autres;
- Travailler de concert avec les juristes de la Direction du contentieux (Montréal et Québec) ou du Directeur des poursuites criminelles et pénales dans les litiges portés devant les tribunaux en lien avec la législation et/ou la réglementation sous la responsabilité du ministre;
- Représenter le Ministère devant le Tribunal administratif du Québec dans le cadre des recours prévus à la Loi sur l'immigration au Québec.

SECTEUR PLANIFICATION DE L'IMMIGRATION ET AFFAIRES EXTÉRIEURES

- Assurer une action concertée du Ministère sur les plans interministériels, intergouvernementaux et internationaux pour l'ensemble des enjeux en matière d'immigration, de francisation et d'intégration;
- Assurer la concertation avec le ministère de Relations internationales et de la Francophonie (MRIF) et les partenaires internationaux pour l'ensemble des enjeux qui touchent le MIFI;
- Coordination de l'action du Ministère pour l'organisation de forums intergouvernementaux et internationaux, de rencontres diplomatiques et missions ministérielles;
- Coordination des relations avec le gouvernement fédéral en matière d'immigration, de francisation et d'intégration, principalement avec Immigration, Réfugiés et Citoyenneté Canada (IRCC) et Emploi et Développement des compétences Canada (EDSC);
- Gestion des ententes annuelles de transfert (MTESS, MES, MEQ, MSSS) et coordination des comités en découlant;
- Gestion de la participation du Ministère à diverses instances interministérielles et à la CPMT;
- Coordination des activités de recrutement internationale au niveau gouvernemental;
- Identification des bassins et des territoires à l'étranger porteurs de candidats dont le profil correspond aux besoins du Québec;
- Création de partenariats stratégiques à l'étranger afin de faciliter la mobilité des travailleurs (par exemple organismes d'employabilité, alliances françaises);
- Positionnement du Québec et de ses régions sur le marché migratoire international et valorisation de ses avantages concurrentiels comme destination d'immigration auprès des différentes clientèles;
- Réalisation des activités de recrutement à l'international, tel que les Journées Québec afin d'appuyer les entreprises québécoises qui souhaitent recourir au recrutement de travailleuses et travailleurs étrangers temporaires;
- Gestion des partenariats afin de développer des stratégies d'attraction et de rétention répondant le mieux aux besoins du Québec, tout en assurant une complémentarité avec les différents acteurs (ex. : MTESS, Québec International, Montréal International, Société de développement économique de Drummondville, etc.);
- Définition des orientations en matière d'immigration et planification des niveaux d'immigration et de la composition de l'immigration dans le cadre de l'exercice de planification pluriannuelle et des plans annuels d'immigration;

- Planification des invitations dans le système de déclaration d'intérêt et élaboration/amélioration du modèle d'invitation basé sur la déclaration d'intérêt sur la plateforme ARRIMA;
- Développement de l'expertise en matière de veille et d'analyses économiques propres à l'immigration, et rôle-conseil auprès des autorités et des autres unités du Ministère;
- Production et diffusion des statistiques officielles du Québec sur l'immigration;
- Production des données d'information de gestion et des analyses permettant de faire état de l'activité du Ministère;
- Élaboration de divers tableaux de bord de suivi des programmes, automatisation du tableau de bord ministériel et de divers outils de suivi des programmes et services;
- Développement et mise en place de l'intelligence d'affaires ministérielle et de ses composantes afin d'alimenter les autorités ministérielles dans leur prise de décision.

SECTEUR IMMIGRATION ET RECONNAISSANCE DES COMPÉTENCES

- Élaborer, réviser et mettre en œuvre des politiques et programmes d'immigration et des mesures en reconnaissance des compétences qui répondent aux besoins économiques, démographiques et linguistiques du Québec et qui se démarquent dans un environnement international hautement compétitif;
- Gérer les opérations d'immigration et de reconnaissance des compétences, et les processus de sélection des personnes immigrantes et collaborer au développement du Système de déclaration d'intérêt;
- Examiner les demandes de sélection, les demandes d'engagement et les offres d'emploi et prendre des décisions dans le respect des règles d'immigration et d'équité en vertu de la Loi sur l'immigration au Québec et du Règlement sur l'immigration au Québec;
- Sélectionner les candidats à l'immigration temporaire et permanente en fonction des besoins démographiques et économiques de la société québécoise;
- Faciliter la réunification familiale entre les résidents québécois et les membres de leur famille immédiate et s'assurer du respect des engagements pris à cet égard;
- Participer à l'effort de solidarité internationale à l'égard des réfugiés et des demandeurs d'asile et autres personnes en situation particulière de détresse;
- Réaliser le traitement des demandes d'évaluation comparative des études effectuées hors du Québec;
- Contribuer à l'intégration des personnes immigrantes en mettant en œuvre des initiatives visant l'évaluation professionnelle et la reconnaissance des compétences des personnes formées à l'étranger, afin de leur assurer l'accès à un emploi à leur plein potentiel au Québec;
- Procéder au réexamen des décisions d'immigration négatives contestées par les candidats ou leurs représentants;
- Veiller au respect de l'intégrité de programmes d'immigration et s'assurer que ceux-ci répondent aux orientations gouvernementales en matière d'immigration;
- Exercer un rôle-conseil stratégique auprès des différentes directions du Ministère ainsi qu'auprès des autorités ministérielles en matière d'immigration permanente et temporaire.

SECTEUR FRANCISATION ET INTÉGRATION

- Assurer la maîtrise d'œuvre, le contrôle et le suivi de toutes les stratégies, politiques et programmes de francisation et d'intégration afin de favoriser la pleine participation, en français, des personnes immigrantes à la vie collective;
- Assumer un leadership fort, par une présence accrue dans l'ensemble des régions du Québec, des actions ministérielles menées en synergie avec les entreprises, les partenaires, les acteurs

locaux et régionaux en matière d’immigration et de pleine participation des personnes immigrantes et des minorités ethnoculturelles;

- Assurer la mise en œuvre d’Accompagnement Québec visant à outiller les personnes immigrantes de manière à favoriser leur pleine participation à toutes les dimensions de la vie collective au Québec;
- Offrir des services de francisation aux personnes immigrantes en fonction de leurs besoins et selon plusieurs modes (Francisation en ligne (FEL), téléenseignement, temps complet, temps partiel);
- Permettre la complémentarité des interventions ministérielles pour la pleine participation des personnes immigrantes;
- Affirmer le leadership ministériel en faveur d’une gouvernance responsable, cohérente et efficace des efforts de tous les ministères, organismes et partenaires (instances municipales et territoriales), afin que soient édifiées des collectivités accueillantes pour une pleine participation en français des personnes immigrantes;
- Soutenir et assurer une action concertée avec les différents partenaires gouvernementaux impliqués dans l’accueil, l’établissement et la pleine participation des personnes immigrantes;
- Coordonner la programmation, assurer la conformité et la reddition des comptes des programmes et services en matière de francisation et d’intégration;
- Les modes d’intervention du secteur sont :
 - Les programmes suivants : le Programme d’intégration linguistique pour les immigrants, le Programme d’aide financière pour l’intégration linguistique des immigrants, le Programme d’appui aux collectivités, le Programme d’accompagnement et de soutien à l’intégration, le Programme *Soutien à la mission*, le Programme *Accès aux ordres professionnels*;
 - Le développement d’une offre de services de francisation et d’intégration, offerts dès l’étranger et au Québec, en réponse à l’élargissement de la clientèle et en fonction de l’évolution des technologies de l’information;
 - Le soutien et l’encadrement d’un réseau de partenaires offrant des cours de français, langue d’intégration et de cohésion sociale, dans l’ensemble du Québec;
 - Le développement des services aux entreprises ainsi que la conception des outils de soutien afférents;
 - La coordination des services d’accueil et d’intégration à l’aéroport et des relations partenariales avec l’Agence des services frontaliers et l’Aéroport de Montréal;
 - L’élaboration, le déploiement, la mise en œuvre et l’implantation de la Stratégie d’intervention territoriale, en soutenant et en encadrant les neuf directions régionales;
 - La gestion de l’accès des personnes immigrantes aux services ministériels de la participation et des partenariats, en ligne ou en présentiel, en fonction de leurs profils.

SECTEUR SOUTIEN À LA PERFORMANCE ET À LA TRANSFORMATION

- Élaborer et mettre en œuvre les différentes planifications d’investissement relativement aux technologies de l’information ainsi que leur reddition de comptes au ministère de la Cybersécurité et du Numérique;
- Soutenir et accompagner l’organisation en matière de compétences numériques de façon à développer et implémenter les pratiques du numérique alignées aux cadres de références du ministère de la Cybersécurité et du Numérique;
- Développer la vision globale et cohérente des solutions applicatives et soutenir les autorités du Ministère dans la mise en œuvre de la prestation électronique de services, des projets de transformation numérique en conformité aux orientations formulées dans la Stratégie de transformation numérique gouvernementale;

- Effectuer la surveillance des infrastructures technologiques, incluant les services en infonuagiques, pour garantir la disponibilité, le bon fonctionnement, la pérennité, la fiabilité et la performance des systèmes et mettre en place des mécanismes de cyberdéfense pour garantir la sécurité de l'information;
- Former et sensibiliser le personnel du Ministère en matière de sécurité de l'information et s'assurer de l'utilisation sécuritaire des actifs informationnels du Ministère;
- Entretenir et assurer l'évolution des systèmes d'information en soutien à la mission du Ministère et à la clientèle externe;
- Offrir un soutien technologique à la clientèle externe ainsi qu'au personnel;
- Développer et mettre en œuvre des stratégies et des pratiques d'amélioration de la prestation des services ministériels par ses interventions en matière : d'évaluation des programmes; de gestion intégrée des risques et assurance qualité; de conformité des programmes et services; de prévention et analyse stratégique en intégrité; d'enquêtes et de vérifications;
- Assurer la conformité au cadre légal, réglementaire et administratif en vigueur des programmes et services, au sein du Ministère et auprès de ses partenaires bénéficiaires d'aide financière dans le cadre des programmes et services ministériels;
- Réaliser des activités de veille interne et externe ainsi que d'analyse stratégique des enjeux d'intégrité (situations, phénomènes et tendances) qui pourraient avoir un impact sur la mission et l'image du Ministère ainsi que sur la qualité de ses programmes et services;
- Fournir à l'organisation l'expertise et les conseils en vue de détecter et réprimer les manquements à la Loi sur l'immigration au Québec (LIQ) et à ses règlements, notamment par ses activités de vérifications, d'analyses tactiques et d'enquête;
- Effectuer le suivi des divulgations et faire la liaison avec le Protecteur du citoyen ainsi qu'avec d'autres instances d'application de la Loi facilitant la divulgation d'actes répréhensibles à l'égard des organismes publics;
- Soutenir le Ministère dans la planification, l'organisation et le contrôle des projets de transformation en relation avec la mission, les orientations et les objectifs ministériels;
- Assurer la gouvernance du portefeuille de projets ministériels aux niveaux stratégique, tactique et opérationnel, tout en contribuant activement aux définitions des priorités, à la gestion des risques, gestion du changement et à l'aide à la décision;
- Soutenir l'organisation dans la coordination des dossiers stratégiques, complexes et transversaux, en mettant en œuvre les mandats et cellules de coordination, et en assurant la liaison et le suivi entre les diverses parties prenantes;
- Assurer la gouvernance de l'architecture organisationnelle en cohérence avec les objectifs d'affaires du Ministère;
- Soutenir le Ministère dans l'atteinte de ses objectifs stratégiques et opérationnels en veillant à l'amélioration de la performance organisationnelle et à la transformation de la prestation des services du Ministère, tout en répondant mieux aux besoins de la clientèle;
- Développer une culture d'innovation axée sur l'orientation client et le développement durable.

- RG1.** Liste des voyages hors Québec pour l’année financière 2021-2022 :
- a) les endroits et dates de départ et de retour;
 - b) la copie des programmes et rapports de mission;
 - c) les personnes rencontrées;
 - d) le coût (avec une ventilation par poste : frais de déplacement, d’hébergement, de repas, autres frais, etc.);
 - e) les noms des ministres, députés, des membres du personnel de cabinet, des fonctionnaires concernés (avec leur titre) et des autres participants (avec leur titre) regroupés par mission;
 - f) pour les organismes, les noms et les titres des dirigeants et fonctionnaires concernés et autres participants;
 - g) la liste des ententes signées ou annoncées, le cas échéant;
 - les détails de ces ententes;
 - les résultats obtenus à ce jour;
 - h) les investissements annoncés, le cas échéant, ainsi que le nombre d’emplois estimé;
 - i) la description de la nature du voyage incluant, le cas échéant, le nom du ou des événements concernés;
 - j) les points de presse tenus lors de ces missions et leurs coûts;
 - k) toute consigne sanitaire encadrant le retour de ces missions;
 - l) le montant dépensé pour l’achat de crédits carbone visant à compenser les émissions de gaz à effet de serre générées par le voyage.

Lieu et dates	But	Personnes rencontrées	Coût	Nom
Lieu de départ : Montréal Lieu d’arrivée : Toronto 1 ^{er} au 16 septembre 2021	Accueil des réfugiés Afghans	Les réfugiés Afghans	10 737,15 \$	Laurence Bonin- Ratté Colombe Larivière Anne-Marie Morin- Dion
Lieu de départ : Montréal Lieu d’arrivée : Toronto 26 septembre 2021 au 15 octobre 2021	Accueil des réfugiés Afghans	Les réfugiés Afghans	6213,04 \$	Colombe Larivière Anne-Marie Morin- Dion

Les renseignements concernant les ministres, les titulaires d’emploi supérieur et leurs accompagnateurs en réponse à cette question sont diffusés sur une base trimestrielle sur le site Internet du Ministère en vertu du *Règlement sur la diffusion d’information et sur la protection des renseignements personnels* (art. 4 paragraphe 18).

Référence : <http://www.mifi.gouv.qc.ca/fr/ministere/acces-protection-info/diffusion-depenses.html>

En ce qui concerne la sous-question l), l’information fournie en réponse à cette question est incluse dans la réponse à la question RG46.

RG2. Pour chacun des voyages faits en avion ou en hélicoptère par chaque membre du Conseil des ministres, des membres des cabinets ministériels au Québec et des dirigeants d'organismes pour 2021-2022 :

- a) les raisons du déplacement;
 - b) l'itinéraire et les dates du départ et/ou du retour;
 - c) les coûts ventilés;
 - d) le cas échéant, tout autre coût ventilé par poste : frais d'hébergement, frais de repas, autres frais, etc.;
 - e) pour les organismes, les noms et les titres des dirigeants et des fonctionnaires concernés et autres participants.
-

En 2021-2022, pour le ministère de l'Immigration, de la Francisation et de l'Intégration, il n'y a eu aucun voyage fait en avion ou en hélicoptère par les membres du Conseil des ministres, les membres des cabinets ministériels au Québec ou les dirigeants d'organismes.

L'information fournie en réponse à cette question est incluse dans les informations diffusées sur une base trimestrielle sur le site Internet du Ministère en vertu du Règlement sur la diffusion d'information et sur la protection des renseignements personnels (art. 4 par. 17) : <http://www.mifi.gouv.qc.ca/fr/ministere/acces-protection-info/diffusion-depenses.html>.

RG3. Liste des dépenses en publicité (incluant celles sur Internet), en articles promotionnels et en commandites pour chaque ministère (y compris le cabinet ministériel) et organisme. Fournir la liste détaillée de ces dépenses en indiquant :

- a) la ventilation des sommes dépensées pour 2021-2022, et les prévisions pour 2022-2023;
- b) les noms des firmes de publicité retenues;
- c) la liste des contrats octroyés en indiquant le coût et le mode d’octroi pour chacun (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié);
- d) les noms des fournisseurs, incluant les contrats de photographes;
- e) le but visé par chaque dépense;
- f) dans le cas d’une commandite, la raison et le nom de l’organisme bénéficiaire;
- g) le coût total et ventilé pour les communiqués de presse.

Type d'événement	Fournisseur	Mode d'octroi	Objet	Coût
Publicité imprimée	Immigrant Québec	Gré à gré	Publicité d'Accompagnement Québec dans le guide Immigrer au Québec	3 400 \$

L’information fournie en réponse à cette question est incluse dans les renseignements diffusés sur une base trimestrielle sur le site Internet du Ministère en vertu du *Règlement sur la diffusion d’information et sur la protection des renseignements personnels* (art. 4, paragraphe 24) à l’adresse suivante : <http://www.mifi.gouv.qc.ca/fr/ministere/acces-protection-info/diffusion-depenses.html>, sous l’onglet « Contrats de publicité et de promotion ».

Pour les contrats de plus de 25 000 \$, l’information se trouve aux engagements financiers qui feront l’objet d’une étude particulière par la Commission de l’administration publique. Pour les contrats 25 000 \$ et moins, ceux-ci peuvent être conclus de gré à gré.

Les coûts liés aux frais de publicité concernant les bureaux de circonscription sont régis par le Règlement sur les allocations aux députés et aux titulaires de cabinet et sur les sommes versées à des fins de recherche et de soutien de l’Assemblée nationale.

RG4. Liste des dépenses pour l’organisation et la tenue de conférences de presse, d’événements médiatiques, ou autres événements (sommets, congrès, conférences, etc.) séparément :

Par le cabinet ministériel :

- a) les sommes dépensées en 2021-2022 et les prévisions pour 2022-2023 ventilées par type d’événement;
- b) le but visé par chaque dépense;
- c) le nombre total et liste d’événements, ventilé par type d’événement;
- d) si l’événement s’est tenu virtuellement.

Par le ministère ou l’organisme :

- e) les sommes dépensées en 2021-2022 et les prévisions pour 2022-2023, ventilées par type d’événement;
- f) le but visé par chaque dépense;
- g) le nombre total et liste d’événements, ventilé par type d’événement;
- h) si l’événement s’est tenu virtuellement.

Par un professionnel ou par une firme externe :

- i) les sommes dépensées en 2021-2022 et les prévisions pour 2022-2023, ventilées par type d’événement;
- j) le nom du professionnel ou de la firme de publicité;
- k) la liste des contrats octroyés en indiquant le coût et le mode d’octroi du contrat (soumission publique, sur invitation, ou contrat négocié);
- l) la liste et les noms des fournisseurs et consultants, s’il y a lieu, incluant les contrats de photographies, des vidéos, etc.;
- m) le but visé par chaque dépense;
- n) le nombre total et liste d’événements, ventilé par type d’événement;
- o) si l’événement s’est tenu virtuellement.

Type d’événements	But visé	Fournisseurs	Coût
Salon	Salon de l’immigration et de l’intégration au Québec, événement les 21 et 22 septembre 2021	Immigrant Québec (location d’espaces) Centre d’acquisitions gouvernementales (logistique)	17 003,54 \$
Sommet	Sommet de l’immigration, 19 octobre 2021	Immigrant Québec	13 046,32 \$
Conférence de presse	Annonce sur la reconnaissance des compétences	Ministère du Travail, de l’Emploi et de la Solidarité sociale – Fonds des biens et des services	4 628,35 \$
Capsules vidéo	Messages enregistrés de la ministre – Entrevue avec des personnes immigrantes	Ministère du Travail, de l’Emploi et de la Solidarité sociale – Fonds des biens et des services	2 288,00 \$

TOTAL : 36 966,21 \$

RG5. La liste des dépenses en formation de communication :

Organisée par le ministère ou l'organisme :

- a) les sommes dépensées en 2021-2022 et les prévisions pour 2022-2023, ventilées par type d'événement;
- b) le but recherché par chaque dépense;
- c) nombre total et liste des formations ventilée par catégorie.

Données par un professionnel ou une firme externe :

- d) les sommes dépensées en 2021-2022 et les prévisions pour 2022-2023;
 - e) le nom de la ou des firmes de publicité ou de communications;
 - f) le mode d'octroi du contrat (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié);
 - g) la liste et les noms des fournisseurs ou/et des consultants, s'il y a lieu;
 - h) le but visé par chaque dépense;
 - i) nombre total et liste des formations ventilée par catégorie.
-

Organisées par le Ministère ou l'organisme pour l'exercice 2021- 2022 :

Aucune formation de communication n'a été organisée par le Ministère pour la période du 1^{er} avril 2021 au 28 février 2022.

Données par un professionnel ou une firme externe pour l'exercice 2021-2022 :

Aucune formation de communication n'a été organisée par une firme externe pour la période du 1^{er} avril 2021 au 28 février 2022.

L'information fournie en réponse à cette question est incluse dans les informations diffusées sur une base trimestrielle sur le site Internet du Ministère en vertu du Règlement sur la diffusion d'information et sur la protection des renseignements personnels (art. 4 paragraphes 22 et 23) : <http://www.mifi.gouv.qc.ca/fr/ministere/acces-protection-info/diffusion-depenses.html>.

RG6. Liste ventilée par bénéficiaire et par mode d’octroi (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié) de tous les contrats octroyés par un ministère ou un organisme, y compris le cabinet ministériel en 2021-2022, en indiquant :

- a) les noms du professionnel ou de la firme;
- b) les noms de tous les sous-traitants associés au contrat, leur mandat et le résultat (rapport ou document final);
- c) le détail des travaux ou services effectués (but visé);
- d) la date d’octroi du contrat;
- e) le coût total, y compris les avenants et/ou suppléments;
- f) l’échéancier;
- g) dans le cas d’un octroi par soumission, fournir le nom des soumissionnaires et le montant des soumissions.

Lorsque le contrat est octroyé par le cabinet ministériel, l’indiquer.

Liste des contrats de services Contrats de 1 000 \$ à 24 999 \$ 1 ^{er} avril 2021 au 28 février 2022			
Contractant	Description	Montant	Mode d’octroi
9205-6126 Québec inc. (Les Déménageurs AMJ Campbell Montréal)	Services de transport de matériel informatique	18 000 \$	Contrat conclu de gré à gré
9345-0807 Québec Inc	Services de membre externe du comité d’audit	6 400 \$	Contrat conclu de gré à gré
ABC Lotbinière	Francisation à temps partiel auprès de groupes d’immigrantes et d’immigrants	21 978 \$	Contrat conclu de gré à gré
ABC Lotbinière	Francisation à temps partiel auprès de groupes d’immigrantes et d’immigrants	11 829 \$	Contrat conclu de gré à gré
ABC Lotbinière	Francisation à temps partiel auprès de groupes d’immigrantes et d’immigrants	20 701 \$	Contrat conclu de gré à gré
ABC Lotbinière	Francisation à temps partiel auprès de groupes d’immigrantes et d’immigrants	23 658 \$	Contrat conclu de gré à gré
Académie Sylbert inc.	Séances de formation « Éthique et bonnes pratiques de rédaction de courriels »	1 560 \$	Contrat conclu de gré à gré
Accent impression inc.	Services d’impression des outils de communication en format régulier	20 000 \$	Contrat conclu de gré à gré
Accueil-Parrainage Outaouais	Service d’interprétariat et d’accompagnement aux immigrants	2 103 \$	Contrat conclu de gré à gré
Acti-Com	Séance de formation « Écriture stratégique »	2 500 \$	Contrat conclu de gré à gré
AD HOC Solutions linguistiques inc.	Services de traduction des offres d’emploi des entreprises du français vers l’espagnol dans le cadre des Journées Québec en Amérique Latine	15 000 \$	Contrat conclu de gré à gré

Contractant	Description	Montant	Mode d'octroi
Association multi-ethnique pour l'intégration des personnes handicapées du Québec	Francisation à temps partiel auprès de groupes d'immigrantes et d'immigrants	3 268 \$	Contrat conclu de gré à gré
Association multi-ethnique pour l'intégration des personnes handicapées du Québec	Francisation à temps partiel auprès de groupes d'immigrantes et d'immigrants	3 268 \$	Contrat conclu de gré à gré
Association multi-ethnique pour l'intégration des personnes handicapées du Québec	Francisation à temps partiel auprès de groupes d'immigrantes et d'immigrants	3 040 \$	Contrat conclu de gré à gré
BCE inc.	Services Internet pour Rawdon	3 994 \$	Contrat conclu de gré à gré
Blouin, Claude	Services de président du comité d'audit interne du ministère	9 500 \$	Contrat conclu de gré à gré
Bouclier d'Athéna, services familiaux, Le	Francisation à temps complet auprès de groupes d'immigrantes et d'immigrants	5 730 \$	Contrat conclu de gré à gré
Brisson, Legris et associés inc.	Services de surveillance des participants lors de la passation de tests de français en ligne	6 000 \$	Contrat conclu de gré à gré
Carrefour d'intercultures de Laval	Service d'interprétariat et d'accompagnement aux immigrants	2 904 \$	Contrat conclu de gré à gré
Caseware Cloud Ltd	Services de soutien et d'entretien du logiciel d'analyse de données IDEA	1 300 \$	Contrat conclu de gré à gré
Centre Alpha le Tracé inc.	Francisation à temps partiel auprès de groupes d'immigrantes et d'immigrants	5 821 \$	Contrat conclu de gré à gré
Centre Alpha le Tracé inc.	Francisation à temps partiel auprès de groupes d'immigrantes et d'immigrants	8 872 \$	Contrat conclu de gré à gré
Centre Alpha le Tracé inc.	Francisation à temps partiel auprès de groupes d'immigrantes et d'immigrants	8 872 \$	Contrat conclu de gré à gré
Centre communautaire de loisir de la Côte-des-Neiges	Francisation à temps partiel auprès de groupes d'immigrantes et d'immigrants	17 190 \$	Contrat conclu de gré à gré
Centre communautaire des femmes sud-asiatique	Francisation à temps partiel auprès de groupes d'immigrantes et d'immigrants	2 865 \$	Contrat conclu de gré à gré
Centre communautaire des femmes sud-asiatique	Francisation à temps partiel auprès de groupes d'immigrantes et d'immigrants	8 595 \$	Contrat conclu de gré à gré
Centre communautaire Petit Espoir	Francisation à temps partiel auprès de groupes d'immigrantes et d'immigrants	7 640 \$	Contrat conclu de gré à gré
Centre de français L'Insulaire	Francisation à temps partiel auprès de groupes d'immigrantes et d'immigrants	17 340 \$	Contrat conclu de gré à gré

Contractant	Description	Montant	Mode d'octroi
Centre de français L'Insulaire	Francisation à temps partiel auprès de groupes d'immigrantes et d'immigrants	12 344 \$	Contrat conclu de gré à gré
Centre de français L'Insulaire	Francisation à temps partiel auprès de groupes d'immigrantes et d'immigrants	13 308 \$	Contrat conclu de gré à gré
Centre de la Communauté Sourde du Montréal Métropolitain	Francisation à temps partiel auprès de groupes d'immigrantes et d'immigrants	2 508 \$	Contrat conclu de gré à gré
Centre de la Communauté Sourde du Montréal Métropolitain	Francisation à temps partiel auprès de groupes d'immigrantes et d'immigrants	2 508 \$	Contrat conclu de gré à gré
Centre de la Communauté Sourde du Montréal Métropolitain	Francisation à temps partiel auprès de groupes d'immigrantes et d'immigrants	2 508 \$	Contrat conclu de gré à gré
Centre de la Communauté Sourde du Montréal Métropolitain	Francisation à temps partiel auprès de groupes d'immigrantes et immigrants	2 508 \$	Contrat conclu de gré à gré
Centre des femmes de Montréal	Sessions d'information aux nouveaux arrivants « Prévention et sensibilisation - Violence conjugale et familiale » et « Prévention et sensibilisation - Agressions sexuelles »	17 850 \$	Contrat conclu de gré à gré
Centre d'orientation et de formation favorisant les relations ethniques traditionnelles	Service d'interprétariat et d'accompagnement aux immigrants	1 749 \$	Contrat conclu de gré à gré
Centre multiethnique de Québec	Service d'interprétariat et d'accompagnement aux immigrants	14 388 \$	Contrat conclu de gré à gré
Centre pour l'innovation en audit international	Séance de formation sur « La conduite d'une mission en audit de conformité »	4 815 \$	Contrat conclu de gré à gré
Cloudmersive LLC	Abonnement annuel à la licence Cloudmersive (Un seul contractant possible en vertu d'un droit de propriété)	4 949 \$	Contrat conclu de gré à gré
CNW Group Ltd.	Abonnement aux services en ligne de veille Eureka	11 731 \$	Contrat conclu de gré à gré
CoachingOurselves International inc.	Abonnement à des séances de coaching	3 240 \$	Contrat conclu de gré à gré
Cogeco Connexion inc.	Services Internet pour Saint-Hyacinthe et Plessisville	6 649 \$	Contrat conclu de gré à gré
Cogeco Connexion inc.	Services Internet pour la Direction régionale de Trois-Rivières	3 244 \$	Contrat conclu de gré à gré
Concepts Logiques 4DI inc.	Services de soutien et d'entretien de la licence Biblionet	3 195 \$	Contrat conclu de gré à gré

Contractant	Description	Montant	Mode d'octroi
Consultation écogestion enr. (Laflamme, Roch)	Séances de formation sur la méthode d'évaluation des emplois de cadre (méthode Hay)	2 700 \$	Contrat conclu de gré à gré
Cyber 3D	Services de soutien et d'entretien et utilisation de licences Nagios	6 247 \$	Contrat par appel d'offres sur invitation
Dalcourt, Danielle	Services de révision linguistique et de correction d'épreuves de différents documents en français	15 000 \$	Contrat conclu de gré à gré
Défi Entreprise en santé	Inscription au Défi Entreprises en santé	1 165 \$	Contrat conclu de gré à gré
Duoson multimédia inc.	Services de location d'équipements pour un événement virtuel	1 500 \$	Contrat conclu de gré à gré
Électronique Microtech Canada inc.	Services d'entretien, de mise à jour et de réparation du système de gestion d'aire d'attente SGGDSA-WEB	1 970 \$	Contrat conclu de gré à gré
Énergie Mobilisation	Démarche de mobilisation visant à améliorer la performance de l'organisation	2 360 \$	Contrat conclu de gré à gré
ESI Technologies de l'information inc. (ESI Conseil inc.)	Abonnement annuel à la plateforme Pluralsight	8 745 \$	Contrat conclu de gré à gré
Gestion Georges Coulombe inc.	Services d'entretien ménager et divers travaux dans les locaux occupés de Notre-Dame et St-Jacques (Un seul contractant possible en vertu d'un droit de propriété)	24 000 \$	Contrat conclu de gré à gré
Gestion Saint-Laurent Angus inc.	Services d'entretien et de réparation dans les bureaux occupés au Carré Saint-Laurent (Un seul contractant possible en vertu d'un droit de propriété)	15 000 \$	Contrat conclu de gré à gré
Griffe d'Alpha, La	Francisation à temps partiel auprès de groupes d'immigrantes et d'immigrants	10 327 \$	Contrat conclu de gré à gré
Griffe d'Alpha, La	Francisation à temps partiel auprès de groupes d'immigrantes et d'immigrants	8 872 \$	Contrat conclu de gré à gré
Griffe d'Alpha, La	Francisation à temps partiel auprès de groupes d'immigrantes et d'immigrants	8 872 \$	Contrat conclu de gré à gré
IBM Canada limitée	Services de soutien et d'entretien pour une licence IBM SPSS (Un seul contractant possible en vertu d'un droit de propriété)	1 798 \$	Contrat conclu de gré à gré
Ici Intégration Communautaire des Immigrants	Francisation à temps partiel auprès de groupes d'immigrantes et d'immigrants	8 670 \$	Contrat conclu de gré à gré
Immersion Baie-des-Chaleurs inc.	Francisation à temps partiel auprès de groupes d'immigrantes et d'immigrants	7 393 \$	Contrat conclu de gré à gré
Immersion Baie-des-Chaleurs inc.	Francisation à temps partiel auprès de groupes d'immigrantes et d'immigrants	4 436 \$	Contrat conclu de gré à gré

Contractant	Description	Montant	Mode d'octroi
Immersion Baie-des-Chaleurs inc.	Francisation à temps partiel auprès de groupes d'immigrantes et d'immigrants	14 047 \$	Contrat conclu de gré à gré
Immigrant Québec	Location de deux kiosques au Salon de l'immigration et de l'intégration du Québec	4 800 \$	Contrat conclu de gré à gré
Immigrant Québec	Achat d'espace publicitaire dans le guide « Immigrer au Québec »	3 400 \$	Contrat conclu de gré à gré
Imperva	Abonnement annuel à la solution Imperva d'Incapsula	15 379 \$	Contrat conclu de gré à gré
Imprimerie Maxime inc.	Service d'impression des outils de communication en grand format	19 000 \$	Contrat conclu de gré à gré
Institut d'administration publique de Québec	Inscriptions au webinaire « Le leadership, plus qu'une question de compétence »	3 520 \$	Contrat conclu de gré à gré
Institut d'administration publique du Québec	Inscriptions au webinaire « Pénurie de main-d'œuvre : l'occasion de repenser le service public? »	1 080 \$	Contrat conclu de gré à gré
Irosoft inc.	Services de soutien pour 4 licences Arbortext Editor	1 020 \$	Contrat conclu de gré à gré
Irosoft inc.	Services de soutien et de formation pour les problèmes en production de Docuthèque en raison d'une panne survenue le 30 juin	1 950 \$	Contrat conclu de gré à gré
ITI	Services de soutien et d'entretien pour 6 licences F5 Big LP et 1 licence WA	12 231 \$	Contrat par appel d'offres sur invitation
ITI inc.	Services d'entretien et de soutien des licences F5 Big LP	4 061 \$	Contrat conclu de gré à gré
ITI Placement de ressources inc.	Services d'entretien et de soutien des Pares-Feux Cisco	1 774 \$	Contrat conclu de gré à gré
ITI Placement de ressources inc.	Services d'entretien et de support pour 3 licences F5 Big LP Premium	3 244 \$	Contrat conclu de gré à gré
Le CFO masqué	Inscriptions à « formation de base et avancée sur PowerBi »	1 500 \$	Contrat conclu de gré à gré
Maison Alpha ABC Côte-Nord	Francisation à temps partiel auprès de groupes d'immigrantes et d'immigrants	17 340 \$	Contrat conclu de gré à gré
Maison de la famille des Maskoutains	Francisation à temps partiel auprès de groupes d'immigrantes et d'immigrants	16 235 \$	Contrat conclu de gré à gré
Maison internationale de la Rive Sud inc.	Accueil des réfugiés afghans à Toronto	6 104 \$	Contrat conclu de gré à gré
Maison internationale de la Rive Sud inc.	Service d'interprétariat et d'accompagnement aux immigrants	6 160 \$	Contrat conclu de gré à gré

Contractant	Description	Montant	Mode d'octroi
Marquis Imprimeur inc.	Services pour le montage graphique du rapport annuel de gestion 2020-2021	2 900 \$	Contrat par appel d'offres sur invitation
Micro Logic Sainte-Foy ltée	Services de soutien pour la licence Radiator Pro Pack	1 917 \$	Contrat conclu de gré à gré
Micro Logic Sainte-Foy ltée	Services de soutien des commutateurs centraux Cisco	24 960 \$	Contrat par appel d'offres sur invitation
Microsoft Canada Inc.	Frais connexes reliés à la consommation SendGrid et des images Cognosys pour la Francisation en ligne (Un seul contractant possible en vertu d'un droit de propriété)	21 600 \$	Contrat conclu de gré à gré
Microsoft Canada Inc.	Abonnement à des licences Select Plus (Un seul contractant possible en vertu d'un droit de propriété)	4 666 \$	Contrat conclu de gré à gré
Monfet, Jean	Services de membre du comité d'audit interne du Ministère	6 400 \$	Contrat conclu de gré à gré
Mot d'excellence inc., Un	Services de traduction multilingue pour les langues secondaires	20 000 \$	Contrat par appel d'offres sur invitation
Mouvement Québécois de la Qualité	Inscriptions à la formation « Ceinture verte Lean Six sigma »	4 851 \$	Contrat conclu de gré à gré
National Speakers Bureau Inc.	Présentation virtuelle sur le pouvoir de la résilience lors d'événements dynamiques	12 500 \$	Contrat conclu de gré à gré
Natrix Technologies inc.	Services d'entretien et de mise à jour des équipements Web Security Barracuda 610 (Un seul contractant possible en vertu d'un droit de propriété)	18 090 \$	Contrat conclu de gré à gré
Natrix Technologies inc.	Service d'entretien et de mise à jour des équipements Web Security Gateway Barracuda (Un seul contractant possible en vertu d'un droit de propriété)	24 909 \$	Contrat conclu de gré à gré
Necando Solutions inc.	Inscription à la formation « IBM i2 Analyst's Notebook Niveau 1 »	1 995 \$	Contrat conclu de gré à gré
Observatoire québécois des inégalités	Réaliser une étude qui vise à approfondir et analyser les conséquences de la pandémie visant les personnes issues de l'immigration	20 000 \$	Contrat conclu de gré à gré
Option-travail	Séances de formation « Objectif Intégration (OI) - Aspects opérationnels et techniques destinée aux formateurs des organismes »	5 865 \$	Contrat conclu de gré à gré
Ordre des conseillers en ressources humaines et en relations industrielles agréés du Québec	Inscriptions à la formation « Printemps des priorités »	1 350 \$	Contrat conclu de gré à gré

Contractant	Description	Montant	Mode d'octroi
Petites-Mains	Francisation à temps partiel auprès de groupes d'immigrantes et d'immigrants	1 910 \$	Contrat conclu de gré à gré
PG solutions inc.	Services d'entretien et de soutien SyGED pour des licences illimitées (Un seul contractant possible en vertu d'un droit de propriété)	22 027 \$	Contrat conclu de gré à gré
Place Dupuis Fiducie Commerciale	Services d'entretien et de réparation des locaux occupés de Place Dupuis (Un seul contractant possible en vertu d'un droit de propriété)	15 000 \$	Contrat conclu de gré à gré
Pouvoir des mots Gaspé	Francisation à temps partiel auprès de groupes d'immigrants	21 642 \$	Contrat conclu de gré à gré
Pouvoir des mots Gaspé	Francisation à temps partiel auprès de groupes d'immigrantes et d'immigrants	5 646 \$	Contrat conclu de gré à gré
Pouvoir des mots Gaspé	Francisation à temps partiel auprès de groupes d'immigrantes et d'immigrants	15 996 \$	Contrat conclu de gré à gré
Pouvoir des mots Gaspé	Francisation à temps partiel auprès de groupes d'immigrantes et d'immigrants	16 265 \$	Contrat conclu de gré à gré
Projet d'Accueil et d'Intégration Solidaire	Francisation à temps partiel auprès de groupes d'immigrantes et d'immigrants	5 406 \$	Contrat conclu de gré à gré
Projet d'Accueil et d'Intégration Solidaire	Francisation à temps partiel auprès de groupes d'immigrantes et d'immigrants	5 914 \$	Contrat conclu de gré à gré
Projet d'Accueil et d'Intégration Solidaire	Francisation à temps partiel auprès de groupes d'immigrantes et d'immigrants	5 914 \$	Contrat conclu de gré à gré
Provençal, Fanny	Services de révision linguistique, de correction d'épreuves de différents documents en français provenant du MIFI	5 000 \$	Contrat conclu de gré à gré
Regroupement de réseaux en santé des personnes au travail	Licence d'utilisation de la trousse « Prévenir et désamorcer les situations relationnelles difficiles au travail »	3 701 \$	Contrat conclu de gré à gré
Regroupement de réseaux en santé des personnes au travail	Entente d'utilisation de la plateforme numérique de santé globale LifeSpeak	20 992 \$	Contrat conclu de gré à gré
Relais Expert-Conseil inc.	Services de soutien dans le cadre d'enquêtes administratives	15 500 \$	Contrat conclu de gré à gré
Sarobas	Services de graphisme pour la production de documents accessibles	1 170 \$	Contrat conclu de gré à gré
Service d'aide aux Néo-Canadiens [Sherbrooke] inc.	Accueil des réfugiés afghans à Toronto	7 052 \$	Contrat conclu de gré à gré
Service d'aide aux Néo-Canadiens [Sherbrooke] inc.	Service d'interprétariat et d'accompagnement aux immigrants	4 305 \$	Contrat conclu de gré à gré
Société en commandite transport de valeurs GARDA	Services de transport de valeurs	18 000 \$	Contrat conclu de gré à gré

Contractant	Description	Montant	Mode d'octroi
Société Parc-Auto du Québec inc. (SPAQ)	Droits de stationnement à Québec pour la ministre	3 937 \$	Contrat conclu de gré à gré
Société Parc-Auto du Québec inc. (SPAQ)	Droits de stationnement à Québec pour le Ministère	1 538 \$	Contrat conclu de gré à gré
Softchoice LP	Services de soutien des licences Quest Toad	11 205 \$	Contrat par appel d'offres sur invitation
Softchoice LP	Services de soutien pour les licences Antidote 10 Français	10 976 \$	Contrat par appel d'offres sur invitation
Softchoice LP	Abonnement annuel à 40 licences infonuagiques XMIND	2 760 \$	Contrat conclu de gré à gré
Softchoice LP	Services de soutien et d'entretien de 625 licences Snagit	2 856 \$	Contrat conclu de gré à gré
Softchoice LP	Abonnement à 5 licences ShareGate Desktop	14 358 \$	Contrat par appel d'offres sur invitation
Softchoice LP	Services de soutien et de mise à jour du logiciel Splunk Enterprise	19 700 \$	Contrat conclu de gré à gré
Sogetel inc.	Services Internet pour Lac-Etchemin	3 186 \$	Contrat conclu de gré à gré
Solid Caddgroup inc.	Abonnement à 5 licences infonuagiques Autocad	9 175 \$	Contrat par appel d'offres sur invitation
Solidarité ethnique régionale de la Yamaska	Francisation à temps complet auprès de groupes d'immigrantes et d'immigrants	10 381 \$	Contrat conclu de gré à gré
Solidarité ethnique régionale de la Yamaska	Service d'interprétariat et d'accompagnement aux immigrants	3 245 \$	Contrat conclu de gré à gré
Solutions informatiques Inso inc.	Abonnement aux services infonuagiques des produits de la suite Adobe	22 285 \$	Contrat par appel d'offres sur invitation
Solutions Outsidesoft inc., Les	Abonnement annuel à Simple Sondage (Un seul contractant possible en vertu d'un droit de propriété)	5 600 \$	Contrat conclu de gré à gré
Solutions Outsidesoft inc., Les	Abonnement au service Simple Sondage (Un seul contractant possible en vertu d'un droit de propriété)	1 200 \$	Contrat conclu de gré à gré
Solutions Swissnova global inc.	Inscription à la formation « Certification NOVA »	1 960 \$	Contrat conclu de gré à gré
Solutions Swissnova global inc.	Inscriptions à la formation « Certification NOVA »	3 920 \$	Contrat conclu de gré à gré

Contractant	Description	Montant	Mode d'octroi
Solutions Swissnova global inc.	Inscription à la formation « Certification NOVA »	3 920 \$	Contrat conclu de gré à gré
Solutions Swissnova global inc.	Inscription à la formation « Certification NOVA »	1 960 \$	Contrat conclu de gré à gré
SUSE Software Solutions Canada Ulc	Services de soutien et de mise à jour de Suse Linux Enterprise (Un seul contractant possible en vertu d'un droit de propriété)	19 859 \$	Contrat conclu de gré à gré
TAICEP	Inscription à une conférence virtuelle « The Association for International Credential Evaluation Professionals »	8 330 \$	Contrat conclu de gré à gré
TAICEP	Certification en évaluation des diplômes étrangers	8 819 \$	Contrat conclu de gré à gré
Technologia Formation	Séance de formation « Lire et retenir l'essentiel en moins de temps »	5 850 \$	Contrat conclu de gré à gré
Technologia Formation	Inscriptions à la formation « Gestion des services TI - Fondation avec examen »	2 850 \$	Contrat conclu de gré à gré
Thibeault, Sandra	Francisation à temps partiel auprès de groupes d'immigrantes et d'immigrants	8 872 \$	Contrat conclu de gré à gré
Thibeault, Sandra	Francisation à temps partiel auprès de groupes d'immigrantes et d'immigrants	1 940 \$	Contrat conclu de gré à gré
Tyco Feu et Sécurité Intégrés Canada Inc.	Services de mise à jour du logiciel et contrôleur des cartes d'accès Tyco Simplex dans les différentes places d'affaires du MIFI (excepté CSL) (Un seul contractant possible en vertu d'un droit de propriété)	9 900 \$	Contrat conclu de gré à gré
Ubitrak	Services pour la certification Complet PCI-DSS	4 796 \$	Contrat conclu de gré à gré
Unisson conférences inc.	Conférence sur la mobilisation pour la rencontre d'équipe de la Direction régionale de Montréal	1 000 \$	Contrat conclu de gré à gré
Vidéotron ltée	Services de télédiffusion au Carré Saint-Laurent	3 264 \$	Contrat conclu de gré à gré
Vidéotron ltée	Services Internet au Carré Saint-Laurent	1 500 \$	Contrat conclu de gré à gré
Vidéotron ltée	Services Internet au bureau du sous-ministre à Québec	1 700 \$	Contrat conclu de gré à gré
Wilhelmy, Diane	Services de membre externe du comité d'audit	6 400 \$	Contrat conclu de gré à gré

Pour les contrats de plus de 25 000 \$, l'information se trouve aux engagements financiers qui feront l'objet d'une étude particulière par la Commission de l'administration publique et ces informations sont aussi disponibles sur le système électronique d'appel d'offres du gouvernement du Québec : <https://seao.ca/>.

RG7. Liste détaillée de tous les appels d’offres publics du ministère ou de l’organisme, en indiquant :

- a) la liste des soumissions et le montant de chacune;
- b) la grille d’évaluation des soumissions;
- c) la justification du choix du soumissionnaire retenu et la justification de ce choix;
- d) le délai entre la publication de l’appel d’offres et l’octroi du contrat;
- e) le cas échéant, les appels d’offres annulés en cours de route et la raison de l’annulation.

Description de l’appel d’offres	Soumissionnaires		Montant des soumissions
Meubles et électroménagers pour les réfugiés pris en charge par l’État Appel d’offres annulé : Aucune soumission conforme	Groupe 1-A	Entrepôt de Brick SEC	
		Flash Décor	
	Groupe 1-B	Entrepôt de Brick SEC	
	Groupe 2	Flash Décor	
		9300-8704 QC inc	
		Entrepôt de Brick SEC	
	Groupe 3	Flash Décor	
		Entrepôt de Brick SEC	
Meubles et électroménagers pour les réfugiés pris en charge par l’État	Groupe 1	The Brick Warehouse LP*	888 507 \$
		Flash Décor Inc.	1 046 523 \$
	Groupe 2	The Brick Warehouse LP*	214 473 \$
		Flash Décor Inc.	247 509 \$
		1857-4665 Québec Inc.	290 931 \$
	Groupe 3	The Brick Warehouse LP*	1 792 245 \$
		Flash Décor Inc.	2 110 941 \$
		9300-8704 Québec inc.	2 115 675 \$
		Jean Charpentier Inc.	3 993 075 \$
	Groupe 4	The Brick Warehouse LP*	1 546 011 \$
		4461789 Canada Inc	1 796 144 \$
		Flash Décor Inc.	1 827 573 \$
Jetons matériels Appel d’offres annulé : aucune soumission reçue.			

* Adjudicataire du contrat

L’information fournie en réponse à cette question est incluse dans les informations diffusées sur le système électronique d’appel d’offres du Gouvernement du Québec : <https://www.seao.ca/>.

RG8. Pour chaque ministère et organisme (y compris les agences, sociétés d'État, établissements, bureaux, organismes de l'état, comités, conseils, etc.), fournir pour 2021-2022 :

- a) liste de toutes les ressources œuvrant au sein d'un ministère ou d'un organisme et qui ne sont pas des employés du gouvernement;
- b) le total des coûts reliés à ces consultants, ventilé par catégories (incluant la masse salariale);
- c) le sommaire de tout contrat octroyé pour l'embauche de ces consultants;
- d) le nom de chaque consultant et la firme par laquelle il est employé;
- e) une description de son mandat;
- f) la date de début de son contrat;
- g) la date prévue de fin de son contrat;
- h) sa rémunération annuelle.

Les informations relatives aux contrats octroyés à des firmes externes sont disponibles sur le système électronique d'appel d'offres du gouvernement du Québec : <https://www.seao.ca/> et les engagements financiers de 25 000 \$ et plus feront l'objet d'une étude particulière par la Commission de l'administration publique.

RG9. Pour chaque projet de développement informatique ou de modernisation des systèmes informatiques initié pour l'exercice financier 2021-2022, au sein du ministère ou d'un organisme, d'une société ou d'une entreprise relevant du ministère, indiquer :

- a) le nom du projet;
 - b) la nature du projet;
 - c) l'échéancier initial (et revu s'il y a lieu);
 - d) le montant initialement prévu pour l'ensemble du projet;
 - e) les plus récentes évaluations du coût du projet;
 - f) les coûts engendrés jusqu'à maintenant par le projet, au total et ventilés par année financière;
 - g) l'estimation des coûts restant à déboursier pour compléter la réalisation du projet;
 - h) les firmes ou OSBL associés au développement du projet, incluant tous les sous-traitants associés au projet, les sommes qui leur ont été versées jusqu'à ce jour, le détail de tout contrat octroyé en précisant le mode d'octroi, le montant et les dates;
 - i) le pourcentage de réalisation jusqu'à ce jour;
 - j) le nombre d'employés (ETC) affectés à ce projet;
 - k) le nombre de consultants externes intégrés ou œuvrant au sein du ministère ou d'un organisme, d'une société ou d'une entreprise relevant du ministère :
 - la valeur totale et ventilée des contrats ou ententes entre le ministère ou l'organisme et les firmes externes pour ces consultants;
 - l) indiquer si l'étude d'opportunité évaluant les possibilités qu'offre le logiciel libre a été réalisée, comme l'exige la Politique-cadre sur la gestion des ressources informationnelles des organismes publics;
 - m) nombre et liste des pénalités appliquées à des sous-traitants dans le domaine des TI en 2020-2021.
-

Les sous-questions c), e), g), h), j), k) ne sont pas pertinentes à l'étude des crédits.

Quant aux sous-questions a), b), d), f), i) et l), l'information sur les projets informatiques de plus de 100 000 \$ est disponible sur le site Internet du Tableau de bord en ressources informationnelles à l'adresse suivante :

<https://www.tableaubordprojetsri.gouv.qc.ca/tableau-de-bord/>.

m) Pour les projets initiés en 2021-2022, aucune pénalité n'a été appliquée aux projets de développement en infonuagique.

RG10. De façon séparée et distincte, pour le cabinet ministériel et le bureau de circonscription, pour la Direction générale du ministère (bureau du sous-ministre, des sous-ministres adjoints et associés) et pour les organismes sous l'autorité du ministre, le montant, pour 2021-2022, ventilé par mois, de chacune des dépenses suivantes :

- a) la photocopie;
- b) le mobilier de bureau;
- c) l'ameublement;
- d) la décoration et l'embellissement;
- e) le distributeur d'eau de source;
- f) le remboursement des frais de transport;
- g) le remboursement des frais d'hébergement;
- h) le remboursement des frais de repas;
- i) le remboursement des frais d'alcool et de fêtes;
- j) l'ensemble des dépenses applicables à la participation à des congrès, des colloques et toute session de type perfectionnement ou ressourcement :
 - I. a) au Québec;
 - II. b) à l'extérieur du Québec.

Selon les données et factures disponibles en date du 28 février 2022

A) PHOTOCOPIE ET IMPRESSION	
Appareils multifonctions et papier	4 363,51 \$
B) MOBILIER DE BUREAU	0 \$
C) AMEUBLEMENT	0 \$
D) DÉCORATION ET EMBELLISSEMENT	0 \$
E) DISTRIBUTEUR D'EAU DE SOURCE	0 \$
F) REMBOURSEMENT DES FRAIS DE TRANSPORT	28 365,93 \$
N.B. : les frais de transport comprennent les frais réclamés sur les comptes de frais de voyages (incluant ceux à l'extérieur du Québec) ainsi que tous les frais généraux tels autobus, taxis, locations de véhicules, etc.	
G) REMBOURSEMENT DES FRAIS D'HÉBERGEMENT	43 534,17 \$
N.B. : les frais d'hébergement comprennent les frais au Québec et à l'extérieur du Québec.	
H) REMBOURSEMENT DES FRAIS DE REPAS	14 352,59 \$
N.B. : les frais de repas comprennent les frais au Québec et à l'extérieur du Québec.	

I) REMBOURSEMENT DES FRAIS D’ALCOOL ET DE FÊTES **0 \$**

**J) ENSEMBLE DES DÉPENSES APPLICABLES À LA PARTICIPATION
À DES CONGRÈS, DES COLLOQUES ET TOUTE SESSION DE TYPE
PERFECTIONNEMENT OU RESSOURCEMENT**

a. Au Québec	1 311,45 \$
b. À l’extérieur du Québec	0 \$

N.B. : Les dépenses comprennent les frais de transport, d’hébergement, de repas ainsi que le coût des congrès, des colloques et de toutes sessions de type perfectionnement ou ressourcement.

Les coûts reliés aux bureaux de circonscription sont régis par le Règlement sur les allocations aux députés et aux titulaires de cabinets et sur les sommes versées à des fins de recherche et de soutien de l’Assemblée nationale.

RG11. De façon séparée et distincte, pour le cabinet ministériel, pour la Direction générale du ministère (bureau du sous-ministre, des sous-ministres adjoints et associés) et pour les organismes sous l'autorité du ministre, le montant pour 2021-2022, ventilé par mois, de chaque dépense reliée à la téléphonie :

- a) le nombre de téléphones cellulaires utilisés, ainsi que la marque et le modèle de chaque appareil;
- b) le nombre de tablettes électroniques utilisées ainsi que la marque et le modèle de chaque appareil;
- c) les coûts d'acquisition des appareils;
- d) le coût d'utilisation des appareils;
- e) le coût des contrats téléphoniques;
- f) les noms des fournisseurs;
- g) le nombre de minutes utilisées;
- h) le coût des frais d'itinérance et la proportion de ceux-ci qui ont été assumés respectivement par le cabinet, le ministère ou l'organisme;
- i) le coût lié aux dépassements des forfaits de données et la proportion de ceux-ci qui ont été assumés respectivement par le cabinet, le ministère ou l'organisme ;
- j) les coûts de résiliation, s'il y a lieu;
- k) le nombre d'ordinateurs portables utilisés ainsi que la marque et le modèle de chaque appareil.

Les sous-questions a), b) g) et k) ne sont pas pertinentes à l'étude des crédits.

L'information fournie en réponse aux sous-questions c), d), e) et f) est incluse dans les informations diffusées sur une base trimestrielle sur le site Internet du ministère en vertu du Règlement sur la diffusion d'information et sur la protection des renseignements personnels (art. 4 paragraphe 25).

Site Internet :
<http://www.mifi.gouv.qc.ca/fr/ministere/acces-protection-info/diffusion-depenses.html>

Les données sont au 28 février 2022.

h) Coût des frais d'itinérance	0,00 \$
i) Coût lié aux dépassements des forfaits de données	0,00 \$
j) Coût de résiliation des contrats	0,00 \$
Remboursement (en moins)	0,00 \$
Total pour l'année 2021-2022	0,00 \$

RG12a. Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) pour l'année 2021-2022 ainsi que les prévisions pour 2022-2023 :

- a) le nombre et la répartition, par tranches d'âge, du personnel masculin et féminin, des personnes handicapées, anglophones, autochtones et des communautés culturelles pour chaque catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.) de 35 ans et plus.
-

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor.

RG12b. Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) pour l'année 2021-2022 ainsi que les prévisions pour 2022-2023 :

- b) le nombre et la répartition, par tranches d'âge, du personnel masculin et féminin, des personnes handicapées, anglophones, autochtones et des communautés culturelles pour chaque catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.) de 35 ans et moins.
-

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor.

RG12c. Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) pour l'année 2021-2022 ainsi que les prévisions pour 2022-2023 :

c) le nombre total de jours de maladie pris par le personnel.

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor.

RG12d. Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) pour l'année 2021-2022 ainsi que les prévisions pour 2022-2023 :

- d) le nombre de personnes ayant dans leur réserve de congé de maladie moins de 10 jours, de 10 à 50 jours, de 50 à 100 jours et 100 jours et plus, et leur valeur estimée, par catégorie d'emploi.
-

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor.

RG12e. Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) pour l'année 2021-2022 ainsi que les prévisions pour 2022-2023 :

- e) le nombre d'heures supplémentaires travaillées par le personnel et la répartition de la rémunération de ces heures supplémentaires (argent, vacances, etc.) :
 - le coût moyen par employé, selon la classe de travail.
-

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor.

RG12f. Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) pour l'année 2021-2022 ainsi que les prévisions pour 2022-2023 :

f) le nombre total de jours de vacances pris par le personnel.

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor.

RG12g. Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l’éducation) pour l’année 2021-2022 ainsi que les prévisions pour 2022-2023 :

- g) le nombre de personnes ayant dans leur réserve de jours de vacances moins de 10 jours, de 10 à 50 jours, de 50 à 100 jours et 100 jours et plus, et leur valeur estimée, par catégorie d’emploi.
-

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor.

RG12h. Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) pour l'année 2021-2022 ainsi que les prévisions pour 2022-2023 :

- i) le nombre de personnes et la répartition par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, contractuels, etc.) qui reçoivent une rémunération du ministère ou d'un organisme relevant du ministère, et qui reçoivent également une prestation de retraite d'un régime de retraite du secteur public, parapublic ou des réseaux de la santé et de l'éducation, soit les commissions scolaires, les cégeps, les établissements universitaires, les agences régionales et les établissements hospitaliers.
-

En ce qui a trait à l'information recherchée concernant la liste du personnel, par catégorie d'emploi, qui reçoit une rémunération et une prestation de retraite d'un régime de retraite, nous vous informons que ces renseignements renferment des renseignements personnels confidentiels au sens de l'article 54 de la Loi sur l'accès.

Le paragraphe 1° de l'article 53 ainsi que le premier alinéa de l'article 59 de cette loi nous obligent à refuser de donner accès à ces renseignements. Par ailleurs, l'amalgame des renseignements recherchés n'a pas un caractère public conformément à l'article 57 de la Loi sur l'accès.

RG12i. Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) pour l'année 2021-2022 ainsi que les prévisions pour 2022-2023 :

- j) l'évolution des effectifs réguliers par catégorie d'emploi (cadres supérieurs et intermédiaires, professionnels, techniciens, personnel de bureau, ouvriers et agents de la paix, etc.) et par leur territoire habituel de travail (centre principal de direction et chacune des régions).
-

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor.

RG12j. Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) pour l'année 2021-2022 ainsi que les prévisions pour 2022-2023 :

k) l'évolution du nombre d'employés bénéficiant d'un traitement additionnel en raison de la complexité de la tâche à accomplir;

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor.

RG12k. Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) pour l'année 2021-2022 ainsi que les prévisions pour 2022-2023 :

l) le nombre d'employés bénéficiant d'un traitement supérieur à celui normalement prévu pour la tâche qu'ils ont accomplie;

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor.

RG121. Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l’éducation) pour l’année 2021-2022 ainsi que les prévisions pour 2022-2023 :

m) le nombre de postes par catégories d’emploi et par leur territoire habituel de travail (le centre principal de direction et chacune des régions).

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor.

RG12m. Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) pour les trois dernières années ainsi que les prévisions pour 2022-2023 :

n) le niveau des effectifs pour chacune des catégories d'emploi pour chacun des cinq prochains exercices budgétaires.

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor.

RG12n. Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) pour l'année 2021-2022 ainsi que les prévisions pour 2022-2023 :

o) le nombre d'employés permanents et temporaires.

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor.

RG12o. Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l’éducation) pour l’année 2021-2022 ainsi que les prévisions pour 2022-2023 :

p) le nombre de départs volontaires, ventilé par raisons du départ.

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor.

RG12p. Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) pour l'année 2021-2022 ainsi que les prévisions pour 2022-2023 :

q) le nombre de postes abolis ventilé par corps d'emploi;

Aucun poste n'a été aboli pour l'année 2021-2022.

RG12q. Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) pour l'année 2021-2022 ainsi que les prévisions pour 2022-2023 :

r) L'effectif autorisé par le SCT en vertu de la loi 15 sur le contrôle des effectifs.

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor.

RG12r. Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) pour l'année 2021-2022 ainsi que les prévisions pour 2022-2023 :

s) le nombre de postes vacants et le nombre d'ETC non comblés, ventilé par région.

Le volume de main-d'œuvre est mesuré en heures rémunérées depuis l'exercice financier 2016-2017. La notion d'effectif régulier autorisé n'est donc plus utilisée rendant non pertinentes les données concernant les postes vacants.

RG13a. Pour chaque ministère et organismes, par direction, pour l’année 2021-2022 et les prévisions pour l’année 2022-2023 de :

a) le nombre de départs à la retraite, incluant le total et la ventilation des indemnités versées ou estimées.

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor.

RG13b. Pour chaque ministère et organismes, par direction, pour l’année 2021-2022 et les prévisions pour l’année 2022-2023 de :

b) le nombre de remplacements effectués en application du plus récent plan de gestion des ressources humaines.

Le nombre de remplacements effectués en application du Plan de gestion des ressources humaines : ce plan n’est plus en vigueur.

RG13c. Pour chaque ministère et organismes, par direction, pour l’année 2021-2022 et les prévisions pour l’année 2022-2023 de :

d) le nombre de retraités de la fonction publique ou parapublique engagés pour un ou des contrats.

Le nombre de retraités de la fonction publique ou parapublique engagés pour un ou des contrats est de 38. De ce nombre, 27 personnes occupent les fonctions de professeures et professeurs de français.

Source : Rapport SAGIR – Étude des crédits – Retraités engagés sur un contrat – Données au 28 février 2022, extrait le 4 mars 2022.

RG14. Liste des baux pour les espaces occupés par les ministères et organismes en 2021-2022 en indiquant pour chacun d’eux :

- a) l’emplacement de la location;
- b) la superficie totale pour chaque local loué;
- c) la superficie totale réellement occupée;
- d) la superficie inoccupée;
- e) le coût de location au mètre carré;
- f) le coût total de ladite location;
- g) les coûts d’aménagement, de rénovations réalisées depuis le 1^{er} avril 2018, la nature des travaux et le ou les bureaux visés;
- h) la durée du bail;
- i) propriétaire de l’espace loué;
- j) les noms des sous-locataires et les revenus liés à des sous-locations, le cas échéant;
- k) s’il s’agit d’un renouvellement de bail ou d’un bail concernant une nouvelle adresse;
- l) en cas de résiliation de bail en cours d’année, les coûts de résiliation.

Selon la facturation disponible au 28 février 2022.

Emplacement Adresse	Nom du propriétaire	Superficie locative en m²	Coût au 28 février 2022 (\$)	Durée du bail ou entente d’occupation (date début / date fin)	Coût des aménage- ments 2021-2022 (\$)	Remarque
Alma 725, rue Harvey	SQI	32,44	4 715,45 \$	2021-04-01	0	Partagé avec MTESS
				N/A		
Amos 262, 1 ^{re} avenue	MM. Marc et Michel Larochelle	20,95	4 310,72 \$	2021-04-01	0	Partagé avec MTESS
				2027-01-11		
Baie-Comeau 625, boulevard Laflèche	Société en commandite Laflèche	32,92	6 547,30 \$	2021-04-01	0	Partagé avec MTESS
				2025-06-14		
Baie-St-Paul 915, boul. Msgr. -de-Laval	Lévesque Capital Inc.	17,21	3 209,26 \$	2021-04-01	0	Partagé avec MTESS
				2024-03-31		
Bécancour 1300, Port-Royal	Société en commandite de la Rive	23,14	4 689,13 \$	2021-04-01	0	Partagé avec MTESS
				2022-03-31		
Beloeil 515, Boulevard Sir-Wilfrid- Laurier	Gestion A. Godin Inc.	192,71	45 059,30 \$	2021-04-01	0	Partagé avec MTESS
				2022-03-31		
Brossard 1, Rue de la Place-du- Commerce	Société de portefeuille imm. GE DR Québec Inc.	35,53	6 952,89 \$	2021-04-01	0	Partagé avec MTESS
				2025-09-30		
Carleton-sur- Mer 314-A, boulevard Perron	Malloi Construction Inc.	29,65	5 704,98 \$	2021-04-01	0	Partagé avec MTESS
				2024-07-31		
Châteauguay 180, Boulevard D’Anjou	9425-5718 Québec Inc.	30,01	4 350,28 \$	2021-04-01	0	Partagé avec MTESS
				2031-01-31		
Chibougamau 129, Rue des Forces Armées	BMT Enr.	16,37	3 570,37 \$	2021-04-01	0	Partagé avec MTESS
				2027-09-30		

Emplacement Adresse	Nom du propriétaire	Superficie locative en m²	Coût au 28 février 2022 (\$)	Durée du bail ou entente d’occupation (date début / date fin)	Coût des aménage- ments 2021-2022 (\$)	Remarque
Dolbeau- Mistassini 1500, des Érables	9321-6596 Québec Inc.	33,04	6 158,45 \$	2021-04-01	0	Partagé avec MTESS
				2024-05-31		
Dorval 975, Boulevard Roméo-Vachon	Aéroports de Montréal	295,6	115 962,93 \$	2021-04-01	0	
				2020-12-31 Entente en négociation avec le fédéral		
Drummondville 1680, Boulevard Saint-Joseph	SQI	18,2	2 586,88 \$	2021-04-01	0	Partagé avec MTESS
				N/A		
Drummondville 309, Rue Brock	SQI	40,26	7 882,38 \$	2021-04-01	0	Partagé avec MTESS
				N/A		
Gaspé 11, Rue de la Cathédrale	HABITAT HONGUED O INC.	10,89	2 609,97 \$	2021-04-01	0	Partagé avec MTESS
				2026-06-30		
Gaspé 96, Montée Sandy Beach	SQI	30,98	7 557,88 \$	2021-04-01	0	Partagé avec MTESS
				N/A		
Gatineau 170, Rue de l’Hôtel-de-Ville	SQI	214,56	46 852,16 \$	2021-04-01	0	Partagé avec MTESS
				N/A		
Gatineau 456, boul.de l’Hôpital	Développem ents M.V.	32,48	7 275,44 \$	2021-04-01	0	Partagé avec MTESS
				2022-03-31		
Granby 77, Rue Principale	SQI	38,4	5 648,30 \$	2021-04-01	0	Partagé avec MTESS
				N/A		
Joliette 409, Rue Notre- Dame	SQI	68,15	11 808,17 \$	2021-04-01	0	Partagé avec MTESS
				N/A		
La Sarre 655, 2e rue	Les immeubles Norbi inc.	28,98	4 281,24 \$	2021-04-01	0	Partagé avec MTESS
				2022-11-11		
La Tuque 445, rue Lacroix	SQI	50,72	7 492,76 \$	2021-04-01	0	Partagé avec MTESS
				N/A		
Lac Mégantic 5535, rue Papineau	9329-9733 Québec Inc.	42	11 620,24 \$	2021-04-01	0	Partagé avec MTESS
				2027-11-12		
Laval 1438, Daniel- Johnston	161161 Canada inc.	98,24	23 293,55 \$	2021-04-01	0	Partagé avec MTESS
				2027-07-31		
Laval 1-5, place Laval	Fonds de Placement Immobilier Cominar	856,7	201 563,34 \$	2021-04-01	19 515,65 \$	
				2025-05-31		
Lévis 1205, Guillaume- Couture	Healthcare Properties Holdings Ltd	57,19	13 218,73 \$	2021-04-01	0	Partagé avec MTESS
				2024-11-30		

Emplacement Adresse	Nom du propriétaire	Superficie locative en m ²	Coût au 28 février 2022 (\$)	Durée du bail ou entente d'occupation (date début / date fin)	Coût des aménage- ments 2021-2022 (\$)	Remarque
Lévis 5130, Guillaume- Couture	Hydro- Québec	5,83	1 136,27 \$	2021-04-01	0	Partagé avec MTESS
				2025-02-14		
Longueuil 101, boulevard Roland-Therrien	Édifice 101 Roland- Therrien Inc.	265,46	72 039,96 \$	2021-04-01	8 807,04 \$	Partagé avec OQLF
				2024-07-18		
Longueuil 2877, Chemin de Chambly	Société en Commandite s Immeubles Marché PDO	64,61	16 580,30 \$	2021-04-01	0	Partagé avec MTESS
				2024-11-13		
Magog 1700, Sherbrooke	Canadian Austin Group Holding ULC	13,94	2 148,53 \$	2021-04-01	0	Partagé avec MTESS
				2024-02-27		
Maniwaki 100, rue Principale	3544052 Canada inc.	47,61	9 394,80 \$	2021-04-01	0	Partagé avec MTESS
				2022-03-31		
Matane 750, av. du Phare	Société immobilière GP inc.	21,15	3 934,37 \$	2021-04-01	0	Partagé avec MTESS
				2025-11-30		
Mont-Laurier 585, rue Hébert	150608 Canada inc.	60,82	8 028,71 \$	2021-04-01	0	Partagé avec MTESS
				2026-08-31		
Montmagny 116, St-Jean- Baptiste	Gestion Gilles Dubé Inc.	19,05	2 969,78 \$	2021-04-01	0	Partagé avec MTESS
				2022-03-31		
Montréal 1000, rue Saint- Antoine (Rétrocédé)	Point Zéro (9056-6316 Québec Inc.)	291,83	2 319,72 \$	2020-05-01	0	Rétroces- sion est le 31 mars 2021.
				2021-03-31		
Montréal 10520, boulevard de l'Acadie	9131-4609 Québec Inc.	108,93	24 771,91 \$	2021-04-01	0	Partagé avec MTESS
				2022-03-31		
Montréal 1200, boulevard Saint-Laurent	Société de développeme nt Angus	14 000	7 033 094,74 \$	2021-04-01	1 040 563, 41 \$	
				2044-12-31		
Montréal 1260, boul. Ste- Catherine	9176-2625 Québec Inc.	90,09	20 065,11 \$	2021-04-01	0	Partagé avec MTESS
				2025-04-30		
Montréal 276, rue Saint- Jacques	Gestion Georges Coulombe	4 983,01	1 242 277,10 \$	2021-04-01	38 060,11 \$	
				2023-12-31		
Montréal 360, rue Saint- Jacques	Gestion Georges Coulombe	3728,71	951 844,36 \$	2021-04-01	0	
				2023-03-31		
Montréal 6900, boul, Décarie, 3e étage	Soc. en comm. Centre commercial Carré Décarie	347,42	63 955,48 \$	2021-04-01	0	Partagé avec MTESS
				2022-08-31		

Emplacement Adresse	Nom du propriétaire	Superficie locative en m²	Coût au 28 février 2022 (\$)	Durée du bail ou entente d’occupation (date début / date fin)	Coût des aménage- ments 2021-2022 (\$)	Remarque
Montréal 800, boulevard de Maisonneuve	Place Dupuis Commercial Trust	2 118,34	602 670,39 \$	2021-04-01	0	
				2024-12-31		
Montréal 5377, chemin de la Côte-De- Liesse	Développem ent Olymbec Inc.	534,53	48 008,59 \$	2021-04-01	0	Partagé avec MTESS
				2025-10-31		
Montréal 8257, boulevard Langelier	9169-5247 Québec Inc	82,07	17 120,85 \$	2021-04-01	0	Partagé avec MTESS
				2022-06-30		
Pointe-Claire 1000, boulevard Saint-Jean	COMINAR	21,7	5 490,99 \$	2021-04-01	0	Partagé avec MTESS
				2022-03-31		
Québec 400, boul.Jean Lesage	Édifice Les Façades inc.	412,04	79 905,12 \$	2021-04-01	0	Partagé avec MTESS
				2025-10-31		
Québec 525, boulevard René-Lévesque	LA SOCIETE BON- PASTEUR ENR.	173,52	48 920,82 \$	2021-04-01	0	2021-12- 01 : Rétroces- sion du bail au MRIF.
				2021-12-01		
Québec 888, St-Jean	Cominiar 1 LP	788,44	185 391,91 \$	2021-04-01	37 608,12 \$	Partagé avec MTESS
				2024-11-30		
Repentigny 155, rue Notre- Dame	Cogir / Repentigny, Société en commandite	29,82	6 937,05 \$	2021-04-01	0	Partagé avec MTESS
				2025-01-31		
Richmond 745, rue Gouin	Ville de Richmond	48,75	7 036,14 \$	2021-04-01	0	Partagé avec MTESS
				2022-03-31		
Rimouski 287, Rue Pierre- Saindon	Société immobilière GP inc.	11,31	2 473,89 \$	2021-04-01	0	Partagé avec MTESS
				2022-05-31		
Rimouski 337, rue Moreault	SQI	25,81	9 729,24 \$	2021-04-01	0	Partagé avec MTESS
				N/A		
Rivière-du- Loup 385, Rue Lafontaine	Les Galeries Lafontaine (Fiducie S.J.F.)	45,2	6 244,55 \$	2021-04-01	0	Partagé avec MTESS
				2022-10-31		
Roberval 755, Boulevard Saint-Joseph	Société en commandite plaza Roberval enr.	66,24	14 433,76 \$	2021-04-01	0	Partagé avec MTESS
				2023-10-31		
Rouyn-Noranda 180, boulevard Rideau	SQI	29,67	7 478,80 \$	2021-04-01	0	Partagé avec MTESS
				N/A		
Rouyn-Noranda 189, Avenue Murdoch	GESTION P. DIONNE INC.	40,6	7 122,14 \$	2021-04-01	0	Partagé avec MTESS
				2024-05-27		

Emplacement Adresse	Nom du propriétaire	Superficie locative en m²	Coût au 28 février 2022 (\$)	Durée du bail ou entente d’occupation (date début / date fin)	Coût des aménagement s 2021-2022 (\$)	Remarque
Saguenay 204, Rue des Oblats	Commission scolaire des Rives-du- Saguenay	29,62	1 658,31 \$	2021-04-01	0	Partagé avec MTESS
				2024-03-31		
Saguenay 245, rue Riverin	Place-Haute- Ville Chicoutimi Inc.	28,96	5 933,96 \$	2021-04-01	0	Partagé avec MTESS
				2029-05-31		
Saguenay 3885, boul. Harvey	Barrasso, Vincenzo	27,8	4 746,09 \$	2021-04-01	0	Partagé avec MTESS
				2022-03-31		
Saint-Constant 126, rue St- Pierre	Les immeubles Roger Dorais inc.	30,46	6 296,52 \$	2021-04-01	0	Partagé avec MTESS
				2023-02-28		
Sainte-Agathe- des-Monts 1, rue Raymond	9200-2229 Québec Inc.	55,82	10 006,49 \$	2021-04-01	0	Partagé avec MTESS
				2025-08-31		
Sainte-Marie 1037, boulevard Vachon	Immoparc Inc.	23,93	5 318,78 \$	2021-04-01	0	Partagé avec MTESS
				2025-07-31		
Sainte-Thérèse 100, boul.Ducharme	Ville de Ste- Thérèse	31,02	6 822,34 \$	2021-04-01	0	Partagé avec MTESS
				2022-12-06		
Saint-Eustache 367, boul. Arthur-Sauvé	Complexe Place St- Eustache Inc.	90,71	16 284,96 \$	2021-04-01	0	Partagé avec MTESS
				2022-06-03		
Saint-Georges 11500, 1 ^{ère} Avenue	Espacium Société immobilière	35,07	6 507,87 \$	2021-04-01	0	Partagé avec MTESS
				2024-07-31		
Saint-Hyacinthe 3100, boul. Laframboise	Beauward Immobilier inc.	28,51	5 567,80 \$	2021-04-01	0	Partagé avec MTESS
				2023-03-04		
Saint-Jean-sur- Richelieu 315, rue MacDonald	BTB Fiducie d’acquisition s et d’exploitatio n	71,41	11 262,03 \$	2021-04-01	0	
				2024-11-25		
Saint-Jérôme 275, rue Latour	Groupe LBP Immobilier inc.	28,41	4 819,97 \$	2021-04-01	0	Partagé avec MTESS
				2032-03-31		
Salaberry-de- Valleyfield 63A, rue Champlain	7329911 Canada inc.	22,06	4 476,01 \$	2021-04-01	0	Partagé avec MTESS
				2024-03-31		
Sept-Îles 456, avenue Arnaud	9074-9656 Québec inc.	43,88	8 062,59 \$	2021-04-01	0	Partagé avec MTESS
				2025-12-31		
Shawinigan 212, 6e Rue de la Pointe	SQI	51,71	7 760,62 \$	2021-04-01	0	Partagé avec MTESS
				N/A		
Sherbrooke 70, rue King	François Poirier et Alain Dion	125,9	22 085,27 \$	2021-04-01	0	Partagé avec MTESS
				2024-03-31		

Emplacement Adresse	Nom du propriétaire	Superficie locative en m ²	Coût au 28 février 2022 (\$)	Durée du bail ou entente d'occupation (date début / date fin)	Coût des aménagement- s 2021-2022 (\$)	Remarque
Sorel-Tracy 375, boul. Fiset	9084-0489 Québec inc.	32,2	7 042,64 \$	2021-04-01	0	Partagé avec MTESS
				2022-03-31		
Terrebonne 1590, ch. Gascon	9065-9178 Québec inc.	52,09	10 527,51 \$	2021-04-01	0	Partagé avec MTESS
				2022-09-23		
Thetford Mines 693, rue Saint- Alphonse	SQI	28,09	4 072,33 \$	2021-04-01	0	Partagé avec MTESS
				N/A		
Trois-Rivières 100, rue Laviolette	SQI	63,05	0 \$	2022-01-01	0	Nouvelle entente d'occupati on.
				2022-12-31		
Trois-Rivières 225, rue des Forges	Développem ent Olymbec Inc.	51,41	8 202,47 \$	2021-04-01	0	Partagé avec MTESS
				2026-10-31		
Val-D'Or 186, avenue Perrault	9212-3835 Québec Inc.	107,09	1 819,76 \$	2021-04-01	0	Partagé avec MTESS
				2025-03-15		
Vaudreuil- Dorion 430, boul. Harwood	Les Aménageme nts Harwood Enr.	17,99	3 526,92 \$	2021-04-01	0	Partagé avec MTESS
				2025-10-31		
Victoriaville 62, Rue Saint- Jean-Baptiste	SQI	82,82	12 269,07 \$	2021-04-01	0	Partagé avec MTESS
				N/A		
Ville-Marie 1, rue Notre- Dame	les Immeubles M.N. Roy S.E.N.C.	21,65	3 833,82 \$	2021-04-01	0	Partagé avec MTESS
				2023-09-23		

Nombre d'ententes d'occupation	81	Total des loyers	11 247 351,61 \$
-----------------------------------	----	------------------	------------------

L'information fournie en réponse à l'emplacement de la location, à la superficie totale pour chaque local loué, le coût total de ladite location et le propriétaire de l'espace loué est disponible dans les informations diffusées sur une base annuelle sur le site Internet du ministère en vertu du Règlement sur la diffusion d'information et sur la protection des renseignements personnels (art. 4 paragraphe 27) : <http://www.mifi.gouv.qc.ca/fr/ministere/acces-protection-info/diffusion-depenses.html>.

RG15. Concernant les actifs immobiliers excédentaires du ministère ou de l'organisme en 2021-2022, fournir :

- a) La liste des actifs excédentaires inoccupés;
 - b) La valeur estimée de ceux-ci;
 - c) Les coûts d'entretien annuel;
 - d) Le nombre de pieds carrés de ceux-ci.
-

Pour les immeubles qui sont propriété de la Société québécoise des infrastructures: la réponse à cette question sera transmise par la Société québécoise des infrastructures, et ce, pour tous les ministères et organismes occupant un immeuble dont celle-ci est propriétaire.

Pour les immeubles qui ne sont pas propriété de la Société québécoise des infrastructures: selon les données disponibles en date du 28 février 2022, nous n'avons enregistré aucun actif immobilier excédentaire inoccupé du Ministère.

RG16. Pour la direction générale du ministère et la haute direction des organismes publics, fournir le détail et la ventilation des coûts, pour 2021-2022, du déménagement, de l'aménagement, de la rénovation et autres travaux effectués dans les espaces occupés, incluant :

- a) les dates des travaux;
- b) les coûts;
- c) le nom de la ou des firmes ayant effectué les travaux.

Selon les factures disponibles en date du 28 février 2022, les coûts de déménagement, d'aménagement, de rénovation et autres travaux effectués dans les espaces occupés ont été de :

Bureaux de circonscription de M^{me} Nadine Girault (Députée de Bertrand) depuis le 22 juin 2020 jusqu'au 24 novembre 2021

197, rue Principale Est, Sainte-Agathe-des-Monts (Québec) J8C 1K5	0 \$
4046, rue Queen, Rawdon (Québec) J0K 1S0	0 \$

Bureau de circonscription de M. Jean Boulet (Député de Trois-Rivières) depuis le 24 novembre 2021

1500, rue Royale, Bureau 180, Trois-Rivières (Québec) G9A 6E6	0 \$
---	------

1200, boulevard Saint-Laurent, Montréal (Québec) H2X 0C9	0 \$
--	------

Édifice Hector-Fabre

525, boulevard René-Lévesque Est, 2^e étage (Québec) G1R 5S9

Déménagement	1758,56 \$
Firme : Déménagement AMJ Campbell	

Service de désinstallation d'un poste de réception	130,00 \$
Firme : Installation Monette Inc.	

Édifice le 888

888, rue St-Jean, Québec, QC, G1R 5H6, Québec	0 \$
---	------

L'information fournie inclut les cabinets ministériels. Les coûts reliés aux bureaux de circonscription sont régis par le Règlement sur les allocations aux députés et aux titulaires de cabinets et sur les sommes versées à des fins de recherche et de soutien de l'Assemblée nationale.

RG17. Liste du personnel de cabinet de chaque membre du Conseil des ministres durant l'année 2021-2022, en indiquant pour chaque individu :

- a) la date de l'entrée en fonction et la date de départ, le cas échéant;
- b) le titre de la fonction;
- c) l'adresse du port d'attache;
- d) le traitement annuel ou, selon le cas, les honoraires versés;
- e) la prime de départ versée, le cas échéant;
- f) le montant total et la ventilation des primes ou bonis reçus;
- g) la liste du personnel politique, incluant le personnel de soutien, qui fait partie de la fonction publique et de quelle masse salariale il relève;
- h) la description de tâches;
- i) le montant détaillé des salaires, des honoraires et des contrats donnés par le cabinet pour 2021-2021;
- j) le nombre total d'employés au cabinet;
- k) la masse salariale totale par cabinet;
- l) le nom des employés bénéficiant d'un traitement supérieur à celui prévu pour la fonction occupée;
- m) s'il a ou non signé les directives du premier ministre intitulées : Directive sur la transparence et l'éthique relativement à l'exercice des fonctions du personnel des cabinets de ministre et Directive concernant les règles applicables lors de la cessation d'exercice de certaines fonctions pour l'État.

Liste du personnel du cabinet de madame Nadine Girault, ministre de l'Immigration, de la Francisation et de l'Intégration, période du 1^{er} avril 2021 au 24 novembre 2021

NOM	PORT D'ATTACHE	CLASSIFICATION
ARCHAMBAULT, Marcos	Montréal	Conseiller politique
BOUCHON, Flore	Montréal	Conseillère politique
CHARBONNEAU, Patrice	Sainte-Agathe-des-Monts	Conseiller politique
D'ASTOUS, Vincent	Montréal	Attaché politique
FOURNIER, Louise	Montréal	Attachée politique
LALIBERTÉ, Marianne	Sainte-Agathe-des-Monts	Conseillère politique
LANGELIER, Simon	Montréal	Conseiller politique
LECLERC, Serguei	Québec	Attaché politique
MARTIN, Jacqueline	Sainte-Agathe-des-Monts	Attachée politique
OUELLETTE, Philippe	Montréal	Directeur de cabinet
PAQUETTE, Hugo	Montréal	Conseiller politique
SAVARD, Justine	Montréal	Conseillère politique
SAUVAGEAU, Corinne	Sainte-Agathe-des-Monts	Attachée politique
SÉIDE, Julie	Montréal	Directrice de cabinet adjointe
YACCARINI, Antonine	Montréal	Conseillère politique

Source : Rapport SAGIR – Étude des crédits – Membres de cabinet – extrait le 2022-03-04.

MASSE SALARIALE TOTALE DU CABINET DE M^{ME} NADINE GIRAULT POUR 2021-2022

Le total de la masse salariale du cabinet ministériel autorisée par le SCT est de 1 066 000 \$.

DESCRIPTION DE TÂCHES DU PERSONNEL DU CABINET DE M^{ME} NADINE GIRAULT

Les attributions respectives des membres du personnel d’un cabinet sont les suivantes :

- Le directeur de cabinet et le directeur de cabinet adjoint sont chargés de diriger des membres du personnel du cabinet; ils s’acquittent en outre des autres devoirs et tâches que le ministre peut leur assigner.
- Le conseiller politique est un attaché politique qui assiste le directeur de cabinet ou le directeur adjoint dans l’exercice de ses fonctions. Il fournit les conseils politiques en regard de questions stratégiques précises à des niveaux de complexité et de responsabilité supérieurs.
- L’attaché politique est chargé de remplir des fonctions à caractère professionnel de la compétence du cabinet; il peut notamment remplir les fonctions de responsable des communications, d’attaché de presse, d’agent de liaison, de chercheur, d’attaché politique régional ou d’attaché politique de comté.
- L’employé de soutien est chargé de remplir les tâches de soutien administratif nécessaires au bon fonctionnement du cabinet.

Liste du personnel du cabinet ministériel de monsieur Jean Boulet à titre de ministre du Travail, de l’Emploi et de la Solidarité sociale, et, depuis le 24 novembre 2021, ministre de l’Immigration, de la Francisation et de l’Intégration et ministre responsable de la région de la Mauricie

NOM	FONCTION	PORT D’ATTACHE
Archambault, Marcos ¹	Attaché politique	Montréal
Arcouette, Véronique	Attachée politique	Québec
Beaudin, Denys	Attaché politique	Trois-Rivières
Boily, Nathalie	Attachée politique	Québec
Bouchard, Étienne	Attaché politique	Québec
Bouchon, Flore	Attachée politique	Montréal
Cantin, Fanny ¹	Directrice de cabinet adjointe	Québec
Charland-Coulombe, Maude ¹	Attachée politique	Trois-Rivières
De Choinière, Jean-Philippe	Directeur de cabinet adjoint	Montréal
Dickson, Annie	Attachée politique	Trois-Rivières
Grégoire, Stéphane	Attaché politique	Montréal
Guimond, Audrey-Ann ¹	Attachée politique	Trois-Rivières
Labouba, Yvana	Attachée politique	Trois-Rivières
Langelier, Simon	Attaché politique	Montréal
Méthot-Faniel, Maude	Attachée politique	Montréal
Paquette, Caroline	Attachée politique	Montréal
Roussy, Brigitte	Attachée politique	Montréal
Simard, Denis	Directeur de cabinet	Québec
Smaïri, Atika	Attachée politique	Québec
Vallée, Émilie ¹	Attachée politique	Trois-Rivières
Vézina, Étienne ¹	Attaché politique	Montréal
Wilson, Julie	Attachée politique	Montréal
Yaccarini, Antonine ¹	Attachée politique	Montréal

⁽¹⁾ Ces employés ont quitté le cabinet ministériel au courant de l’année 2021-2022.

DESCRIPTIONS DE TÂCHES DU PERSONNEL DU CABINET DE M. JEAN BOULET

Directeur de cabinet et directeur de cabinet adjoint :

Ils dirigent les membres du personnel du cabinet. Ils s'acquittent, en outre, des autres devoirs et tâches que le ministre peut leur assigner.

Attaché politique :

Il est chargé de remplir des fonctions à caractère professionnel de la compétence du cabinet. Il peut notamment remplir les fonctions de responsable des communications, d'attaché de presse, d'agent de liaison, de chercheur, d'attaché politique régional ou d'attaché politique de comté.

MASSE SALARIALE TOTALE PAR CABINET POUR L'ANNÉE FINANCIÈRE 2021-2022

Cabinet ministériel de M. Jean Boulet, ministre du Travail, de l'Emploi et de la Solidarité sociale et ministre de l'Immigration, de la Francisation et de l'Intégration.

- Masse salariale autorisée de 1 071 000 \$ au 1^{er} avril 2021, passant à 1 324 000 \$ au 24 novembre 2021.

Source : MTESS-DGRFC-SEB, 2022-03-14

RG18. Liste des sommes d'argent versées en 2021-2022, par mois, à même le budget discrétionnaire du ministre, du ministre délégué, du ministère ou de l'organisme, en indiquant :

- a) le nom de l'organisme concerné ou de la personne;
- b) la circonscription électorale;
- c) le montant attribué;
- d) le détail du projet visé et le but poursuivi par le ministère ou l'organisme.

L'information fournie en réponse à cette question est incluse dans les informations diffusées sur une base trimestrielle sur le site Internet du ministère en vertu du Règlement sur la diffusion d'information et sur la protection des renseignements personnels (art. 4 paragraphe 26).
<http://www.mifi.gouv.qc.ca/fr/ministere/acces-protection-info/diffusion-depenses.html>.

RG19. Liste du personnel hors structure, par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.), rémunéré par le ministère, mais qui n'occupe aucun poste dans ce ministère :

- a) le nom de la personne;
 - b) le poste occupé;
 - c) le salaire de base et les bonis, le cas échéant;
 - d) l'assignation initiale et l'assignation actuelle;
 - e) la date de l'assignation hors structure;
 - f) la date de la fin de l'assignation, s'il y a lieu;
 - g) les prévisions pour 2022-2023.
-

Le Ministère n'a pas de personnel hors structure, rémunéré par le Ministère, et qui n'occupe aucun poste dans le Ministère.

RG20. Liste du personnel en disponibilité par catégorie d’emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.), en indiquant :

- a) le poste initial;
- b) le salaire;
- c) le poste actuel, s’il y a lieu;
- d) la date de la mise en disponibilité;
- e) les prévisions pour 2022-2023.

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor.

RG21. Pour chaque ministère et organisme public (y compris les agences, sociétés, établissements, institutions, etc.), fournir pour 2021-2022, le nombre d’occasionnels mis à pied dont le ministère ou l’organisme a mis fin à l’emploi ou dont le contrat n’a pas été renouvelé, en précisant la ou les raisons et en ventilant :

- a) par catégorie d’emploi (cadres, professionnels, personnel de soutien, fonctionnaires, etc.);
- b) par catégorie d’âge;
- c) prévisions pour 2022-2023.

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor.

RG22. Liste du personnel rémunéré par le ministère et affecté à d’autres organismes publics, parapublics, parapublics non gouvernementaux et autres, en indiquant :

- a) le nom de la personne;
- b) le poste occupé et le nom de l’organisme;
- c) le salaire de base et les bonis, le cas échéant;
- d) l’assignation initiale;
- e) l’assignation actuelle;
- f) la date de l’assignation hors structure;
- g) la date de la fin de l’assignation (s’il y a lieu).

Liste du personnel rémunéré par le ministère de l’Immigration, de la Francisation et de l’Intégration et affecté à d’autres organismes publics, parapublics, parapublics, non gouvernementaux et autres au 28 février 2022.

Information demandée		
a) Nom de la personne :	Une personne de la catégorie d’emploi des cadres	Une personne de la catégorie d’emploi des cadres
b) Le poste occupé et le nom de l’organisme :	Chargé de dossiers, Réseau des carrefours jeunesse-emploi du Québec	Chargé de dossier à l’Office québécois de la langue française
c) Le salaire de base et les bonis, le cas échéant :	166 578 \$	140 517 \$
d) L’assignation initiale :	Cadre, classe 2	Cadre, classe 2
e) L’assignation actuelle :	Cadre, classe 2	Cadre, classe 2
f) La date d’assignation hors structure :	2019-02-11	2019-03-11
g) La date de fin de l’assignation :	2022-03-31	2023-03-31

RG23. Liste de tous les abonnements aux journaux, aux revues mensuelles, aux publications (format papier ou électronique), aux sites spécialisés de recherche sur Internet (Eureka, etc.) du ministère et des organismes publics en 2021-2022, en précisant pour chaque abonnement :

- a) le coût de chacun;
- b) le fournisseur;
- c) la nature du service.

Ventiler le montant total par catégorie.

Nom des fournisseurs	Nature du service	Coût
Academic Credentials Evaluation Institute (ACEI)	Infolettre	Gratuit
Alliance française de Hong Kong	Infolettre	Gratuit
American Ass. of Collegiate Registrars and Adm. Officers (AACRAO)	Site spécialisé en évaluation de diplômes internationaux	150,01 \$
Association d'affaires Hong Kong-Canada	Infolettre	Gratuit
Australian Government Department of Education, Skills and Employment	Site spécialisé en évaluation de diplômes internationaux - Base de données Australian Education International (AEI) - Country Education Profile (CEP)	1 603,82 \$
Bureaux du Québec au Canada (BQC)	Revue de presse (veille) sur l'ensemble du Canada (section sur l'immigration)	Gratuit
Centre de prévention de la radicalisation menant à la violence	Infolettre	Gratuit
Chambre de commerce du Canada à Hong Kong	Infolettre	Gratuit
CNW Group Ltd. (Cedrom SNI – Eurêka)	Abonnement annuel	11 730,59 \$
Courrier Parlementaire	Infolettre et alertes par courriel	Gratuit
ECCTIS Ltd	Site spécialisé en évaluation de diplômes internationaux - Base de données UK ENIC	2 016,97 \$
Educational Credential Evaluators (ECE) The Connection	Site spécialisé en évaluation de diplômes internationaux	Gratuit
Fondation Asie-Pacifique du Canada	Infolettre	
Gestion, revue internationale de gestion	100 abonnements à la Revue Internationale de Gestion aux gestionnaires – HEC Montréal	5 000,00 \$
Hong Kong Trade Development Council	Infolettre	Gratuit
Humanov-is	Infolettre	Gratuit

Nom des fournisseurs	Nature du service	Coût
Institut d'études internationales de Montréal	Infolettre	Gratuit
Kahoot	Plateforme pour les formations des professionnels du MIFI (processus d'examen interne)	444 \$
Le Devoir	Abonnement annuel	169,84 \$
Le Petit Journal – édition Hong Kong	Quotidien	Gratuit
Lexbase	Abonnement annuel The International Information Network for Canadian Immigration Practitioners	262,50 \$
Lexis Nexis	Abonnement annuel Droit de la famille québécois	2 221,54 \$
Lexis Nexis	Abonnement aux mises à jour (feuilles mobiles) Immigration Law and Practice	3 853,00 \$
Lexis Nexis	Abonnement aux mises à jour (feuilles mobiles) JurisClasseur Québec - Droit international privé	218,00 \$
MINGSUO	Recherche d'information sur les entreprises chinoises	2 000 \$
Ministère des Relations internationales et de la Francophonie	Rapports diplomatiques	Gratuit
Regroupement de Réseaux en santé des Personnes au Travail (RRSPT)	Abonnement à la plateforme numérique de santé globale LifeSpeak	20 992,00 \$
Réseau d'analyse stratégique (RAS-NSA)	Infolettre	Gratuit
Secrétariat du Québec aux relations canadiennes	Infolettre	Gratuit
Service des délégués commerciaux du Canada	Infolettre	Gratuit
SOQUIJ	Recherche des plunitifs	19 828 \$
South China Morning Post – version virtuelle, Quotidien -	Quotidien - Abonnement	105,43 \$
The Association for International Credential Evaluation Professionals (TAICEP)	Site spécialisé en évaluation de diplômes internationaux	8 379,62 \$
Thomson Reuteurs	Abonnement aux mises à jour (feuilles mobiles) Législation canadienne en immigration	475,00 \$
Thomson Reuteurs	Abonnement aux mises à jour (feuilles mobiles) Accès à l'information : loi annotée, jurisprudence, analyse et commentaires	396,00 \$

Nom des fournisseurs	Nature du service	Coût
Thomson Reuters	Abonnement aux mises à jour (feuilles mobiles) Loi sur les sociétés par actions du Québec – Analyse et commentaires	252,00 \$
Thomson Reuters	Abonnement aux mises à jour (feuilles mobiles) La Charte canadienne des droits et libertés : les grands énoncés de la Cour suprême	218,00 \$
Wilson & Lafleur	Abonnement annuel La Corporation sans but lucratif au Québec	295,00 \$
Wolters Kluwer	Abonnement annuel Contrôle judiciaire de l’action gouvernementale	2 950,00 \$
Wolters Kluwer	Abonnement annuel Contrats des organismes publics Québécois	2 495,00 \$
World Check One	Recherche d’informations de nature réputationnelle (individus et entreprises)	7 500 \$

L’information fournie inclut les cabinets ministériels.

RG24. Les sommes déboursées par le cabinet ministériel, le ministère ou les organismes publics pour l’achat de billets de saison, de billets de spectacles ou d’événements sportifs et culturels, les billets d’événements et de conférences organisées par les chambres de commerce, pour la réservation de loges et les frais payés afin de devenir membre d’un club privé ou autre.

Aucune somme n’a été déboursée pour l’achat de billets de saison ou pour la réservation de loges et aucuns frais n’ont été payés pour devenir membre d’un club privé ou autre pour l’année financière 2021-2022.

RG25. Pour chaque site Internet du ministère ou de l'organisme public (incluant les événements ponctuels), fournir, et ce depuis l'existence du site :

- a) le nom du site Web;
 - b) le nom de la firme ou du professionnel, des personnes qui ont conçu le site;
 - c) les coûts de construction du site;
 - d) les coûts d'hébergement, d'entretien et de mise à jour;
 - e) les coûts de modernisation ou de refonte (en spécifiant combien de fois le site a été refait et les raisons du changement);
 - f) la fréquence journalière, hebdomadaire et mensuelle des visites ventilée par section et/ou page du site (nombre de « hits »);
 - g) la fréquence moyenne de mise à jour;
 - h) le responsable du contenu sur le site;
 - i) les noms de domaines réservés;
 - j) les coûts liés à la réservation de noms de domaines.
-

Sites www.mifi.gouv.qc.ca, www.immigration-quebec.gouv.qc.ca, www.immigration-quebec.gouv.qc.ca

Regroupe les trois sites du Ministère : site ministériel, site Immigration-Québec et site Québec interculturel.

Coût d'hébergement, d'entretien et de la mise à jour en 2021-2022 :

- Hébergement par Réseau Internet Québec (coûts de réservation des noms de domaine inclus) : 54 340,80 \$
- Utilisation d'un outil de gestion de versions entretenu et hébergé par Groupe Toumoro : 8 000 \$
- Entretien et mise à jour effectués par des ressources internes

Coût de modernisation ou de refonte en 2021-2022 :

- Travaux de modernisation effectués par des ressources internes

Microsite Choisir le Québec (anciennement Un bel avenir pour vous au Québec)

(www.choisirlequebec.gouv.qc.ca / www.unbelavenir.gouv.qc.ca)

Coût d'hébergement, d'entretien et de la mise à jour en 2021-2022 :

- Hébergement et réservation du nom de domaine par Réseau Internet Québec (coûts inclus dans le forfait des sites Internet du Ministère)
- Entretien et mise à jour effectués par des ressources internes

Coût de modernisation ou de refonte en 2021-2022:

- Travaux de modernisation effectués par des ressources internes

Microsite Journées Québec

(www.journeesquebec.gouv.qc.ca)

Coût d'hébergement, d'entretien et de mise à jour en 2021-2022:

- Hébergement par Réseau Internet Québec (coûts inclus dans le forfait des sites Internet du Ministère) jusqu'au 31 juin 2021
- Hébergement sur le nuage Azure du MIFI depuis le 1^{er} juillet 2021 (ressources internes)
- Entretien et mise à jour effectués par des ressources internes

Coût de modernisation ou de refonte en 2021-2022:

- Travaux de modernisation effectués par des ressources internes

RG26. Pour 2021-2022, les dépenses effectuées par ministère pour les tournées, les visites ou rencontres ministérielles et sous ministérielles dans les régions du Québec, en précisant :

- a) les régions et les villes visitées;
- b) les personnes et organismes rencontrées;
- c) pour les organismes, les noms et les titres des dirigeants et des fonctionnaires concernés et autres participants;
- d) les raisons du déplacement;
- e) l'itinéraire et les dates du départ et/ou du retour;
- f) les coûts ventilés;
- g) le cas échéant, tout autre coût ventilé par poste : frais d'hébergement, frais de repas, autres frais, etc.

Liste des visites dans les régions du Québec du 1^{er} avril 2021 au 28 février 2022 inclusivement.

RÉGION	Coûts
Bas St-Laurent et Saguenay-Lac-St-Jean (Tournée de la ministre Nadine Girault - Annonce Programme d'appui aux collectivités (PAC) - Rivière-du-Loup et Saguenay-Lac-St-Jean) - du 14 au 17 juin 2021	2 576,69 \$

Entre le 24 novembre et le 28 février, les dépenses du cabinet pour les tournées, les visites ou rencontres ministérielles dans les régions du Québec sont assumées par le ministère du Travail, de l'Emploi et de la Solidarité sociale.

RG27. La liste exhaustive de tous les mandats et dossiers et de toutes les activités confiées à chaque adjoint parlementaire des membres du Conseil des ministres pour 2021-2022 :

- a) le détail des mandats;
 - b) le coût (déplacements, etc.);
 - c) le nombre de ressources affectées;
 - d) le nombre de rencontres;
 - e) le nombre d’ETC affecté à chaque mandat en indiquant leur fonction et leur titre;
 - f) l’objet;
 - g) les dates.
-

Durant la période 2021-2022, il n’y a pas eu d’adjoint parlementaire.

RG28. Liste des entités administratives créées, fusionnées, scindées ou abolies sous la responsabilité du ministère en précisant les coûts de transition et les coûts de formation.

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor.

RG29. Le détail des crédits périmés et reportés pour chaque ministère et organisme par année budgétaire, et ce, pour l’année financière 2021-2022 et les prévisions pour 2022-2023.

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor.

RG30. L’inventaire complet des services tarifés que le ministère et les organismes gouvernementaux qui relèvent du ministère offrent aux citoyens et les tarifs qu’ils exigent. Le coût unitaire de chacun de ceux-ci. La liste de tous les revenus autonomes (tarifs, permis, droits, redevances, etc.) du ministère et des organismes gouvernementaux qui relèvent du ministère pour les trois dernières années et les projections pour l’année 2022-2023.

L’information concernant la *Politique de financement des services publics* sera présentée au Rapport annuel de gestion 2021-2022 des ministères et organismes.

RG31. Pour chaque ministère et organisme, une copie du plan de réduction des dépenses de fonctionnement pour 2021-2022 demandé par le Secrétariat du Conseil du Trésor, et confirmé par le gouvernement en janvier 2022 pour 2022-2023.

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor.

RG32. Pour chaque ministère et organisme public, les sommes reçues en 2021-2022, ainsi que les prévisions pour 2022-2023 et 2023-2024, en provenance du gouvernement fédéral ou d'un autre gouvernement. Indiquer de façon ventilée pour chaque programme, entente ou autre, les sommes reçues, la ou les dates des versements et à quelles fins elles ont été consacrées par le ministère ou l'organisme.

La compensation versée au Québec en vertu de l'*Accord Canada-Québec relatif à l'immigration et à l'admission temporaire des aubains* constitue une forme de financement stable et progressif. Elle permet au Québec d'assurer sa maîtrise d'œuvre en matière d'accueil, d'aide à l'installation, de francisation, d'insertion en emploi et d'établissement des personnes immigrantes dans toutes les régions du Québec, et ce, en favorisant leur pleine participation à leur nouvelle société.

Il faut noter que la compensation financière découlant de cet accord n'est pas versée au Ministère, mais au Fonds consolidé du revenu du gouvernement du Québec. Le Ministère obtient son financement pour ses activités d'accueil et d'intégration à même les crédits votés annuellement à l'Assemblée nationale.

Par ailleurs, le gouvernement du Québec a annoncé, le 1^{er} novembre 2007, des modifications à la gestion des sommes allouées à l'intégration et à la francisation des personnes immigrantes à compter du budget des dépenses 2008-2009, et ce, afin d'assurer plus de transparence quant à l'utilisation de ces sommes. Ainsi depuis l'exercice financier 2008-2009, une enveloppe de crédits est versée au budget du MIFI pour l'accueil, la francisation et l'intégration des personnes immigrantes. Des ententes de services conclues entre le MIFI et les ministères offrant des services d'intégration et de francisation encadrent l'utilisation de ces sommes, ce qui permet d'accroître la cohérence des interventions gouvernementales en matière de francisation et d'intégration.

Au 31 mars 2022, le montant reçu pour la compensation fédérale pour l'année 2021-2022 s'établit à 697 M\$.

Les versements du fédéral relativement à cette compensation se font trimestriellement et ces montants ont été consacrés à la francisation et à l'intégration des personnes immigrantes.

RG33. Pour chaque ministère et organisme (y compris les agences, sociétés d’État établissements, bureaux, organismes de l’État, comités, conseils, institutions, etc.), fournir pour l’année financière 2021-2022, en ventilant par catégorie d’emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.), le montant total des primes au rendement et des bonis.

Aucune prime au rendement et aucun boni n’a été versé au personnel pour l’année financière 2021-2022.

RG34. Pour chaque cabinet ministériel, fournir pour l’année financière 2021-2022 le montant total des primes au rendement et des bonis versés au personnel de cabinet.

En 2021-2022, aucun boni ou autre rémunération variable fondé sur le rendement n’a été accordé au personnel de cabinet ministériel, et ce, conformément à la Directive concernant le recrutement, la nomination, la rémunération et les autres conditions de travail du personnel des cabinets de ministre.

RG35. Pour chaque ministère et organisme (y compris les agences, sociétés d’État, établissements, bureaux, organismes de l’état, comités, conseils, institutions, etc.), fournir pour l’année financière 2021-2022, en ventilant par catégorie d’emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.), le montant total des primes de départ (allocations de transition), incluant les montants versés pour bris de contrat.

Aucune prime de départ n’a été versée au personnel du ministère de l’Immigration, de la Francisation et de l’Intégration assujetti à la Loi sur la fonction publique.

RG36. Pour chaque ministère et organisme dont les agences, sociétés d’État, établissements, bureaux, organismes de l’État, comités, conseils, institutions, etc., fournir pour l’année financière 2021-2022 le montant total et la ventilation par catégorie d’emploi des augmentations de salaire.

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor.

RG37. Pour 2021-2022, le nombre de cadres, de dirigeants de la fonction publique incluant les sous-ministres, à qui les salaires sont versés sans qu’aucune fonction ou tâche ne leur soit assignée. Pour chaque personne :

- a) fournir la liste des noms, des fonctions précédentes occupées et la date de cessation des fonctions;
- b) fournir la liste des salaires versés et préciser le montant total dépensé par le ministère ou l’organisme.

Il n’y a pas de cadre, de dirigeant ou de sous-ministre qui reçoit une rémunération sans exercer de fonction.

RG38. La liste exhaustive des programmes ministériels existants à la fin de l’année financière 2021-2022 et qui n’ont pas été reconduits intégralement en 2022-2023. Pour chacun de ces programmes existants en 2021-2022, donner le coût de reconduction intégral et la dépense prévue aux crédits 2022-2023, en incluant les programmes qui ont été abolis et pour lesquels la dépense sera nulle.

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor.

RG39. Indiquer les nouvelles initiatives ou toutes majorations apportées à un programme existant, les montants en cause ainsi que les mesures prises pour dégager les sommes nécessaires à leur financement.

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor.

- RG40.** Concernant les dépenses en informatique, pour chacun des ministères et organismes (incluant les agences, sociétés, établissements, institutions ou autres) :
- a) la dépense totale (opération et capital);
 - b) les grands dossiers en cours;
 - c) le nombre d’employés attitrés aux dossiers informatiques;
 - d) préciser le nombre en équivalent ETC et comparaison entre le nombre de ressources internes et externes dans le domaine des TI;
 - e) le nombre de consultants externes attitrés aux dossiers informatiques.

a) PROGRAMMATION DES INVESTISSEMENTS ET DES DÉPENSES EN RESSOURCES INFORMATIONNELLES

Le budget total de la Programmation des investissements et des dépenses en ressources informationnelles (PID) 2021-2022 du MIFI se présente comme suit :

Type d’intervention	Total
Projets	12 648 501 \$
Activités	33 482 734 \$
Total	46 131 235 \$

Le bilan des investissements et des dépenses (BID) 2021-2022 au 28 février 2022 affiche les résultats suivants :

Type d’intervention	Total (000 \$)
Projets	6 633 825 \$*
Activités	25 749 867 \$
Total	32 383 692 \$

*Ce montant inclut les coûts capitalisables des acquisitions reliées aux activités.

b) GRANDS DOSSIERS EN COURS

Les informations des projets en cours de réalisation au MIFI sont disponibles au Tableau de bord gouvernemental / État de santé des projets en ressources informationnelles (site web : <https://www.tableaubordprojetsri.gouv.qc.ca/>).

Le tableau de bord du MIFI affiche présentement les trois projets suivants :

- Carré St-Laurent – Volet Transformation des services en technologie de l’information
- Système de gestion des demandes d’immigration basé sur la déclaration d’intérêt (SDI)
- Guichet gouvernemental unifié d’accès aux services de francisation à temps complet

Les projets de transformation numérique suivants ont été en analyse et/ou en conception en 2021-2022 :

- Système de gestion des demandes d’immigration basé sur la déclaration d’intérêt (SDI) – Volet intégration de la réforme du Programme régulier des travailleurs qualifiés
- Carré St-Laurent – Volet Transformation des services en technologie de l’information (TI)
- Guichet gouvernemental unifié d’accès aux services de francisation à temps complet
- Guichet gouvernemental unifié d’accès aux services de francisation à temps partiel

- Programmes pilotes d'immigration permanente (Transformation alimentaire; Préposés aux bénéficiaires; Experts en intelligence artificielle, en technologie de l'information et en effets visuels)
- Programme des personnes réfugiées à l'étranger (Parrainage collectif) : Groupes 2 à 5 personnes et Personnes morales
- Reconnaissance des compétences – Système de gestion des allocations de participation aux formations d'appoint
- Système de reddition de comptes des organismes (Système de gestion des services du Programme d'accompagnement et de soutien à l'intégration)
- Offre intégrée de services aux entreprises (OISE) – Outil de gestion et de suivi des demandes d'accompagnement aux entreprises
- Gestion intégrée du recrutement international en ligne (Journées Québec virtuelles)
- Outil de rétroaction de la clientèle externe
- Outil de gestion du mouvement de personnel et des autorisations des accès
- Outil de gestion des actifs et des ressources matérielles
- Outil de gestion des plaintes
- CSPQ – Programme de consolidation des centres de traitement informatique

d) EFFECTIF À TEMPS COMPLET

La réponse à cette question sera transmise par le ministère de la Cybersécurité et du Numérique.

e) CONSULTANTS EXTERNES AUX DOSSIERS INFORMATIQUES

La réponse à cette question sera transmise par le ministère de la Cybersécurité et du Numérique.

RG41. Pour chaque ministère et organisme (y compris les agences, sociétés d’État, établissements, bureaux, organismes de l’état, comités, conseils, etc.), fournir pour 2021-2022, le montant total de la masse salariale en ventilant par catégorie d’emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.).

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor pour tous les ministères et organismes.

RG42. Pour chaque ministère et organisme (y compris les agences, sociétés d'état, établissements, bureaux, organismes de l'état, comités, conseils, etc.), fournir pour 2021-2022 le taux d'absentéisme en ventilant par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.).

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor, et ce, pour tous les ministères et organismes.

RG43. Pour chaque ministère et organisme public, incluant les cabinets ministériels et membres du conseil des ministres, le nombre total de personnes ayant bénéficié du paiement de cotisation à une association (ordre ou corporation) professionnelle en vertu de la Directive concernant le paiement par le gouvernement de cotisations à des associations (6-79) du Conseil du trésor ou de toute autre directive permettant un remboursement de ces cotisations, ventilé par association, ordre ou corporation professionnelle en indiquant :

- a) la dépense totale relative au paiement des cotisations;
 - b) la liste des associations, ordres ou corporations professionnels auxquels le gouvernement du Québec a versé un paiement pour cotisation;
 - c) la liste des employés, cadres, dirigeants, ministres et juges ayant bénéficié de cet avantage.
-

a) Dépense totale relative au paiement des cotisations

La dépense totale relative au paiement des cotisations pour 2021-2022 est de : 14 112,49 \$

b) Liste des associations, ordres ou corporations professionnels auxquels le gouvernement du Québec a versé un paiement pour cotisation

- Association des économistes québécois;
- Association des professionnels en accès à l'information et en protection de la vie privée;
- Association of Registrars of the Universities and Colleges of Canada;
- Conseil des relations internationales de Montréal;
- Groupe des responsables en analyse et en évaluation de programme;
- Groupe entreprises en santé;
- Mouvement Québécois de la qualité;
- Regroupement de Réseaux en Santé des Personnes au travail;
- Société québécoise d'évaluation de programme;
- The Institute of Internal Auditors inc. (IIA).

RG44. Pour tout sondage ou enquête d’opinion réalisés par le ministère ou l’organisme, indiquer :

- a) La date;
- b) La nature;
- c) Les questions posées;
- d) Les réponses;
- e) La firme retenue;
- f) Les coûts.

Les informations suivantes présentent les sondages ou enquêtes d’opinion réalisées par le ministère de l’Immigration, de la Francisation et de l’Intégration en 2021-2022 :

Consultation sur les besoins des employeurs en matière d’évaluation des diplômes Service d’analyses et diplômes internationaux (SADI)	
e) Firme retenue	Aucune, enquête réalisée par le MIFI
f) Coûts	Aucun coût
Sondage sur l’intégration des personnes immigrantes au Québec	
e) Firme retenue	Firme Léger, en collaboration avec Cartier et le MIFI
f) Coûts	14 000 \$
Sondage sur la mesure de la satisfaction des entreprises ayant reçu un accompagnement par le MIFI	
e) Firme retenue	Aucune, enquête réalisée par le MIFI
f) Coûts	Aucun coût
Sondage sur la satisfaction de la clientèle à l’égard du service de l’équipe de la gestion des plaintes	
e) Firme retenue	Aucune, enquête réalisée par le MIFI
f) Coûts	Aucun coût
Sondage sur la satisfaction de la clientèle à l’égard du Programme de l’expérience québécoise (PEQ)	
e) Firme retenue	Aucune, enquête réalisée par le MIFI
f) Coûts	Aucun coût
Sondage sur la satisfaction de la clientèle à l’égard des services de renseignements généraux par courriel	
e) Firme retenue	Aucune, enquête réalisée par le MIFI
f) Coûts	Aucun coût
Sondage sur la satisfaction de la clientèle à l’égard des services de renseignements généraux par téléphone	
e) Firme retenue	Aucune, enquête réalisée par le MIFI
f) Coûts	Aucun coût

Sondage sur la satisfaction de la clientèle à l'égard des services individuels de soutien à l'installation et à l'intégration	
e) Firme retenue	Aucune, enquête réalisée par le MIFI
f) Coûts	Aucun coût
Sondage sur la satisfaction de la clientèle à l'égard des services en francisation	
e) Firme retenue	Aucune, enquête réalisée par le MIFI
f) Coûts	Aucun coût
Sondage sur la satisfaction de la clientèle à l'égard du service d'évaluation comparative des études effectuées hors du Québec	
e) Firme retenue	Aucune, enquête réalisée par le MIFI
f) Coûts	Aucun coût
Étude relative à l'aide financière incitative à la francisation	
e) Firme retenue	Le Centre Interuniversitaire de Recherche en Analyse des Organisations (CIRANO)
f) Coûts	70 000 \$

RG45. Pour toutes dépenses publicitaires réalisées par le ministère ou l’organisme, indiquer :
a) Le pourcentage de ces dépenses réalisées au sein de médias communautaires et le montant;
b) Le pourcentage de ces dépenses réalisées sur Internet et les médias sociaux et le montant.

Nom du projet	Pourcentage des dépenses publicitaires dans les médias communautaires	Pourcentage des dépenses publicitaires sur Internet et dans les médias sociaux
Campagne de promotion des services de francisation – <i>C’est le bon moment d’apprendre le français</i>	0,00 %*	100,00 %
Campagne de promotion des services de francisation – <i>Fiers de parler français</i>	2,62 %*	64,00 %
Semaine québécoise des rencontres interculturelles	5,30 %	28,00 %
Journées Québec France printemps 2021 **	0,00 %	89,00 %
Journées Québec Transport routier **	0,00 %	48,00 %
Journées Québec France automne 2021 **	0,00 %	100,00 %
Campagne de promotion des services d’intégration (Accompagnement Québec)	11,00 %	40,00 %

* Investissement essentiellement dans les médias des communautés ethnoculturelles.

** Investissement hors Québec

Pour les montants associés aux dépenses publicitaires, voir la réponse à la question RP8.

RG46. Tout montant dépensé par le ministère ou l’organisme en 2021-2022 pour l’achat de crédits carbone visant à compenser les émissions de gaz à effet de serre produites dans le cadre des activités du ministère ou de l’organisme.

En 2021-2022, aucun montant n’a été dépensé pour l’achat de crédits carbone visant à compenser les émissions de gaz à effet de serre produites dans le cadre des activités du ministère.

RG47. Au sujet du transfert d'emplois gouvernementaux en région :

- a) Fournir tout scénario et étude réalisée par le ministère ou l'organisme ainsi que toute action réalisée en 2021-2022;
 - b) Nombre d'emplois gouvernementaux au sein du ministère ou de l'organisme qui ont été transférés en région en 2021-2022 en précisant la région d'origine et la région de destination;
 - c) Nombre d'emplois transférés en région depuis le 1^{er} octobre 2018.
-

La réponse aux sous-questions b) et c) sera donnée par le Secrétariat du Conseil du trésor.

La sous-question a) semble non pertinente à l'exercice d'étude des crédits.

RG48. Toutes sommes dépensées et actions réalisées par le ministère ou l’organisme dans le cadre du Rapport final de la Commission spéciale sur les droits des enfants et la protection de la jeunesse.

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor pour tous les ministères et organismes.

RG49. Toutes sommes dépensées et actions réalisées par le ministère ou l'organisme visant la protection des renseignements personnels en 2021-2022.

La liste des contrats octroyés par le MIFI visant la protection des renseignements personnels en 2021-2022, s'il en est, est présentée en réponse à la question RG6.

En ce qui concerne les actions réalisées par le MIFI visant la protection des renseignements personnels, nous vous informons que, suivant le deuxième alinéa de l'article 29 de la Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels (RLRQ, c. A-2.1), nous nous devons de refuser de confirmer l'existence ou de donner communication de renseignements dont la divulgation aurait pour effet de réduire l'efficacité d'un programme, d'un plan d'action ou d'un dispositif de sécurité destiné à la protection d'un bien ou d'une personne.

RG50. Toutes sommes dépensées et actions réalisées par le ministère ou l’organisme en 2021-2022 au sujet du plan d’action gouvernemental de contribution à l’occupation et à la vitalité des territoires 2018-2022.

L’information concernant le plan d’action gouvernemental de contribution à l’occupation et à la vitalité des territoires 2018-2022 sera présentée au Rapport annuel de gestion 2021-2022 des ministères et organismes assujettis à la Loi pour assurer l’occupation et la vitalité des territoires.

RG51. Au sujet des mesures de télétravail ou de travail à distance, en 2021-2022, au sein du ministère ou de l'organisme :

- a) Nombre d'employés au total en ayant bénéficié;
 - b) Nombre d'employés en bénéficiant toujours au 31 mars 2021;
 - c) Proportion de l'effectif total du ministère ou de l'organisme en ayant bénéficié.
-

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor, et ce, pour tous les ministères et organismes.

RG52. Sommes dépensées par le ministère ou l'organisme en 2021-2022 en matière de remboursement aux employés pour l'achat de matériel requis pour le télétravail.

Le Secrétariat du Conseil du trésor a mis en œuvre une mesure de compensation financière pour les employés en télétravail dans le contexte d'urgence sanitaire ayant commencé le 13 mars 2020. Cette mesure vise à permettre au personnel d'aménager son poste de télétravail en favorisant sa santé et sa sécurité.

Les employés éligibles à cette mesure, soit le personnel nommé suivant la *Loi sur la fonction publique* qui effectue une prestation de travail régulière en télétravail au cours de la période d'urgence sanitaire, en ont été informés le 24 février 2021. En revanche, les employés qui n'ont pas effectué une prestation de travail en télétravail au cours de la période d'urgence sanitaire et les étudiants ne sont pas éligibles à cette mesure.

En date du 28 février 2022, le MIFI avait versé **164 114,76 \$** en compensation financière.

RG53. Nombre d’employés ayant été absent du travail pour cause de quarantaine liée à la COVID-19 ou en retrait préventif lié à la COVID-19 au sein du ministère ou de l’organisme en 2021-2022 ainsi que l’estimation des coûts en découlant.

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor, et ce, pour tous les ministères et organismes.

RG54. Concernant toute mesures de soutien aux employés en matière de santé mentale, au sein du ministère ou de l'organisme en 2021-2022 :

- a) Les sommes dépensées;
 - b) Le nombre de demandes au Programme d'aide aux employés (PAE);
 - c) Les sommes dépensées spécifiquement en ressources externes en la matière.
-

Concernant toute mesure de soutien aux employés en matière de santé mentale, au sein du ministère ou de l'organisme en 2021-2022 :

- a) Les sommes dépensées : 25 345 \$;
- b) Le nombre de demandes au Programme d'aide aux employés (PAE) : cette question ne semble pas pertinente à l'étude des crédits.
- c) Les sommes dépensées spécifiquement en ressources externes en la matière : comme le MIFI ne fait affaire qu'avec une ressource externe, voir la réponse à la question a).

Les informations relatives aux contrats octroyés à des firmes externes sont disponibles sur le système électronique d'appel d'offres du gouvernement du Québec : <https://www.seao.ca/> ainsi qu'aux engagements financiers de 25 000 \$ et plus qui feront l'objet d'une étude particulière par la Commission de l'administration publique.

RG55. Concernant l’entretien ménager et la désinfection des locaux du ministère ou de l’organisme en 2021-2022, fournir :

- a) Le total des sommes dépensées;
- b) Le nom des fournisseurs retenus;
- c) La liste des contrats.

Selon les données disponibles au 28 février 2022 :

Type de produit d’entretien ménager ou pour la désinfection des locaux du ministère	Nom fournisseur	Total (sans taxes)
Désinfectants surface	Tenaquip limitée	283,30 \$
Lingettes désinfectantes	Distribution G. SAUCIER	945,00 \$
Désinfection des locaux	SQI	1 768,22 \$
Total des dépenses (sans taxes)		2 996,52 \$

Pour les immeubles qui sont propriété de la Société québécoise des infrastructures et dont celle-ci est responsable du contrat d’entretien ménager, la réponse à cette question sera transmise par la Société québécoise des infrastructures, et ce, pour tous les ministères et organismes logés dans un immeuble dont celle-ci est propriétaire.

RG56. Coût total de mise en place de mesures découlant des visites de la CNESST dans les locaux du ministère ou de l'organisme ainsi qu'une liste des recommandations effectuées.

Le Ministère n'a eu aucune visite de la CNESST depuis le début de la pandémie.

RG57. Liste ventilée par bénéficiaire et par mode d’octroi (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié) de tous les contrats octroyés par un ministère ou un organisme en 2021-2022 et qui ont fait l’objet d’une autorisation du sous-ministre, comme il est prévu à l’article 17 de la Loi sur les contrats des organismes publics, en indiquant :

- a) le nombre d’autorisations;
- b) le nom du professionnel ou de la firme faisant l’objet de cet octroi;
- c) le nom de tous les sous-traitants associés au contrat et faisant l’objet de cet octroi;
- d) le montant accordé;
- e) les motifs de la demande;

Nom de la firme	Le montant accordé	Les motifs de la demande
Microsoft Canada Inc.	104 181 \$	Le supplément a été octroyé en raison de l’augmentation du nombre d’utilisateurs. Microsoft est le seul contractant possible pour offrir le service de soutien et de conseils pour ses produits, car il détient les droits de propriété exclusifs.

Ces informations sont aussi disponibles sur le système électronique d’appel d’offres du gouvernement du Québec : <https://www.seao.ca/>.

RG58. Nombre de demandes d'accès à l'information par ministère et organisme en 2021-2022 :

- a) le montant total facturé et récolté découlant des demandes d'accès à l'information;
 - b) le nombre de refus (avec mention de la raison ou de l'article;
 - c) le nombre de demandes ayant été traitées dans un délai de 20 jours;
 - d) le nombre de demandes ayant été traitées dans un délai de 30 jours.
-

L'information concernant les demandes d'accès à l'information sera présentée au Rapport annuel de gestion 2021-2022 des ministères et organismes.

RG59. La liste des personnes et le mandat des comités formés par le Conseil exécutif, les ministères et organismes ainsi que les honoraires donnés à ces personnes.

Le Comité d’audit externe a pour mandat de transmettre au sous-ministre des conseils indépendants et objectifs relativement à la gestion des risques, aux mécanismes de contrôle et à la gouvernance du Ministère.

Liste des personnes	Montant des honoraires donnés en 2021-2022
Claude Blouin	6 980,00 \$
Jean Monfet	4 710,00 \$
9345-0807 Québec inc. (Ginette Sylvain)	2 069,55 \$
Diane Wilhelmy	5 415,32 \$

RG60. Veuillez indiquer les montants qui ont été alloués à la rémunération des stages depuis 2016.

- a) Nombre de stagiaires reçus;
 - b) Heures de stages effectués;
 - c) Rémunération totale déboursée.
-

a) Nombre de stagiaires reçus en 2021-2022 : 22

c) Rémunération totale déboursée : 284 976,96 \$

Sources : a) Rapport SAGIR – Rapport sur les nominations - extrait le 4 mars 2022, couvrant la période du 1^{er} avril 2021 au 28 février 2022.

c) Rapport SAGIR - Rapport détaillé de paie par employé – compilation de la paie 1 à 25, couvrant la période du 1^{er} avril 2021 au 28 février 2022.

RG61. Indiquer le montant des dépenses supplémentaires entraînées par la pandémie de Covid-19, pour 2020 et 2021.

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor.

RG62. Indiquer les dépenses encourues en vue de l’implantation du nouveau régime de dotation découlant de l’adoption du projet de loi 60.

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor.

RG63. Indiquer le montant des amendes perçues en vertu de l’application des lois dont votre ministère est responsable de l’application. Ventiler par loi et articles, depuis 5 ans.

La réponse à cette question sera transmise par le ministère de la Justice.

RG64. Toutes sommes dépensées et actions réalisées par le ministère ou l'organisme au sujet de la reconnaissance des acquis et des compétences des personnes immigrantes en 2021-2022.

Les actions du Ministère au sujet de la reconnaissance des compétences sont regroupées sous six mesures. Les sommes dépensées sont en date du 28 février 2022.

1- La prospection pour trouver de nouveaux bassins de recrutement.

Des pays pour lesquels la formation et l'expérience professionnelle des travailleurs et travailleuses s'apparentent à celles offertes au Québec ont été identifiés. Des activités de recrutement dans ces pays ont été initiées pour le secteur de la santé. Les dépenses pour cette mesure se sont élevées à 638 101 \$

2- Le soutien financier et l'accompagnement renforcé des organismes de réglementation et des ordres professionnels.

Des dépenses totalisant 671 244 \$ ont été effectuées afin d'offrir un soutien financier et d'accompagner des organismes de réglementation ou des établissements d'enseignement dans leurs démarches visant à favoriser la reconnaissance des compétences des personnes immigrantes.

3- L'accompagnement personnalisé des personnes immigrantes.

Les dépenses engagées pour l'accompagnement personnalisé en reconnaissance des compétences s'élèvent à 825 781 \$. Un parcours d'accompagnement personnalisé en reconnaissance des compétences, intégré aux services d'Accompagnement Québec, a été mis en place. Une aide financière a aussi été accordée à l'organisme Qualifications Québec, pour l'offre de services d'accompagnement en reconnaissance des compétences et la poursuite du développement du Portail de la reconnaissance des compétences.

4- Le financement et l'élaboration de l'offre de formations d'appoint et de stages

Des dépenses de 666 911 \$ ont été engagées pour le développement et l'offre de formations d'appoint.

5- Le soutien financier aux personnes immigrantes en démarche de reconnaissance des compétences.

Un programme d'aide financière pour la formation d'appoint en reconnaissance des compétences a été mis en place afin de soutenir les personnes formées à l'étranger qui doivent suivre une formation d'appoint pour intégrer le marché du travail québécois dans leur domaine. Les coûts de la mise en place et du versement des prestations totalisent 826 032 \$.

6- Le soutien des employeurs du Québec pour l'évaluation des études effectuées à l'étranger.

Des dépenses de 331 262 \$ ont été encourues pour entreprendre la modernisation de ce service, lequel aide les employeurs à mieux comprendre les diplômes obtenus à l'étranger de personnes qu'ils souhaitent embaucher.

RG65. Toutes sommes dépensées et actions réalisées par le ministère ou l’organisme en 2021-2022 au sujet de la stratégie d’action en matière d’immigration, de participation et d’inclusion 2016-2021 : « Ensemble, nous sommes le Québec ».

Cette question ne semble pas pertinente à l’exercice de l’étude des crédits, cette stratégie ayant pris fin en 2021-2022.

